



*Rapport financier*

**ANNUEL**

+

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2016

# Nos + RÉALISATIONS



Intrion, Huizingen (Belgique)



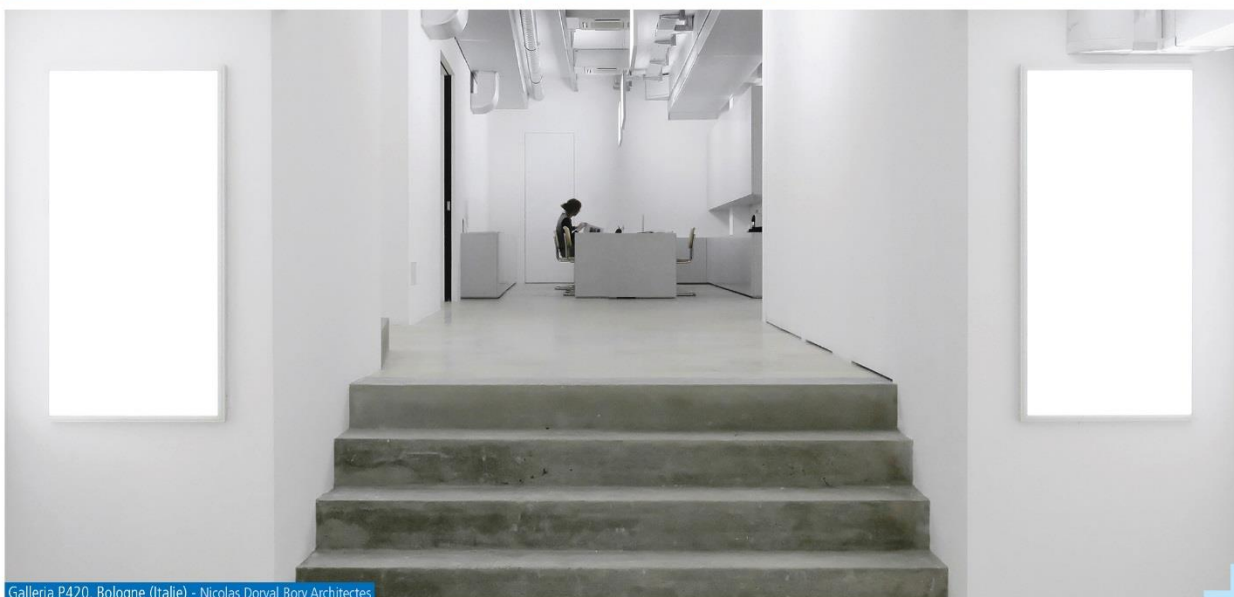
Musée de l'Homme, Paris (France)



Bijouterie Mohedano, Toulouse (France)



Laboratoire Pierre Fabre, Gaillac (France)



Galleria P420, Bologne (Italie) - Nicolas Dorval Bory Architectes

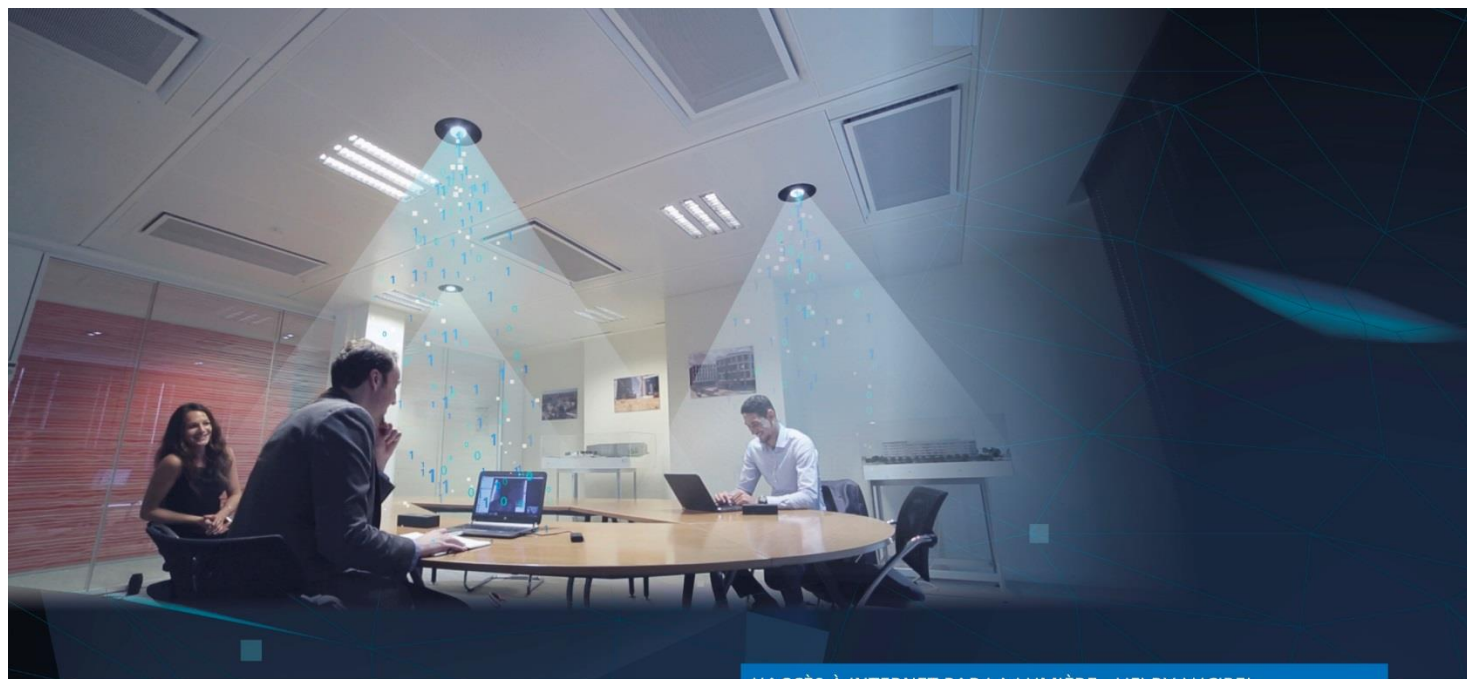




# SOMMAIRE

<b>1. Rapport de gestion .....</b>	<b>04</b>
1. Présentation du groupe .....	05
2. Activité et faits marquants du groupe Lucibel au cours de l'exercice écoulé .....	07
3. Analyse des résultats et de la situation financière du groupe Lucibel ..	11
4. Analyse des résultats et de la situation financière de la société.....	22
5. Evolution récente et perspectives .....	25
6. Filiales et participations .....	26
7. Proposition d'affectation du résultat .....	28
8. Conventions réglementées.....	28
9. Actionnariat de la société .....	28
10. Informations relatives aux organes de gestion et aux mandataires sociaux .....	31
11. Autres informations .....	37
 <b>2. Comptes consolidés 2016 .....</b>	<b>41</b>
 <b>3. Comptes annuels 2016 .....</b>	<b>88</b>
 <b>4. Rapports des Commissaires aux Comptes .....</b>	<b>118</b>
1 Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés 2016 .....	119
2 Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels 2016 .....	122
3 Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées .....	125





L'ACCÈS À INTERNET PAR LA LUMIÈRE - LIPI BY LUCIBEL



# RAPPORT DE GESTION



**LUCIBEL**  
**Société anonyme**  
**Au capital de 9.414.316 euros**  
**Siège social : 9, avenue Edouard Belin 92 500 Rueil Malmaison**  
**507 422 913 RCS Nanterre**  
**(la « Société »)**

---

**RAPPORT DE GESTION**  
**DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**  
**A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 15 MAI 2017**  
**SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2016**

---

Mesdames,  
Messieurs les actionnaires,

Le présent rapport de gestion a été arrêté par le Conseil d'Administration du 15 mars 2017 et revu à la date du 27 mars 2017 compte de tenu du lancement d'une opération d'augmentation de capital.

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire (l'« Assemblée ») conformément aux dispositions de la loi et des statuts de notre Société à l'effet de vous rendre compte de la gestion au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels de cet exercice ainsi que les divers rapports prévus par la réglementation.

Les Commissaires aux Comptes vous donneront par ailleurs lecture de leurs rapports.

## **1. PRESENTATION DU GROUPE**

Lucibel SA (« Lucibel » ou « la Société »), société mère du Groupe Lucibel, est une société anonyme française constituée en 2008 et ayant son siège social à Rueil Malmaison (France).

Lucibel et ses filiales forment un Groupe dont la principale activité est la conception et la distribution de solutions d'éclairage innovantes fondées sur la technologie LED (*Light-Emitting Diod*, ou diode électroluminescente). Le Groupe Lucibel est positionné pour l'essentiel sur les segments du marché professionnel pour lesquels ses solutions LED apportent une valeur d'usage maximale, à savoir les commerces, les bureaux, l'industrie et les musées.

La gamme de produits de Lucibel a été développée pour couvrir l'ensemble des besoins d'éclairage des segments de marché ciblés, en laissant la possibilité de concevoir des solutions spécifiques à chaque client au travers du choix des produits mis en œuvre, des diverses options proposées ou des adaptations réalisées sur mesure.

Cette gamme se compose principalement de luminaires LED (dalles, downlights [spots encastrables], tubes, cadreurs, projecteurs...) mais comprend également des sources lumineuses LED (ampoules, spots, rubans...), des alimentations (drivers simples, dimmables, compatibles DALI...) et autres accessoires (contrôleurs, suspensions, options de finition et personnalisation...). Elle se caractérise par des spécificités techniques haut de gamme, de larges possibilités en termes de puissance, températures de couleur et angles d'éclairage.

Lucibel fonde ses ambitions de développement sur trois piliers : la croissance organique de ses marchés, les gains de parts de marché liés à son approche « solution » segmentée et à l'extension de son réseau commercial direct et indirect, tant en France qu'à l'international, et enfin une stratégie de consolidation d'un marché européen des luminaires très fragmenté, déjà mise en œuvre avec succès depuis la création du Groupe en 2008.

Le marché mondial de l'éclairage est en transformation radicale du fait de l'émergence d'une technologie de rupture, le Solid-State Lighting (SSL), dont la forme plus aboutie est la technologie LED. Forts de leurs atouts décisifs en matière d'éclairage, les produits et solutions LED s'imposent progressivement et devraient largement dominer le marché dans les prochaines années.

Plus généralement, l'adoption de la LED fait basculer le secteur de l'éclairage dans le monde de l'électronique et du numérique. Cette évolution majeure ouvre la voie à de nouvelles fonctionnalités et de nouveaux usages de la lumière, créant autant de nouveaux marchés potentiels comme l'éclairage intelligent ou les applications pour la santé et le bien-être. L'ampleur de cette révolution technologique est comparable à celle vécue par l'industrie de l'image ou de la musique lors de l'avènement du numérique dans ces secteurs, avec une modification profonde du paysage concurrentiel favorable aux nouveaux entrants.

Lucibel s'est ainsi positionnée dès 2014 sur les applications de la LED dans le domaine cosmétique en lançant Line 5, une nouvelle gamme de produits à destination du grand public utilisant les propriétés de la LED monochromatique pour traiter les affections de la peau (phénomène de photo-biomodulation).

Par ailleurs, Lucibel a lancé en avril 2014 sa première offre de géolocalisation indoor à destination des musées et galeries d'art, fondée sur la technologie VLC (Visual Light Communication) et permettant la transmission de données par la lumière. En 2015, Lucibel s'est associée avec le groupe Schneider Electric pour exploiter la technologie VLC dans le secteur des commerces en lançant l'offre Store Operations, commercialisée au sein d'une co-entreprise fondée pour l'occasion, Schneider Lucibel Managed Services (SLMS), dont Lucibel et Schneider Electric détiennent chacun 47% du capital.

Lucibel a également investi dès 2014 dans le développement de solutions LiFi (Light Fidelity), en partenariat avec le bureau d'études écossais pureLiFi, qui permettent d'accéder à Internet par la lumière.

Dans ce cadre, Lucibel a annoncé la mise sur le marché le 21 septembre 2016 du premier luminaire LiFi industrialisé au monde. Cette solution permet une transmission de données sensiblement plus sécurisée que par un réseau WIFI, la lumière ne traversant pas les murs, contrairement aux ondes radio émises par le WiFi. Cette 1<sup>ère</sup> génération LiFi est déployée par Lucibel depuis fin septembre 2016, sous formes de pilotes (entre 3 et 15 luminaires en moyenne), dans des environnements dans lesquels le WIFI n'est pas déployable.

Au 31 décembre 2016, le Groupe Lucibel compte 147 collaborateurs (dont 27 employés salariés en France par la Société Lucibel SA) et a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 27,1 M€ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

## 2. ACTIVITE ET FAITS MARQUANTS DU GROUPE LUCIBEL AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

Les commentaires suivants portant sur l'activité du Groupe Lucibel sont établis sur la base des comptes consolidés en normes IFRS. Les principes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés en 2016 sont identiques à ceux utilisés dans la préparation des comptes de l'exercice précédent à l'exception des normes, amendements et interprétations obligatoires à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 dont l'effet n'est cependant pas significatif sur les comptes de l'exercice (cf. note 2 des états financiers consolidés).

### 2.1 Informations financières sélectionnées

Données consolidées – normes IFRS (en K€)		
Bilans simplifiés consolidés	31/12/2016	31/12/2015
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>28 324</b>	<b>32 221</b>
<b>Actifs non courants</b>	<b>12 181</b>	<b>13 496</b>
<i>dont goodwill</i>	<i>7 740</i>	<i>7 740</i>
<i>dont immobilisations incorporelles</i>	<i>3 627</i>	<i>4 082</i>
<b>Actifs courants</b>	<b>16 143</b>	<b>18 726</b>
<i>dont trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	<i>4 811</i>	<i>3 926</i>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>28 324</b>	<b>32 221</b>
<b>Capitaux propres</b>	<b>12 155</b>	<b>11 445</b>
<b>Passifs non courants</b>	<b>4 747</b>	<b>5 637</b>
<i>dont dettes financières non courantes</i>	<i>4 103</i>	<i>4 895</i>
<b>Passifs courants</b>	<b>11 422</b>	<b>15 139</b>
<i>dont dettes financières courantes</i>	<i>4 512</i>	<i>6 183</i>

Données consolidées – normes IFRS (en K€)		
Comptes de résultat simplifiés consolidés	31/12/2016 12 mois	31/12/2015 12 mois
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>27 138</b>	<b>28 122</b>
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>769</b>	<b>(5 038)</b>
<i>dont EBITDA (1)</i>	<i>2 065</i>	<i>(3 575)</i>
<b>Résultat opérationnel (2)</b>	<b>(540)</b>	<b>(6 211)</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(315)</b>	<b>(85)</b>
<b>Résultat net</b>	<b>(857)</b>	<b>(6 267)</b>
<i>dont part attribuable aux actionnaires de la société mère</i>	<i>(995)</i>	<i>(6 304)</i>

(1) EBITDA : Résultat opérationnel courant retraité des éléments de charges et de produits non monétaires (notamment dotations nettes aux amortissements et provisions, paiements en actions)

(2) Après quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence



Données consolidées – normes IFRS (en K€)		
Tableaux des flux de trésorerie simplifiés	31/12/2016	31/12/2015
	12 mois	12 mois
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>2 639</b>	<b>(5 298)</b>
<i>dont capacité d'autofinancement (1)</i>	<i>1 003</i>	<i>(3 814)</i>
<i>dont variation du besoin en fonds de roulement</i>	<i>1 638</i>	<i>(1 661)</i>
<i>dont impôt sur le résultat versé</i>	<i>(2)</i>	<i>177</i>
<b>Flux de trésorerie lié aux activités d'investissement</b>	<b>(1 222)</b>	<b>(1 441)</b>
<b>Flux de trésorerie lié aux activités de financement</b>	<b>534</b>	<b>5 883</b>
<b>Variation nette de trésorerie</b>	<b>885</b>	<b>(843)</b>
Niveau de la trésorerie (endettement) nette	31/12/2016	31/12/2015
+ Dettes financières non courantes	4 103	4 895
+ Dettes financières courantes	4 512	6 183
- Trésorerie et équivalents de trésorerie	(4 811)	(3 926)
<b>Total endettement net</b>	<b>3 804</b>	<b>7 152</b>

(1) Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt

## 2.2 Faits marquants de l'exercice

- Chiffre d'affaires 2016 consolidé de 27,1 M€, en léger repli par rapport à 2015**

Lucibel a réalisé sur l'année 2016 un chiffre d'affaires consolidé de 27,1 M€ contre 28,1 M€ sur l'exercice 2015. Ce léger repli (-3%) s'explique à la fois par la cession ou la mise en sommeil de certaines entités non rentables ou non stratégiques du groupe et par la réorientation du modèle de Lucibel vers des solutions à plus forte valeur ajoutée.

- EBITDA positif de 2,1 M€ sur l'exercice 2016 sous l'effet d'une très nette amélioration de la marge brute combinée à la baisse significative des charges opérationnelles**

En dépit d'un contexte de marché très concurrentiel, LUCIBEL est parvenue à faire progresser de façon significative son taux de marge brute sur l'exercice 2016, à 48% du chiffre d'affaires contre 41,7% en 2015.

Cette forte progression traduit le succès du repositionnement du groupe dont l'objectif est d'élargir la proposition d'offres innovantes, à forte valeur ajoutée.

L'amélioration de la marge brute provient également de la relocalisation en France, dans son usine de Barentin (Normandie), de la fabrication d'une part croissante de ses luminaires et de la poursuite de la rationalisation de sa chaîne logistique, ce qui s'est traduit par une meilleure maîtrise des coûts de transport.

La marge brute du groupe s'élève ainsi à 13 037 K€ sur l'exercice 2016 contre 11 730 K€ au cours de l'année précédente (+11%).

Sur l'année 2016, le Groupe a également enregistré une très forte diminution de ses charges opérationnelles qui s'établissent à 10 972 K€, en diminution de 28% par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution traduit le plein effet des mesures du plan d'efficacité opérationnelle mis en œuvre depuis le 2<sup>nd</sup> semestre 2014. Les charges de personnel, qui représentent près des 2/3 des charges opérationnelles du Groupe, ont ainsi été réduites d'environ 25%, passant de 11 M€ en 2015 à 8,3 M€ en 2016. Grâce à une révision systématique des contrats de prestation (honoraires, téléphonie, sous-traitance,...) et à un arbitrage plus sélectif sur les dépenses opérationnelles, les autres charges externes ont également fortement diminué passant de 7,8 M€ en 2015 à 5,2 M€.

La combinaison de ces deux tendances, nette amélioration de la marge et forte réduction des dépenses opérationnelles, a permis au Groupe de dégager un EBITDA positif de 2,1 M€ sur l'exercice 2016 contre une perte de 3,6 M€ en 2015, soit une amélioration de 5,6 M€.

L'amélioration de cette rentabilité est encore plus significative au 2<sup>nd</sup> semestre 2016 puisque l'EBITDA semestriel a atteint 1 525 K€ contre 540 K€ au 1<sup>er</sup> semestre 2016.

- **Résultat opérationnel courant de 0,8 M€ et très forte contraction de la perte nette**

Après élimination des charges et produits opérationnels courants non monétaires à hauteur de 1,3 M€ sur 2016 (amortissements et provisions pour 0,9 M€ et paiements en actions pour 0,4 M€), le résultat opérationnel courant consolidé 2016 s'établit à 0,8 M€, contre une perte de plus de 5 M€ en 2015.

Compte tenu de charges opérationnelles non courantes de 1,3 M€, essentiellement constituées de coûts de restructuration et de cessions d'actifs, la perte opérationnelle (EBIT) du Groupe s'établit 0,5 M€. Après élimination des charges financières qui représentent un peu plus de 0,3 M€ et en l'absence de charges d'impôt significatives, la perte nette s'élève à 0,9 M€ sur l'ensemble de l'exercice 2016, contre une perte de 6,3 M€ en 2015.

- **Contributions positives au résultat opérationnel consolidé des trois principales sociétés du Groupe**

En dépit d'une légère diminution de son chiffre d'affaires sur 2016, la société Procédés Hallier est parvenue à dégager un EBITDA équivalent à celui de l'année dernière, grâce notamment au maintien de sa marge brute à un niveau élevé ainsi qu'à une parfaite maîtrise de ses charges opérationnelles.

L'évolution du chiffre d'affaires de la société Cordel s'inscrit dans la même tendance que celle constatée au niveau du groupe puisque le chiffre d'affaires 2016 enregistre une diminution de l'ordre de 3% par rapport à 2015. Certains problèmes opérationnels ont affecté la rentabilité de cette entité sur l'exercice 2016 ; un plan d'actions a été mis en place début novembre 2016 afin de mieux contrôler certaines dépenses et de rétablir une meilleure rentabilité en 2017.

La société Lucibel SA a également dégagé un EBITDA positif grâce à une croissance de son chiffre d'affaires, à une amélioration de son taux de marge brute et à une structure de fonctionnement désormais optimisée.

- **Mise en place d'un partenariat opérationnel avec Nexity**

Au cours de l'année 2016, Lucibel et Nexity ont signé un partenariat opérationnel, qui renforce les liens entre les deux entités et qui permet notamment, par le biais d'un comité innovation, d'accélérer le développement de solutions LED à destination des marchés immobiliers tertiaires et résidentiels.

- **Lancement du 1<sup>er</sup> luminaire LiFi industrialisé au monde**

Le 21 septembre 2016, Lucibel a mis sur le marché la 1<sup>ère</sup> version industrialisée au monde d'un luminaire LiFi (*Light Fidelity*), qui permet d'accéder à internet par la lumière. Cette solution, désormais commercialisée par Lucibel, suscite un intérêt fort de clients qui, pour des raisons techniques et/ou réglementaires, ne peuvent installer de WiFi dans certains espaces définis. Plusieurs clients grands comptes ont démarré en 2016 une phase de test sur des sites pilotes (3 à 15 luminaires), avant d'opter pour une extension de la solution à des zones plus larges.

- **Augmentations de capital de 1,2 M€ issue d'exercice de BSAR/BSPCE**

En juin 2016, l'assemblée générale des actionnaires a autorisé la modification des modalités d'exercice des bons de souscription d'actions remboursables (BSAR), émis lors de l'augmentation de capital réalisée en mai 2015. Le prix d'exercice a ainsi été fixé à 2 € (contre 6,5 € initialement) et l'échéance a été prolongée jusqu'au 31 octobre 2016, repoussant ainsi l'échéance initiale située au 30 juin 2016.

Le Conseil d'administration du 15 décembre 2016 a constaté la réalisation définitive de l'augmentation de capital intervenue suite à l'exercice de 1 063 442 BSAR, donnant lieu à la création de 531 721 actions nouvelles pour un montant total de 531 K€ de capital et 532 K€ de prime d'émission.

Le Conseil d'administration a également constaté la réalisation définitive d'augmentations de capital d'un montant nominal de 98 K€ résultant d'exercices de BSPCE intervenus sur l'année 2016.

Au 31 décembre 2016, le Groupe dispose d'une trésorerie brute de 4,8 M€ et de fonds propres positifs à hauteur de 12,2 M€. A cette date, le montant des emprunts et dettes financières contractés par le Groupe s'établit à 8,6 M€ soit un gearing (endettement net sur fonds propres consolidés) proche de 0,3.

## **2.3 Périimètre de consolidation**

Au 31 décembre 2016, le périmètre de consolidation du Groupe comprend 11 filiales et 1 sous-filiale, toutes contrôlées à 100% par Lucibel SA à l'exception de Lucibel Middle East (Emirats Arabes Unis), de Lucibel Africa et de SLMS (France). Parmi les filiales, 9 sont des filiales de distribution dont la vocation est de promouvoir et de commercialiser les différents produits du Groupe.

Plusieurs opérations modifiant le périmètre sont intervenues au cours de l'exercice 2016 :

### *Sorties de périmètre :*

- Cession de 60% des titres de la filiale Citéclair ; à l'issue de cette opération, le Groupe ne détient plus que 20% du capital et n'exerce aucune influence notable sur cette société qui est déconsolidée depuis le 31 août 2016
- Liquidation de la filiale Lucibel Espana à compter de juillet 2016
- Liquidation par voie de TUP de la filiale Lucibel Healthcare à compter du 30 septembre 2016

Au 31 décembre 2016, les comptes de l'ensemble des filiales de Lucibel SA sont consolidés par intégration globale, à l'exception des filiales SLMS et Lucibel Middle East comptabilisées par mise en équivalence.

Le détail des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2016 est indiqué dans la note 3 de l'annexe aux comptes consolidés.

### 3. ANALYSE DES RESULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIERE DU GROUPE LUCIBEL

#### 3.1 Compte de résultat consolidé

##### Analyse de la performance opérationnelle du Groupe

##### Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe s'élève à 27 138 K€ sur l'année 2016, en léger repli par rapport à 2015, avec une évolution très contrastée entre les ventes réalisées en France et celles réalisées à l'international. Ainsi, l'analyse du chiffre d'affaires selon la zone géographique des clients facturés s'établit comme suit :

Répartition du CA selon la zone géographique des clients facturés (en milliers d'euros)	2016	2015	Var
France	23 977	21 047	+14%
Europe et reste du monde	3 161	7 075	-56%
<b>Chiffre d'affaires total</b>	<b>27 138</b>	<b>28 122</b>	<b>-3%</b>
<b>Part du CA réalisé avec des clients internationaux</b>	<b>12%</b>	<b>25%</b>	

Alors que le chiffre d'affaires réalisé en France affiche une progression soutenue de 14% par rapport à 2015, les ventes à l'international se sont fortement contractées et ne représentent plus que 12% du chiffre d'affaires du Groupe contre 25% en 2015. La croissance des activités du Groupe en France s'explique en partie par le lancement, au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2016, d'une activité spécifique liée au dispositif des Certificats d'Economies d'Energie (CEE).

Le désengagement du Groupe de certaines entités non rentables intervenu au cours de l'année 2016 a impacté l'évolution du chiffre d'affaires à l'international, qui s'élève à 3 161 K€ contre 7 075 K€ en 2015.

##### Résultat opérationnel Groupe

Données en milliers d'euros	2016	2015
Chiffre d'affaires	27 138	28 122
Achats consommés	(13 096)	(14 324)
Charges externes	( 5 192)	(7 757)
Charges de personnel	(8 305)	(11 009)
Impôts et taxes	(325)	(295)
Dotations nettes des reprises aux amortissements et provisions	(862)	(1 083)
Autres produits et charges d'exploitation	1 411	1 308
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>769</b>	<b>(5 038)</b>
Autres produits et charges opérationnels	(1 103)	(1 166)
Part dans le résultat des entités mises en équivalence	(206)	(7)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>(540)</b>	<b>(6 211)</b>

- **Marge sur achats consommés**

La marge sur achats consommés au 31 décembre 2016 s'établit à 14 042 K€ contre 13 798 K€ en 2015 et se détaille comme suit :

Données en milliers d'euros	2016	2015
Achats consommés (A)	13 096	14 324
<b>Marge sur achats consommés : CA - (A)</b>	<b>14 042</b>	<b>13 798</b>
<b>Marge sur achats consommés en % CA</b>	<b>51,7%</b>	<b>49%</b>

La marge sur achats consommés Groupe progresse en valeur relative puisqu'en 2016 elle représente 51,7% du chiffre d'affaires contre 49 % en 2015. Elle affiche également une progression en valeur absolue et ce, malgré le léger repli du chiffre d'affaires enregistré en 2016 et malgré un contexte de marché très concurrentiel. Cette évolution favorable résulte du choix du Groupe d'offrir des produits et services à plus forte valeur ajoutée. La relocalisation de la fabrication de certains produits dans l'usine Lucibel de Barentin a également eu un impact positif sur le maintien des marges à un niveau élevé.

- **Charges externes**

Les charges externes consolidées s'élèvent en 2016 à 5 192 K€, en réduction de 33% par rapport à 2015. Ce poste se décompose de la façon suivante :

Données en milliers d'euros	2016	2015
Sous-traitance générale	21	66
Locations et charges locatives	1 028	1 306
Entretiens et réparations	204	250
Assurances	223	217
Etudes et recherche	22	48
Honoraires et commissions	1 512	2 551
Publicité	171	262
Transports sur achats et ventes	832	1 400
Frais déplacements - Missions - Réception	727	1 011
Frais postaux et téléphone	232	318
Services bancaires	80	179
Autres	140	149
<b>Total Charges externes</b>	<b>5 192</b>	<b>7 757</b>

Les principales économies réalisées en 2016 ont résulté des actions mises en place dans le cadre du plan d'amélioration de l'efficacité opérationnelle du Groupe et notamment:

- Evaluation et renégociation systématique de tous les contrats avec les fournisseurs ou prestataires du Groupe et internalisation de certaines prestations désormais opérées à partir du site de Barentin ou de celui de Procédés Hallier à Montreuil. L'économie globale générée sur les postes de « *sous-traitance générale* », d'« *entretiens et réparations* », d'« *études et recherche* » et d'« *honoraires et commissions* » s'élève à 1 156 K€, en baisse de 40% par rapport à 2015.
- Réduction des coûts liés à la logistique, internalisée depuis le mois d'octobre 2015 sur le site de Barentin. Réduction et optimisation des approvisionnements effectués depuis la Chine avec une augmentation sensible des acheminements par voie maritime. Le coût du transport sur achats et sur ventes représente désormais 3% du chiffre d'affaires consolidé contre 5% en 2015, soit une économie de 568 K€ sur 2016 (-40%).
- Enfin, réduction des frais de déplacement, missions et réceptions sous l'effet notamment de la réduction des effectifs et renégociation des principaux postes de frais généraux (téléphonie, publicité, frais bancaires, ...)

- **Charges de personnel**

L'élément marquant de l'année 2016 concerne la baisse significative des charges de personnel du Groupe qui, y compris les provisions pour retraite (nettes des reprises) et incidence des paiements en actions, se sont élevées à 8 305 K€ contre 11 009 K€ sur la même période en 2015, réparties comme suit :

Données en milliers d'euros	2016	2015
Rémunérations et charges sociales	7 871	10 629
Provision pour retraite	(1)	-
Incidence des paiements en actions	435	380
<b>Total charges de personnel</b>	<b>8 305</b>	<b>11 009</b>

Cette baisse très significative des charges de personnel (-25%) s'explique principalement par la très forte réduction des effectifs du Groupe initiée fin 2014 et qui s'est concrétisée sur l'ensemble de l'année 2015, les effectifs Groupe passant de 209 salariés fin 2014 à 147 à fin 2016 (153 fin 2015). Ces réductions d'effectifs ont été menées dans un objectif d'alignement des coûts fixes sur l'évolution de l'activité du Groupe et ont concerné l'ensemble des activités et des filiales du Groupe. Le plein effet de ces mesures a été enregistré sur 2016, avec une baisse de plus de 2,7 M€ des charges de personnel

- **Autres composantes du résultat opérationnel**

Données en milliers d'euros	2016	2015
Impôts et taxes	(325)	(295)
Dotations nettes des reprises aux amortissements et provisions	(862)	(1 083)
Autres produits et charges d'exploitation	1 411	1 308
Autres produits et charges opérationnels (non courants)	(1 103)	(1 166)
Part dans le résultat des entités mises en équivalence	(206)	(7)
<b>Total</b>	<b>(1 085)</b>	<b>(1 243)</b>

Les dotations nettes des reprises aux amortissements et provisions s'analysent comme suit :

Données en milliers d'euros	2016	2015
Dotation aux amortissements et aux provisions nettes des reprises		
- sur immobilisations incorporelles	(687)	(813)
- sur immobilisations corporelles	(146)	(160)
- sur stock de marchandises	227	(102)
- sur créances clients	(232)	58
- autres	(24)	(66)
<b>Total Dotations aux amortissements et aux provisions nettes des reprises</b>	<b>(862)</b>	<b>(1 083)</b>



Les autres produits et charges d'exploitation se décomposent de la façon suivante :

Données en milliers d'euros	2016	2015
Frais de développement capitalisés	98	156
Transfert de charges	466	521
Subventions	2	139
Autres produits	834	679
Autres charges nettes	11	(187)
<b>Total Autres produits et charges d'exploitation</b>	<b>1 411</b>	<b>1 308</b>

Les transferts de charges correspondent principalement à des reclassements de charges de restructuration en autres charges opérationnelles non courantes.

Les autres produits sont liés à la gestion courante du Groupe et comprennent notamment le crédit d'impôt recherche comptabilisé au titre de l'année 2016 à hauteur de 239 K€.

Enfin, les autres produits et charges opérationnels (non courants) se décomposent de la façon suivante :

Données en milliers d'euros	2016	2015
Pertes nettes sur cession d'immobilisation incorporelles et corporelles	(102)	(22)
Impact des cessions de titres consolidés	(343)	
Provisions et charges de restructuration	(558)	(905)
Mécénat	(100)	(23)
Pertes de valeur sur écart d'acquisition Citéclair		(216)
<b>Total Autres produits et charges opérationnels (non courants)</b>	<b>(1 103)</b>	<b>(1 166)</b>

Les pertes sur cession correspondent à la valeur nette comptable des frais de développement, de CRM et d'outillages abandonnés ou mis au rebut au cours de l'exercice.

L'impact des cessions de titres consolidés correspond principalement à l'impact de la cession de 40% des parts de Lucibel Middle East (303 K€).

Les provisions et charges de restructurations comprennent notamment des coûts de sortie du personnel pour 407 K€, des honoraires pour 96 K€, des amortissements exceptionnels, des frais de recherche et développement pour un montant d'environ 20 K€.

- Analyse du résultat opérationnel courant par destination**

Données en milliers d'euros	2016	2015
Chiffre d'affaires	27 138	28 122
Coût des marchandises vendues (*)	(14 101)	(16 392)
<b>Marge brute</b>	<b>13 037</b>	<b>11 730</b>
<b>Marge brute en % du Chiffre d'affaires</b>	<b>48,0%</b>	<b>41,7%</b>
Charges opérationnelles (y compris éléments non monétaires)	(12 268)	(16 768)
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>769</b>	<b>(5 038)</b>

(\*) en 2016, hors coût des matières premières non stockées sauf pour Lucibel Barentin et Procédés Hallier

En 2016, le Groupe a décidé de faire évoluer le calcul du coût des marchandises vendues afin de fournir une indication précise du niveau de marge. Le coût des marchandises vendues correspond :

- au coût d'achat des produits vendus

- ou au coût de production des produits vendus (y compris les charges de personnel des entités Lucibel Barentin et Procédés Hallier rattachables à la production)
- aux achats de matières premières non stockées pour Lucibel Barentin et Procédés Hallier
- et aux frais de transport sur achats et sur ventes.

En 2015, ce coût incluait également des coûts de matières premières non stockées (carburant) et la variation nette des dotations et reprises de provisions sur stocks de marchandises et sur les immobilisations de production. La modification de ce mode de calcul est quasiment neutre sur 2016, mais permettra d'évaluer de manière plus juste la marge brute.

#### • Analyse du résultat EBITDA

Les composantes du résultat EBITDA du Groupe sont présentées ci-après :

Données en milliers d'euros	2016	2015
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>769</b>	<b>(5 038)</b>
Retraitements :		
Dotations nettes des reprises aux amortissements et provisions	862	1 083
Incidence des paiements en actions	435	380
<b>EBITDA</b>	<b>2 066</b>	<b>(3 575)</b>

La très nette amélioration de l'EBITDA Groupe est essentiellement liée à la mise en place d'une structure en adéquation avec l'activité et à une plus grande efficacité opérationnelle qui se décline dans toutes les entités du Groupe.

#### Résultat net Groupe

Les principales composantes du résultat sont présentées ci-après :

Données en milliers d'euros	2016	2015
<b>Résultat opérationnel (1)</b>	<b>(540)</b>	<b>(6 211)</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(315)</b>	<b>(85)</b>
Impôt sur les résultats	(2)	29
<b>Résultat net</b>	<b>(857)</b>	<b>(6 267)</b>
<i>Dont part attribuable aux actionnaires de la société mère</i>	<i>(995)</i>	<i>(6 304)</i>
<i>Dont part attribuable aux intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	<i>138</i>	<i>37</i>

(1) après quote-part de résultat net des entités mises en équivalence

Le résultat financier se décompose comme suit :

Données en milliers d'euros	2016	2015
<b>Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>-</b>	<b>(3)</b>
Coût de l'endettement financier brut hors emprunt obligataire	(268)	(324)
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(268)</b>	<b>(327)</b>
<b>Autres produits et charges financiers</b>	<b>(47)</b>	<b>242</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(315)</b>	<b>(85)</b>

Le coût de l'endettement financier a diminué sur l'année 2016 en l'absence de recours à de nouveaux emprunts bancaires. Au cours de l'exercice 2015, le Groupe a réalisé des gains nets de change liés à la parité euro-US Dollar, qui constituait l'essentiel du poste « *Autres produits et charges financiers* ». En 2016, le Groupe a enregistré une perte de change de 18 K€. Dans ces conditions, le résultat financier s'est dégradé passant d'une perte de 85 K€ en 2015 à une perte de 315 K€ en 2016, qui pèse sur le résultat net du Groupe.

Le poste « *Impôts sur les résultats* » comprend les éléments suivants :

(en milliers d'euros)	2016	2015
(Charge) Produit d'impôt courant	(2)	29
(Charge) Produit d'impôts différés		-
<b>Total Impôt sur les résultats</b>	<b>(2)</b>	<b>29</b>

### 3.2 Bilan consolidé

Au 31 décembre 2016, le total du bilan consolidé s'établit à 28 324 K€ contre 32 221 K€ au 31 décembre 2015.

#### Eléments d'actifs

- **Actifs non courants**

Au 31 décembre 2016, le total des actifs non courants s'établit à 12 181 K€ contre 13 496 K€ au 31 décembre 2015 et se décompose de la façon suivante :

ACTIFS – en milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Ecart d'acquisition	7 740	7 740
Immobilisations incorporelles	3 627	4 082
Immobilisations corporelles	640	641
Entités mises en équivalence	23	228
Actifs financiers opérationnels	0	637
Prêts et dépôts	149	165
Autres actifs long terme	1	1
Impôts différés actifs	1	1
<b>Total des actifs non courants</b>	<b>12 181</b>	<b>13 495</b>

Le poste « *Entités mises en équivalence* » correspond à quote-part de la situation nette au 31/12/2016 de la filiale SLMS dans les résultats du Groupe.

En 2015, le poste « *Actifs financiers* » correspondait à la valeur de la créance financière dont le Groupe disposait avec sa filiale Citéclair sur la ville d'Istres à l'issue de la phase d'installation des luminaires LED vendus à cette municipalité dans le cadre d'un marché public entrant dans le champ d'application d'IFRIC 12 « *Accords de concession de services* ». En 2016, cette société a été déconsolidée à partir du 1<sup>er</sup> septembre.

- **Actifs courants**

Au 31 décembre 2016, le total des actifs courants s'élève à 16 143 K€ contre 18 726 K€ au 31 décembre 2015.

L'évolution est présentée ci-dessous :

<b>ACTIFS – en milliers d'euros</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>31/12/2015</b>
Stocks	4 414	5 472
Clients et comptes rattachés	5 506	7 550
Autres actifs courants	1 411	1 778
Créances d'impôts courants		-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 811	3 926
<b>Total actifs courants</b>	<b>16 143</b>	<b>18 726</b>

La valeur nette des stocks au 31 décembre 2016 s'établit à 4 414 K€, en réduction de 19% par rapport au 31 décembre 2015. Cette évolution traduit la mise en place d'une gestion plus rigoureuse des approvisionnements et des stocks qui a conduit le Groupe à entreprendre des opérations de déstockage et de destruction de certains stocks devenus obsolètes.

Le poste « *Clients et comptes rattachés* » dont la valeur nette au 31 décembre 2016 s'établit à 5 506 K€ contre 7 550 K€ au 31 décembre 2015, s'inscrit en baisse de 27% alors que l'activité commerciale sur les mois de novembre et de décembre 2016 s'est maintenue à un niveau élevé. Cela s'explique par le fait que certaines commandes significatives ont fait l'objet de paiement d'acomptes. Au 31 décembre 2016, l'encours de créances cédées dans le cadre des contrats d'affacturage mis en place par le Groupe s'établit à 3 585 K€ contre 4 398 K€ au 31 décembre 2015. A cette date, la part à moins d'un an des passifs financiers correspondant aux avances de trésorerie faites par les factor du Groupe sur créances clients non encore recouvrées correspond à 2 662 K€ contre 3 581 K€ au 31 décembre 2015.

Au 31 décembre 2016, le total des autres actifs courants s'établit à 1 411 K€ contre 1 778 K€ au 31 décembre 2015, et se décompose comme suit :

<b>Données en milliers d'euros</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>31/12/2015</b>
Etat – crédit d'impôt recherche	205	294
Créances fiscales et sociales	909	1 002
Charges constatées d'avance	67	184
Autres actifs à court terme	230	298
<b>Total des autres actifs courants</b>	<b>1 411</b>	<b>1 778</b>

Le poste « *Autres actifs à court terme* » comprend principalement des acomptes versés aux fournisseurs sur des commandes en cours.

Enfin, le poste « *Trésorerie et équivalents de trésorerie* » comprend exclusivement des disponibilités, valeurs mobilières de placement et comptes à court terme liquides dont le montant au 31 décembre 2016 s'élève à 4 811 K€ contre 3 926 K€ au 31 décembre 2015.

### **Eléments de passif**

- **Capitaux propres consolidés**

Les capitaux propres du Groupe s'établissent à 12 155 K€ au 31 décembre 2016 à comparer à des capitaux propres de 11 445 K€ au 31 décembre 2015.

La variation des capitaux propres consolidés sur l'exercice 2016 intègre notamment la perte nette de la période à hauteur de 857 K€ (telle qu'elle ressort de l'état de résultat global) ainsi que le résultat de plusieurs opérations sur le capital :

- augmentation de capital suite à l'exercice de BSAR émis en mai 2015 d'un montant brut, prime d'émission nette de frais incluse, de 1 065 K€ ;
- enfin, augmentations de capital intervenues au cours de l'année 2016 suite à l'exercice de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise ayant conduit à une augmentation des postes capital social et prime d'émission de 98 K€.

#### • Passifs non courants et courants

Le total des passifs non courants et courants figurant au passif du bilan consolidé s'élève à 16 169 K€ au 31 décembre 2016, en retrait de plus de 22% par rapport au 31 décembre 2015 (20 776 K€) et se décompose comme suit :

Données en milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Emprunts et dettes financières	4 103	4 895
Autres passifs non courants	-	42
Avantages au personnel	155	138
Provisions – part non courante	489	562
Impôts différés passifs		-
<b>Total des passifs non courants</b>	<b>4 747</b>	<b>5 637</b>
Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)	4 512	6 183
Provisions – part courante	617	542
Fournisseurs et comptes rattachés	2 700	4 658
Dettes d'impôt	-	1
Autres passifs courants	3 593	3 756
<b>Total des passifs courants</b>	<b>11 422</b>	<b>15 140</b>
<b>Total des passifs courants et non courants</b>	<b>16 169</b>	<b>20 777</b>

Le total de l'endettement financier consolidé au 31 décembre 2016 s'établit à 8 615 K€ contre 11 078 K€ au 31 décembre 2015 et se compose de la façon suivante :

Emprunts et autres dettes financières – en milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Emprunts et dettes financières	4 103	4 895
<b>Total des emprunts et passifs financiers non courants</b>	<b>4 103</b>	<b>4 895</b>
Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)	1 851	2 602
Dettes financières relatives à l'affacturage	2 661	3 581
<b>Total des emprunts et passifs financiers courants</b>	<b>4 512</b>	<b>6 183</b>
<b>Total des emprunts et passifs financiers</b>	<b>8 615</b>	<b>11 078</b>

L'évolution de ce poste au cours de l'exercice est liée principalement :

- aux remboursements des échéances d'emprunts pour 1 796 K€ ;
- et à la variation des dettes financières relatives à l'affacturage.

Au 31 décembre 2016, la part non courante et courante des emprunts et dettes financières s'élève respectivement à 4 103 K€ et à 1 851 K€ (hors dette d'affacturage). A cette date, le montant des emprunts courants s'élève à 4 512 K€ dont 2 661 K€ de dette d'affacturage.

Les autres éléments de passif sont principalement constitués des dettes fournisseurs dont le montant s'établit à 2 700 K€ au 31 décembre 2016 contre 4 658 K€ au 31 décembre 2015 et des autres passifs courants et non courants dont le détail est présenté ci-dessous :

Données en milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Autres dettes	-	42
<b>Total des autres passifs non courants</b>	<b>-</b>	<b>42</b>
Dettes sur immobilisations	25	227
Dettes fiscales et sociales	2 424	2 575
Produits constatés d'avance	311	591
Clients – avoirs à établir, avances et acomptes	299	367
Autres dettes	534	(4)
<b>Total des autres passifs courants</b>	<b>3 593</b>	<b>3 756</b>
<b>Total des autres passifs non courants et courants</b>	<b>3 593</b>	<b>3 798</b>

Au 31 décembre 2015, les dettes sur immobilisations courantes correspondaient au solde des paiements différés afférents à l'acquisition de Procédés Hallier.

Les autres passifs courants comprennent principalement :

- les dettes fiscales et sociales qui diminuent légèrement par rapport au 31 décembre 2015 ;
- une estimation des remises de fin d'année octroyées aux clients distributeurs du Groupe et classées dans le poste « *Clients – avoirs à établir, avances et acomptes* ». Ce poste est en retrait par rapport à l'exercice 2015 ; cette évolution est en adéquation avec la politique du Groupe de se désengager progressivement de la distribution et de travailler davantage sur des projets pour lesquels le Groupe n'accorde pas de remises de fin d'année ;
- des produits constatés d'avance pour 311 K€ au 31 décembre 2016, correspondant principalement à l'étalement du produit de crédit impôt recherche (291 K€).

### Liquidité et ressources en capital

La variation nette de trésorerie sur la période s'analyse de la façon suivante :

Données en milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>2 639</b>	<b>(5 298)</b>
<i>Dont capacité ou (insuffisance) d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</i>	<i>1 003</i>	<i>(3 814)</i>
<i>dont variation du Besoin en Fonds de Roulement (« BFR »)</i>	<i>1 638</i>	<i>(1 661)</i>
<i>dont impôt versé (remboursé)</i>	<i>(2)</i>	<i>177</i>
<b>Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>	<b>(1 222)</b>	<b>(1441)</b>
<b>Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement</b>	<b>(534)</b>	<b>5883</b>
Incidence des variations des cours de devises	2	12
<b>Variation nette de trésorerie</b>	<b>885</b>	<b>(843)</b>

Sur l'exercice 2016, le Groupe est parvenu à dégager une capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt de 1 003 K€, tandis qu'en 2015 l'activité du Groupe affichait une insuffisance d'autofinancement de 3 814 K€. Cette évolution très favorable résulte avant tout de



l'amélioration très sensible du niveau de perte qui a été ramené, en 2016, à 857 K€ contre une perte nette de 6 267 K€ sur l'année 2015.

L'année 2016 a enfin été marquée par le retournement du besoin de financement lié à la variation du BFR qui s'établit à 1 638 K€ sur l'année 2016 et qui s'analyse de la façon suivante :

Données en milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Variation des stocks	774	584
Variation des créances clients	1 678	(897)
Variation des dettes fournisseurs	(806)	(573)
Variation des autres actifs et passifs opérationnels	(8)	(775)
<b>Variation du BFR</b>	<b>1 638</b>	<b>(1 661)</b>

En 2016, les flux nets de trésorerie relatifs aux opérations d'investissement de 1 222 K€ sont principalement liés à l'acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles (480 K€) et aux opérations de regroupement d'entreprise (379 K€).

Enfin, les flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement intègrent essentiellement l'incidence des opérations sur capital intervenues sur l'exercice 2016, pour un montant net de frais d'émission de 1 163 K€ et des variations sur emprunts et dettes financières.

### 3.3 Politique d'investissement

Les montants des investissements réalisés au cours des deux derniers exercices, qui ont été financés par voie d'augmentations de capital successives, de recours à l'endettement bancaire, par l'obtention d'aides publiques et de manière moins significative par le remboursement de créances de crédit impôt recherche, sont les suivants :

Données consolidées, normes IFRS (en K€)	Exercice 2016 12 mois	Exercice 2015 12 mois
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>318</b>	<b>250</b>
<i>Investissements</i>	<i>318</i>	<i>250</i>
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>204</b>	<b>339</b>
<i>Investissements</i>	<i>204</i>	<i>339</i>
<i>Incidence des variations de périmètre</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<b>Immobilisations financières</b>	<b>61</b>	<b>242</b>
<i>Investissements</i>	<i>61</i>	<i>14</i>
<i>Incidence des variations de périmètre</i>	<i>-</i>	<i>228</i>
<b>TOTAL</b>	<b>583</b>	<b>831</b>

Les investissements en immobilisations incorporelles de 318 K€ correspondent principalement aux frais de développement de nouveaux produits.

Les investissements en immobilisations corporelles s'élèvent à 174 K€ et sont essentiellement liés aux matériels et installations techniques et industrielles mises en place sur le site de Barentin et à l'agencement des nouveaux bureaux de Lucibel SA.

Les investissements en immobilisations financières s'élèvent à 61 K€ et correspondent principalement à des variations de prêts ou dépôts de garantie.

### 3.4 Activité en matière de recherche et développement

L'innovation est un des axes majeurs de développement et de différenciation du Groupe.

Les équipes en charge du développement produits, désormais principalement basées sur le site de Barentin, ont orienté leurs travaux autour des trois axes majeurs suivants :

- l'innovation technique : Lucibel assure une veille permanente sur l'arrivée de nouveaux matériaux, composants, puces LED et sous-ensembles proposés par les fabricants, avec l'objectif d'améliorer sans cesse les performances de ses produits en intégrant ou développant des technologies pertinentes pour faire face aux enjeux critiques de l'éclairage SSL (efficacité énergétique, réflexion et diffraction optique, dissipation thermique, stabilité de l'alimentation et de l'électronique embarquée...) ;
- l'innovation produit : les multiples possibilités de fonctionnalités offertes par le monde de l'électronique ouvrent autant de pistes de nouvelles applications de l'éclairage, dépassant la simple fonction de diffusion de la lumière et d'éclairage d'un lieu d'activité pour favoriser de nouveaux usages et bénéfices pour les clients ;
- la protection de la propriété intellectuelle de Lucibel et son extension.

En 2016, les équipes de recherche et développement de la Société ont poursuivi les développements dans les domaines :

- de la transmission de l'information par la lumière en exploitant notamment les technologies VLC et LiFi ;
- de l'éclairage avec la mise au point d'un nouveau spot encastrable (Lucicup II) et des travaux sur la mise au point de produits d'éclairage circadien.

En septembre 2016, le Groupe a annoncé le lancement du 1<sup>er</sup> luminaire LiFi industrialisé au monde, dont plusieurs pilotes ont déjà été installés chez certains clients. En 2017, le département R&D du Groupe Lucibel va poursuivre ses développements afin de proposer, à partir du 2<sup>nd</sup> semestre 2018, une 2<sup>ème</sup> génération de son luminaire LiFi dont le prix aura été divisé par 3 par rapport à la version actuelle. Il poursuit également ses recherches pour élargir les applications des technologies LiFi et VLC.

Au 31 décembre 2016, le portefeuille de propriété intellectuelle du Groupe comprend 36 familles de brevets incluant 42 demandes de brevets déposées en France et en Europe. A cette date, 14 brevets français ou européens ont été délivrés ou sont en cours de délivrance. Le Groupe détient par ailleurs de nombreuses marques et noms de domaine.

## 4. ANALYSE DES RESULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIERE DE LA SOCIETE

Les données et commentaires présentés ci-après sont issus des comptes annuels de la Société.

### 4.1 Chiffres clés sociaux

<i>Données du compte de résultat et du bilan en milliers d'euros</i>	2016	2015
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>12 622</b>	<b>11 707</b>
<b>Résultat exploitation</b>	<b>(292)</b>	<b>(5 780)</b>
<b>Résultats financier et exceptionnel</b>	<b>(993)</b>	<b>(2 212)</b>
<b>Impôts sur les bénéfices</b>	<b>380</b>	<b>673</b>
<b>Résultat net</b>	<b>(905)</b>	<b>(7 319)</b>
<b>Endettement net (courant et non courant) (*)</b>	<b>607</b>	<b>(1 294)</b>
Trésorerie	2 195	949
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (*)	(1 588)	(2 243)
<b>Capitaux propres</b>	<b>11 394</b>	<b>11 111</b>
dont Capital social	9 414	8 785

(\*) hors Aide au Développement et à l'innovation perçue d'OSEO comptabilisée au poste  
« Autres fonds propres » du bilan, et hors comptes courants intragroupe

### 4.2 Analyse des résultats de la Société

Lucibel a enregistré en 2016 un chiffre d'affaires de 12 622 K€, en progression de 7,8% par rapport à 2015. Ce chiffre d'affaires est essentiellement composé des revenus résultant des ventes de solutions et systèmes d'éclairage LED comprenant notamment des sources, luminaires et divers accessoires. La Société reconnaît le chiffre d'affaires sur les ventes de solutions à la livraison des produits.

En 2016, les ventes à destination des filiales de la Société se sont élevées à 1 266 K€, en diminution de 64% par rapport à 2015 (3 547 K€), évolution attendue du fait de la cession et de la mise en sommeil de certaines filiales non rentables.

Grâce au développement de son activité et aux actions engagées en matière de restauration des marges et de contrôle des coûts, la Société enregistre en 2016 une perte d'exploitation de 292 K€, en très nette réduction par rapport à 2015 (perte de 5 780 K€). Ainsi, les charges d'exploitation ont été réduites à 14 969 K€ en 2016 contre 19 212 K€ en 2015 et comprennent les principaux postes suivants :

- Achats de marchandises et variations de stocks, constitués des achats et des variations de stocks de produits finis approvisionnés auprès du sous-traitant industriel de la Société en Chine et d'autres fournisseurs asiatiques et européens dont la filiale Lucibel Barentin, dont le montant s'établit sur l'exercice à 7 054K€ contre 8 325 K€ en 2015, soit une diminution de 15% qui s'explique par de meilleures conditions d'achat et également par une augmentation des approvisionnements auprès de Lucibel Barentin ;
- Autres achats et charges externes dont le montant sur 2016 s'établit à 2 906 K€, en réduction de 38% par rapport à 2015 (4 714 K€) sous l'effet des réductions de coûts engagées dans tous les domaines (frais généraux et services opérationnels) ;
- Charges de personnel qui ont atteint 2 110 K€ en 2016 contre 4 490 K€ en 2015 (-53%), reflétant le plein effet des mesures de réduction de l'effectif de la Société prises en 2015 (réduction de 56 % des effectifs sur l'année 2015) ;
- Dotations aux amortissements et provisions qui s'élèvent sur l'exercice écoulé à

2 599 K€ contre 1 548 K€ sur la même période en 2015 et qui intègrent, sur 2016, des dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles (frais de recherche et développement activés notamment) et corporelles à hauteur de 408 K€, des dotations aux provisions sur actifs circulants (stocks et créances notamment) pour 1 816 K€, et des dotations aux provisions pour risques pour 375 K€ ;

- Enfin, les autres postes de charges d'exploitation dont le montant s'établit à 300 K€ sur 2016 sont principalement constitués de charges d'impôts, taxes et versements assimilés et autres charges de gestion courante.

Après prise en compte du résultat financier pour 118 K€ et exceptionnel pour 875 K€, essentiellement constituées de :

- pertes liées à des abandons de créances consentis en faveur de quatre filiales (1.806 K€), compensés à hauteur de (1 574 K€) par des reprises de provisions,
- de charges exceptionnelles liées aux actions de restructuration (267 K€) nettes de provision,
- de sortie de certains actifs incorporels et corporels pour (71 K€)
- de dotations aux amortissements et provisions exceptionnels (47K€),
- d'un produit d'impôts (crédits d'impôts et produits de l'intégration fiscale) de 380 K€,

la Société enregistre sur l'exercice 2016 une perte nette de 905 K€.

### **4.3 Situation financière de la Société**

Au 31 décembre 2016, le total du bilan s'établit à 22 824 K€ contre 24 196 K€ au 31 décembre 2015.

Il comporte, à l'actif, des actifs immobilisés à hauteur de 14 863 K€ contre 14 901 K€ au 31 décembre 2015 et des actifs circulants dont la valeur nette s'établit à 7 948 K€ au 31 décembre 2016 contre 9 278 K€ au 31 décembre 2015.

Les actifs immobilisés sont principalement constitués (i) d'immobilisations incorporelles dont la valeur nette au 31 décembre 2016 s'établit à 517 K€ contre 623 K€ au 31 décembre 2015 et (ii) d'immobilisations financières correspondant essentiellement à la valeur des titres de participation et des créances rattachées aux participations de la Société. La valeur nette du poste « *Immobilisations financières* » au 31 décembre 2016 s'établit à 14 197 K€ contre 14 167 K€ au 31 décembre 2015.

Enfin, les actifs circulants sont composés (i) des stocks dont la valeur nette s'établit à 1 260 K€ au 31 décembre 2016 contre 2 258 K€ au 31 décembre 2015, (ii) du poste « *clients* » qui s'élève à 1 672 K€ au 31 décembre 2016 contre 3 622 K€ au 31 décembre 2015, (iii) du poste « *autres créances* » qui s'établit à 2 786 K€ au 31 décembre 2016 contre 2 374 K€ au 31 décembre 2015 et qui intègre la valeur des divers crédits d'impôts déclarés par la Société au titre de 2016 et des retenues de garantie constituées dans le cadre du contrat d'affacturage de la Société, et enfin (iv) du poste « *Valeurs mobilières de placement et disponibilités* ».

Au passif, les capitaux propres de la Société sont positifs au 31 décembre 2016 à hauteur de 11 394 K€ contre 11 111 K€ au 31 décembre 2015. Ils comprennent un capital social de 9 414 K€. La variation du poste « *Capitaux propres* » sur l'exercice écoulé intègre les incidences (i) de l'augmentation du capital clôturée en octobre 2016, (ii) des exercices des instruments dilutifs intervenus en cours de l'année 2016 et (iii) de la perte nette enregistrée sur 2016 à hauteur de 905 K€.

Enfin, les autres postes de passif s'élèvent à 11 430 K€ au 31 décembre 2016 contre 13 085 K€ au 31 décembre 2015. Les principales variations constatées sur l'exercice écoulé portent sur les postes suivants :

- Autres fonds propres présentant un solde de 588 K€ au 31 décembre 2016 contre 706 K€ au 31 décembre 2015 suite au remboursement d'une partie des avances conditionnées ;
- Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit dont l'encours restant dû au 31 décembre 2016 s'établit à 1 588 K€ contre 2 243K€ au 31 décembre 2015 ;

- Emprunts et dettes financières diverses auprès du groupe pour un montant de 4 064 K€ au 31 décembre 2016 contre 3 483K€ au 31 décembre 2015 ;
- Dettes fournisseurs qui s'élèvent à 2 074 K€ au 31 décembre 2016 contre 3 559 K€ au 31 décembre 2015, dont la forte réduction est corrélée à la réduction globale des charges de la Société et à la réduction des délais de paiement ;
- Enfin, le montant des autres dettes s'établit au 31 décembre 2016 à 781 K€ et inclut notamment une avance de trésorerie reçue pour accompagner la montée en charge de sa filiale Lucibel Barentin.

#### **4.4 Autres informations sur la Société**

##### **Conséquences sociales de l'activité**

Au 31 décembre 2016, l'effectif total hors personnel mis à disposition de la Société s'élève à 28 contre 30 au 31 décembre 2015. Cette réduction s'inscrit dans la continuité du plan d'amélioration de l'efficacité opérationnelle des activités du Groupe entrepris fin 2014.

L'horaire hebdomadaire de travail est fixé à 39 heures, la différence entre cet horaire et les 35 heures étant constatée sous la forme d'heures supplémentaires.

Au cours de l'exercice 2016, la Société a veillé à contenir dans des limites raisonnables les niveaux et l'évolution des rémunérations de ses salariés. Elle a dû parfois consentir à des augmentations de salaires individuelles pour retenir ou récompenser certains de ses collaborateurs. Ces augmentations sont intervenues dans le cadre de discussions individuelles, au cas par cas, et non dans le cadre de négociations collectives.

La Société a également veillé à ce que son organisation respecte les règles en matière de conditions d'hygiène et de sécurité.

En termes de politique salariale, la Société entend mettre en œuvre un juste milieu entre les rémunérations fixes et les parts variables. Cette politique devra tenir compte des contraintes imposées par l'application de la convention collective applicable et des acquis des salariés concernés.

Enfin, et afin d'inciter ses collaborateurs à donner en permanence le meilleur de leurs possibilités et d'attirer de nouvelles compétences, les actionnaires de la Société ont approuvé la mise en place d'un programme d'attribution de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise et d'attributions gratuites d'actions.

Au 31 décembre 2016, la Société n'a pas mis en place d'accord de participation des salariés aux résultats de l'entreprise. Nous vous précisons que la participation des salariés au capital de la Société, au sens de l'article L. 225-102 du Code de commerce est égale à 0 au 31 décembre 2016.

## Rachat d'actions par la Société

En application de l'article L.225-211 du code de commerce, nous vous communiquons ci-dessous les opérations effectuées par la Société sur ses titres :

	Nombre d'actions achetées	Nombre actions vendues	Cours moyen d'achat (€)	Cours moyen de vente (€)	Frais de négociation (€)	Nombre d'actions inscrites au nom de la société à la clôture	Valeur nominale (€)	Valeur au cours d'achat des actions détenues à la clôture
Contrat de liquidité	87 087	85 639	2,69	2,62	15 000	18 497	1,00	56 783
Autres	-	-	7,50	-	-	30 000	1,00	93 000
<b>Total</b>	<b>87 087</b>	<b>85 639</b>	<b>5,97</b>	<b>2,62</b>	<b>15 000</b>	<b>48 497</b>	<b>1,00</b>	<b>149 783</b>

## Dépenses non déductibles fiscalement

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, la Société n'a pas engagé de charges non déductibles fiscalement telles que visées aux articles 223 quater et 223 quinquies du Code Général des Impôts.

## 5. EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES

### 5.1 Evolution récente et événements postérieurs à la clôture

En mars 2017, à l'occasion de la présentation de ses résultats annuels, le Groupe a annoncé la création de deux *Business Units*. La Business Unit « *Lighting* », qui regroupe l'ensemble des activités éclairage du Groupe, y compris Cordel, Procédés Hallier et le site industriel de Lucibel Barentin, constitue une entité qui a démontré sa rentabilité en 2016. Elle est désormais placée sous la responsabilité de Yves-Henry Brepson, nommé Directeur Général Délégué par le Conseil d'Administration du 15 mars 2017. Les missions qui lui ont été confiées à cette occasion sont les suivantes :

- Développer l'approche "projet" en s'appuyant sur des partenaires puissants comme Schneider Electric et Nexity ;
- Assurer la montée en gamme progressive avec les produits premium "Made in Barentin" et développer le site industriel de Barentin afin qu'il réponde au mieux aux demandes spécifiques des clients et qu'il constitue un avantage concurrentiel décisif ;
- Etendre l'offre « éclairage » à des secteurs connexes
  - luxe
  - entrepôts
- Exploiter le potentiel des technologies développées par le Groupe, et notamment les offres VLC/LiFi

Parallèlement, le Groupe a choisi de regrouper les activités en lien avec l'innovation au sein de la Business Unit « *Interactive Technologies* », placée sous la responsabilité d'Edouard Lebrun, également nommé Directeur Général Délégué par le Conseil d'Administration du 15 mars 2017. Cette Business Unit est chargée du développement et de la commercialisation de toutes les solutions innovantes proposées par le Groupe et plus spécifiquement :

- Les solutions utilisant la technologie VLC (Visible Light Communication) : transmission de données unidirectionnelle, à bas débit, permettant d'effectuer de la géolocalisation intérieure ;
- Les solutions utilisant la technologie LiFi (Light Fidelity) : transmission de données bidirectionnelle, à haut débit permettant d'accéder à internet par la lumière ;



- Les autres solutions innovantes sur lesquelles le Groupe travaille, et notamment sur des éclairages circadiens, dont les premiers exemplaires devraient être installés au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2017.

Par ailleurs, afin de couvrir les besoins de financement de ses activités dans les 12 prochains mois, et notamment les investissements liés au développement de sa Business Unit *Interactive Technologies*, le Groupe Lucibel a décidé de lancer une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription permettant la création de 941 431 actions nouvelles. En fonction de l'importance de la demande, Lucibel se réserve la faculté d'exercer la clause d'extension, dans la limite de 15% du montant initial de l'émission, soit un produit d'émission de 3 859 867 € pouvant être porté à 4 438 845 €, afin de servir tout ou partie des ordres de souscription à titre réductible. Ainsi, le nombre initial d'Actions Nouvelles de 941 431 pourrait être augmenté de 141 214 Actions Nouvelles additionnelles, pour porter le nombre total d'Actions Nouvelles à émettre à un maximum de 1 082 645. La période de souscription s'étend du 4 au 21 avril 2017 et la négociation des DPS (code ISIN FR0013247871) pourra s'effectuer entre le 31 mars et le 19 avril 2017.

## 5.2 Perspectives

Après une année 2016 marquée par une nette amélioration de la marge brute et une réduction très forte des charges opérationnelles qui ont permis au Groupe de dépasser son objectif d'EBITDA positif, le Groupe va accroître ses dépenses en R&D, en marketing et communication, afin notamment d'accélérer les développements de sa solution LiFi. En effet, le Groupe vise la commercialisation d'une 2<sup>ème</sup> génération de luminaires au cours du second semestre 2018, qui permettra un déploiement plus large des solutions LiFi, actuellement déployées dans la cadre de pilotes auprès de clients grands comptes. D'autres projets d'envergure comme la commercialisation de luminaires circadiens vont nécessiter la mise à disposition de moyens supplémentaires. Enfin, le Groupe va également avoir besoin de renforcer ses équipes commerciales et techniques pour accompagner cette phase de développement.

## 6 FILIALES ET PARTICIPATIONS

### 6.1 Mouvements de participation et sociétés contrôlées

Au cours de l'exercice écoulé, le périmètre des filiales et des participations de la Société a évolué suite à :

- La liquidation de la filiale Lucibel Espana dont l'activité avait été mise en sommeil en 2015
- L'absorption par voie de TUP de Lucibel Healthcare
- La cession de 60% de la filiale Citéclaire dont la société ne détient plus au 31 décembre 2016 que 20% du capital
- La cession de 50% de la filiale Lucibel Middle East dont la société ne détient plus au 31 décembre 2016 que 40% du capital
- La cession de 20% de la filiale Lucibel Africa dont la société détient encore au 31 décembre 2016 80% du capital.

Au 31 décembre 2016, le périmètre de consolidation de la Société comprend ainsi 10 filiales contrôlées majoritairement par la Société et 1 filiale (SLMS) dont le contrôle est conjoint.

## 6.2 Analyse des résultats des filiales

### Filiales de distribution

#### ***Cordel SAS***

La société Cordel SAS, filiale à 100% (à travers la holding Cordel Développement) de la Société, est un acteur important en France dans le domaine de l'éclairage pour magasins qui a vu son chiffre d'affaires stagner en 2016 pour atteindre 11.639 K€ et qui compte tenu d'un contexte de marché complexe et d'événements exceptionnels a enregistré une perte nette de 279 K€ contre un bénéfice net de 381 K€ en 2015. Des actions correctrices ont été engagées en novembre 2016 pour rétablir la rentabilité de la société dès les premiers mois de 2017.

#### ***Procédés Hallier***

Cette filiale, détenue à 100% par la Société depuis le 30 décembre 2013 commercialise des solutions d'éclairage à destination des musées et enseignes de luxe. En 2016, elle a réalisé un chiffre d'affaires de 2.287 K€ et généré un bénéfice net de 704 K€.

#### ***Citéclair***

Cette filiale, détenue à 20% par la Société depuis septembre 2016, a pour objet la commercialisation des solutions d'éclairage à destination des collectivités publiques. La société s'est désengagée de cette filiale.

#### ***Line 5***

Créée en novembre 2014, cette filiale, détenue à 100% par la Société, est spécialisée dans la commercialisation, à travers des canaux de vente directe (B to C) de produits LED destinés aux marchés de la santé et de la cosmétique. En 2016, le chiffre d'affaires réalisé par cette filiale s'élève à 406 K€ en forte progression pour une perte nette de 211 K€ contre une perte nette de 231 K€ en 2015.

#### ***Lucibel Benelux***

Cette filiale constituée en 2010 et détenue à 100% par la Société, abrite la force de vente de Lucibel sur la zone Benelux dont le coût direct est entièrement refacturé à Lucibel SA. Lucibel SA comptabilise dans ses comptes le chiffre d'affaires généré par cette force de vente. Le résultat net de cette société est une perte de 1 K€ en 2016.

#### ***Lucibel Suisse***

Lucibel Suisse, détenue à 100% par la Société, a généré en 2016 un chiffre d'affaires de 77 K€ contre 313 K€ en 2015, et enregistré une perte nette de 111 K€. Cette filiale est mise en sommeil depuis le dernier trimestre 2016. Les ventes à destination de la Suisse sont désormais gérées depuis Lucibel SA.

#### ***Lucibel Middle East***

Lucibel Middle East (Emirats Arabes Unis) est une filiale détenue par la Société à hauteur de 40%, depuis juillet 2016. Cette filiale a subi le ralentissement économique sur la zone du Moyen Orient et a enregistré sur 2016 une perte de 575 K€. Des actions correctives, ont été apportées fin 2016 avec un ajustement des effectifs à l'activité. Un équilibre est attendu pour 2017 mais dépendra du niveau d'activité.

***Lucibel Asia*** La Société a mis en sommeil sa filiale début 2016 en concluant un accord avec un distributeur local lui permettant notamment de ne plus supporter le moindre coût fixe. La perte sur l'exercice 2016 s'élève à 11 K€ pour un chiffre d'affaires de 39 K€.

#### ***Diligent Factory (Chine)***

L'activité de cette filiale, constituée en 2010 et détenue à 100% par Lucibel, est demeurée concentrée sur son activité de support du sourcing de composants et de produits en Asie ainsi que de contrôle qualité.

Dans ce contexte, cette filiale a enregistré un profit net de 1 303 K€ compte tenu des abandons de créances accordés par Lucibel SA.

## **Filiales de production/ Services/ Distribution et holding**

### ***Cordel Développement***

Cette filiale, détenue à 100% par la Société depuis mars 2013, est une société holding dont le principal actif est constitué de 100% des actions de la société Cordel. Sans activité commerciale, Cordel Développement porte deux emprunts bancaires contractés en 2011 pour financer le rachat des titres de Cordel. En 2016, Cordel Développement a enregistré une perte nette de 104 K€, essentiellement constituée de charges financières.

### ***Lucibel Barentin***

Créée en juin 2014, cette filiale, détenue à 100% par Lucibel est en charge du développement, de l'industrialisation et de l'assemblage de solutions d'éclairage LED à fort niveau de différenciation pour l'ensemble des entités du Groupe ainsi que de la logistique pour Lucibel SA. Cette société, a enregistré en 2016 un chiffre d'affaires de 1.877 K€, essentiellement constitué de ventes intragroupe et une perte nette de 389 K€.

## **6.3 Tableau des filiales et des participations**

Nous vous prions de vous reporter à la note 29 de l'annexe aux comptes annuels 2016 de la Société.

## **7 PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT**

Nous proposons à l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires appelée à approuver les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2016, de constater d'une part que la perte nette de l'exercice clos le 31 décembre 2016 s'élève à la somme de 905 214,80 € (neuf cent cinq mille deux cent quatorze euros et 80 cents) et d'affecter ladite perte au compte report à nouveau, qui présentera, après l'affectation du résultat proposée, un solde débiteur de 35 800 215,78 € (trente-cinq millions huit cent mille deux cent quinze euros et 78 cents).

Il est rappelé que la Société n'a procédé à aucune distribution de dividendes au titre des trois exercices précédents.

## **8 CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Nous vous remercions de bien vouloir approuver les conventions réglementées qui sont reprises dans le rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions soumises aux dispositions des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce. Suite aux modifications législatives, ce rapport ne prend pas en compte les conventions entre la Société et ses filiales détenues à 100%.

## **9 ACTIONNARIAT DE LA SOCIETE**

### **9.1 Montant et structure du capital social**

Au 31 décembre 2016, le capital social de Lucibel s'élève à 9 414 316 euros, divisé en 9 414 316 actions entièrement souscrites et libérées et de même catégorie, d'une valeur nominale de 1 euro par action.

A cette date, le capital de la Société se répartit de la façon suivante (base non diluée) :

Actionnaires	Base non diluée			
	Nombre d'actions au 31/12/2016	% du capital au 31/12/2016	Nombre d'actions au 31/12/2015	% du capital au 31/12/2015
Etoile Finance et Monsieur Frédéric Granotier	1 888 854	20,06%	1 900 268	21,63%
Aster Capital	930 602	9,88%	621 695	7,08%
CM-CIC Innovation	438 518	4,66%	455 313	5,18%
Autres actionnaires (dont dirigeants et salariés)	6 107 845	64,88%	5 759 827	65,57%
Action auto-détenues	48 497	0,52%	47 492	0,54%
<b>TOTAL</b>	<b>9 414 316</b>	<b>100,00%</b>	<b>8 784 595</b>	<b>100,00%</b>

La Société n'a pas connaissance de l'existence d'autres porteurs détenant plus de 5% du capital. Aucune action ne dispose à la clôture de l'exercice d'un droit de vote double.

## 9.2 Titres non représentatifs de capital

Au 31 décembre 2016, la Société n'a émis aucun titre non représentatif de capital.

## 9.3 Capital autorisé mais non émis, engagement d'augmentation de capital

Le tableau ci-après récapitule la situation des autorisations d'émission d'actions et de valeurs mobilières en vigueur à ce jour, telles qu'elles résultent des assemblées générales réunies respectivement le 19 juin 2015 et le 20 juin 2016 :

Numéro de la résolution et date de l'AGM	Délégation au conseil d'administration pour augmenter le capital social par :	Date de l'autorisation/ date d'échéance	Montant autorisé (nominal ou % du capital)	Prix d'émission	Utilisation à ce jour		Autorisation résiduelle à ce jour
					Date de l'utilisation par le conseil d'administration	Montant (€)	
12 (AGM 19/06/2015)	Augmentation de capital par émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société	19/06/2015 19/08/2017 (26 mois)	6.000.000 € (1)	-	-	-	6.000.000 €
13 (AGM 19/06/2015)	Augmentation de capital par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce, notamment dans le cadre d'une offre au public	19/06/2015 19/08/2017 (26 mois)	6.000.000 € (1)	-	-	-	6.000.000 €
14 (AGM 19/06/2015)	Autorisation d'avoir recours à une offre visée à l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier (placement privé) pour mettre en œuvre la treizième résolution	19/06/2015 19/08/2017 (26 mois)	20% du capital par période de 12 mois (1)	-	-	-	20% du capital par période de 12 mois (1)
15 (AGM 19/06/2015)	Autorisation d'augmenter, conformément à l'article L.225-135-1 du Code de commerce, le nombre de titres à émettre à l'occasion d'émissions réalisées avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription en vertu des 12 <sup>ème</sup> , 13 <sup>ème</sup> , et 14 <sup>ème</sup> résolutions	19/06/2015 19/08/2017 (26 mois)	6.000.000 € (1)	-	-	-	6.000.000 €
16 (AGM 20/06/2016)	Emission réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne entreprise, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société conformément à l'article L. 225-138-1 du Code de commerce	20/06/2016 20/08/2018 (26 mois)	5% du capital social	-	-	-	5% du capital social
18 (AGM 19/06/2015)	Limitation globale des autorisations d'émission en numéraire	-	6.000.000 €	-	-	-	6.000.000 €
13 (AGM 20/06/2016)	Augmentation de capital par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes conformément à l'article L. 225-138 du Code de commerce, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société	20/06/2016 20/12/2017 (18 mois)	10.000.000 €	-	-	-	10.000.000 €
20 (AGM 19/06/2015)	Attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions aux salariés ou mandataires sociaux éligibles de la Société ou des sociétés liées	19/06/2015 19/06/2018 (38 mois)	400.000 € (2)	3,75€	23/06/2015	15.000	385.000
21 (AGM 19/06/2015)	Emission de BSPCE, avec suppression du droit préférentiel de souscription conformément à l'article L. 225-138 du Code de commerce	19/06/2015 19/12/2016 (18 mois)	400.000 € (2)	4€ 4€ 2,39€	23/06/2015 01/10/2015 06/04/2016	148.000 11.000 226.000	237.000 226.000 0
14 (AGM 20/06/2016)	Emission de BSPCE, avec suppression du droit préférentiel de souscription conformément à l'article L. 225-138 du Code de commerce	20/06/2016 20/12/2017 (18 mois)	500.000 €	2,02€	07/07/2016	170.000	330.000

Numéro de la résolution et date de l'AGM	Délégation au conseil d'administration pour augmenter le capital social par :	Date de l'autorisation/ date d'échéance	Montant autorisé (nominal ou % du capital)	Prix d'émission	Utilisation à ce jour		Autorisation résiduelle à ce jour
					Date de l'utilisation par le conseil d'administration	Montant (€)	
15 (AGM 20/06/2016)	Autorisation à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions au profit de salariés ou mandataires éligibles conformément à l'article L225-197-1 du code de Commerce	20/06/2016 20/08/2019 (38 mois)	5% du capital social à la date de leur attribution	2,02€	07/07/2016	54.000	
22 (AGM 19/06/2015)	Augmentation de capital social par incorporation de réserves, primes, bénéfices ou autres conformément à l'article L.225-130 du Code de commerce	19/06/2015 19/08/2017 (26 mois)					
23 (AGM 19/06/2015)	Autorisation à l'effet de réduire le capital social par annulation d'actions	19/06/2015 19/06/2018 (24 mois)					

(1) Ces plafonds individuels s'imputent sur la limitation globale des autorisations d'émission en numéraire d'un montant de 6.000.000 €.

(2) Il s'agit d'un plafond commun pour les BSPCE et stock-options.

## 9.4 Autres titres donnant accès au capital

### *Bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (« BSPCE »)*

Au 31 décembre 2016, le nombre de BSPCE attribués par le conseil d'administration dans le cadre des programmes autorisés par les actionnaires depuis la constitution de la Société et non annulés s'établit à 1 017 000, donnant le droit de souscrire à 1 017 000 actions nouvelles de la Société au prix moyen de 4,71 euros par action. A cette date, 313 750 actions peuvent être souscrites suite à l'exercice de bons attribués au cours des années 2012 à 2014 à un prix moyen de 7,56 euros par action. Au risque de devenir caducs, les bons attribués dans le cadre de ces plans doivent être exercés dans un délai de 5 ans à compter de l'attribution des bons et sous conditions de présence du salarié dans l'entreprise pour les BSPCE attribués à partir du Conseil d'administration du 6 avril 2016.

### *Options de souscription d'actions*

Au 31 décembre 2016, le nombre d'options de souscription attribuées par le conseil d'administration dans le cadre des programmes autorisés par les actionnaires depuis la constitution de la Société et non annulés s'établit à 95 750, donnant le droit de souscrire à 95.750 actions nouvelles de la Société au prix moyen de 6,16 euros par action. A cette date, 85 750 options attribuées au cours des années 2011, 2012 et 2013 sont exerçables, donnant le droit de souscrire à 85 750 actions de la Société à un prix de 6,44 euros par action. Au risque de devenir caduques, les options attribuées dans le cadre de ces plans devront être exercées dans un délai de 7 ans à compter de leur attribution.

### *Attributions gratuites d'actions (« AGA »)*

Au 31 décembre 2016, le nombre d'AGA attribuées par le conseil d'administration dans le cadre des programmes autorisés par les actionnaires depuis la constitution de la Société et non annulées s'établit à 54 000, donnant le droit de souscrire à 54 000 actions nouvelles de la Société. La période d'acquisition de ces actions a été fixée à un an, soit jusqu'au 6 juillet 2017. Les dites actions seront définitivement acquises à l'issue d'une période de conservation d'une année supplémentaire, soit le 6 Juillet 2018.

## 10 INFORMATIONS RELATIVES AUX ORGANES DE GESTION ET AUX MANDATAIRES SOCIAUX

### 10.1 Composition et fonctionnement du conseil d'administration

La Société est constituée sous forme de société anonyme à conseil d'administration. Elle est régie par les lois et règlements en vigueur ainsi que par ses statuts.

La Société est administrée par un Conseil d'administration composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus.



En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés, renouvelés ou révoqués par l'Assemblée Générale Ordinaire. La durée des fonctions d'administrateur est de six ans, expirant à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur. Ils sont toujours rééligibles.

La Société a également opté pour la nomination d'un censeur, prenant part aux réunions du Conseil d'administration avec une voix consultative et exerçant sa mission conformément aux dispositions de l'article 18 des statuts de la Société.

Le Conseil d'administration a opté, depuis la constitution de la Société, pour la non-dissociation des fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général.

A la date d'approbation par le Conseil d'administration du présent rapport, le Conseil d'administration est composé de huit membres dont sept administrateurs personnes physiques et un administrateur personne morale :

Prénom, nom et adresse professionnelle	Fonction au sein du conseil d'administration	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat : assemblée statuant sur les comptes de l'année	Principale fonction exercée dans la Société	Mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années
<b>Frédéric Granotier</b> (Lucibel SA 9, avenue Edouard Belin 92500 Rueil Malmaison)	Président	22 octobre 2009  Président depuis le 24 novembre 2009	31 décembre 2020	Directeur Général	<b>En dehors du Groupe :</b> Gérant d'Etoile Finance SARL Vice-président du Conseil de surveillance de la société Younited Credit Administrateur de Televista (Vivolta) <b>Au sein du Groupe :</b> Administrateur de Lucibel Benelux et de SLMS Gérant de la société Line 5 Représentant de Lucibel SA, Président de Cordel Développement SAS, Procédés Hallier SAS et Lucibel Barentin SAS,
<b>Yves Barbieux</b> (En Budron A12 1052 Le Mont sur Lausanne)	Administrateur	25 mai 2010  (Cooptation)	31 décembre 2017	Néant	<b>En dehors du Groupe :</b> Administrateur de Claranor Administrateur d'Elsa Consultants <b>Au sein du Groupe :</b> Président du conseil d'administration de Lucibel Suisse
<b>Mark Fouquet</b> (16 avenue des 27 Martyrs 78400 Chatou)	Administrateur indépendant	Nommé statutairement en 2008	31 décembre 2017	Néant	<b>En dehors du Groupe :</b> Gérant de la société Simpl-Fi Administrateur de Guerbet SA
<b>Eléonore Joder</b> (13, avenue Engrand, 78600 Maisons-Lafitte)	Administrateur indépendant	25 mai 2010	31 décembre 2018	Néant	<b>En dehors du Groupe :</b> Membre du conseil de surveillance de la société Younited Credit Administrateur de Gascogne SA
<b>Nicolas Reboud</b> (45 rue de Richelieu 75001 Paris)	Administrateur	29 juin 2012	31 décembre 2017	Néant	<b>En dehors du Groupe :</b> Gérant d'Arceus Finance France SARL

Prénom, nom et adresse professionnelle	Fonction au sein du conseil d'administration	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat : assemblée statuant sur les comptes de l'année	Principale fonction exercée dans la Société	Mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années
<b>Aster Capital Partners SAS</b> représenté par Jean-Marc Bally (7 boulevard Malesherbes 75008 Paris)	Administrateur	29 juin 2012	31 décembre 2017	Néant	<b>En dehors du Groupe :</b> Président de la société Aster Capital Partners SAS Administrateur de Connectblue AB, Suède Représentant permanent de la société Aster Capital Partners SAS : aux Conseils d'administration des sociétés : Jet Metal Technologies SAS, Ordinal Software SA, Solairedirect SA, Hightech Bio Activities SA, Casanova SAS, Next generation cooling Ltd ; au Comité stratégique des sociétés Optireno SAS, MGF Easybike SAS, FinalCAD SAS et the COSMO Company SAS ; au Conseil de surveillance des sociétés Tronics Microsystems SA ; en tant qu'Observateur aux Conseils d'administration des sociétés Agilence Inc et Digital Lumens Inc.
<b>François-Xavier Oliveau</b> (7 rue des Deux cousins 78150 Le Chesnay)	Administrateur	19 juin 2015	31 décembre 2020	Néant	<b>En dehors du Groupe :</b> Membre du comité stratégique de Jaiye SAS
<b>Catherine Coulomb</b> (36-38 Avenue Kleber 75016 Paris)	Administrateur indépendant	20 février 2014  (Cooptation)	31 décembre 2017	Néant	<b>En dehors du Groupe :</b> Présidente d'Elemic2 Conseil SAS

## 10.2 Direction générale

A la date du présent rapport, la direction générale de la Société est composée comme suit :

Prénom, nom et adresse professionnelle	Mandat	Principale fonction hors de la Société	Date de première nomination	Echéance du mandat
<b>Frédéric Granotier</b> (Lucibel SA 9, avenue Edouard Belin 92500 Rueil Malmaison)	Président– Directeur Général	Gérant de la société Etoile Finance SARL	24 novembre 2009	Echéance de son mandat d'administrateur (à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2020)

Monsieur Gilles Aubagnac a démissionné de son mandat de Directeur Général Délégué le 15 janvier 2016.

Messieurs Edouard Lebrun et Yves Henry Brepson ont été nommés par le Conseil d'administration du 15 mars 2017 Directeurs Généraux Délégués.

Le Directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux Assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration. Les décisions du conseil d'administration limitant les pouvoirs du Directeur Général sont inopposables aux tiers. Le Directeur Général représente la Société dans ses rapports avec les tiers.

### 10.3 Rémunérations et avantages de chaque dirigeant mandataire social

Le versement total ou partiel des rémunérations variables cibles des dirigeants mandataires sociaux est soumis à l'appréciation du Conseil d'administration, sur proposition du comité des rémunérations.

Le Comité des rémunérations, puis le Conseil d'administration, apprécie l'atteinte ou non par chaque dirigeant des objectifs fixés, qui sont liés à la performance individuelle du dirigeant et à celle du Groupe, au regard des critères suivants : le respect du résultat par rapport au budget, l'évolution du cours de l'action (à compter de juillet 2014), la capacité à faire évoluer l'outil industriel, l'obtention de nouveaux financements et la notoriété générale du Groupe.

#### Rémunérations du Président-Directeur Général

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social (en euros)				
Frédéric GRANOTIER Président-Directeur Général	Exercice 2016		Exercice 2015	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	109 600	109 600	109 600	109 600
Rémunération variable	100 000	- (2)	100 000	-
Rémunération indirecte (1)	150 000	150 000	150 000	150 000
Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
Jetons de présence	-	-	-	-
Avantages en nature	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>359 600</b>	<b>259 600</b>	<b>359 600</b>	<b>259 600</b>

(1) Correspond aux honoraires versés par la Société à la société Etoile Finance, société holding familiale contrôlée par Monsieur Frédéric Granotier, dans le cadre de la convention de prestations de services de conduite et d'animation de la politique générale de la Société et de ses orientations stratégiques conclue avec la Société.

(2) Au titre de l'exercice 2015

En complément à ces rémunérations, Monsieur Frédéric Granotier a bénéficié d'attributions de BSPCE de la Société détaillées ci-dessous :

Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) attribués à M. Frédéric GRANOTIER par la Société et par toute société du Groupe depuis le début de son mandat						
N° du plan	Date du plan	Date de l'attribution	Valorisation des BSPCE (en €) (1)	Nombre de BSPCE attribués	Prix d'exercice (en €)	Période d'exercice
Plan n°2	27/05/2011	07/12/2011	31.728	30.000	5,00	(2) (3)
Plan n°2	27/05/2011	09/02/2012	44.216	20.000	6,50	(2)
Plan n°3	27/06/2013	04/07/2013	56.060	20.000	7,50	(2)
Plan n°5	07/03/2014	07/03/2014	59.800	20.000	9,50	(2)
Plan n°6	20/06/2016	07/07/2016	31.075	50.000	2,02	(4)
<b>TOTAL</b>				<b>140.000</b>		

(1) Selon la méthode retenue pour l'établissement des comptes consolidés IFRS 2013/2014 (IFRS 2).

(2) 50% des droits deviennent exerçables à l'issue d'une période de 24 mois après la date d'attribution des BSPCE ; le solde des droits (50%) devenant exerçables à l'issue d'une période de 36 mois après la date d'attribution.

(3) Les BSPCE n'ayant pas été exercés avant le terme du délai de 5 années d'exerçabilité, les BSPCE ont été annulés.

(4) Les BSPCE sont devenus exerçables à l'issue du Conseil d'administration du 15/03/2017 qui a arrêté les comptes consolidés 2016, l'objectif d'EBITDA Groupe ayant été dépassé.

**Ancien dirigeant : Directeur Général Délégué en charge de la Recherche et Développement et de l'Innovation**

<b>Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social (en euros)</b>				
<b>Jean Laurent HOUOT <sup>(1)</sup></b> Directeur Général Délégué	<b>Exercice 2016</b>		<b>Exercice 2015</b>	
	<b>Montants dus</b>	<b>Montants versés</b>	<b>Montants dus</b>	<b>Montants versés</b>
Rémunération fixe	-	-	120 000	86 169
Rémunération variable	-	-	50 000	-
Rémunération indirecte	-	-	-	-
Rémunération exceptionnelle	-	-	17 316	17 316
Jetons de présence	-	-	-	-
Avantages en nature	-	-	3 852	3 852
<b>TOTAL</b>	-	-	<b>191 168</b>	<b>107 337</b>

- (1) Monsieur Jean Laurent Houot a été nommé Directeur Général Délégué en date du 18 novembre 2011 et a démissionné de ses fonctions le 23 juin 2015.

**Ancien dirigeant : Directeur Général Délégué en charge de la Stratégie et des Opérations**

<b>Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social (en euros)</b>				
<b>François-Xavier OLIVEAU <sup>(1)</sup></b> Directeur Général Délégué	<b>Exercice 2016</b>		<b>Exercice 2015</b>	
	<b>Montants dus</b>	<b>Montants versés</b>	<b>Montants dus</b>	<b>Montants versés</b>
Rémunération fixe	-	-	149 600	56 378
Rémunération variable	-	-	-	-
Rémunération indirecte	-	-	-	-
Rémunération exceptionnelle	-	-	-	110 450
Jetons de présence	-	-	-	-
Avantages en nature	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	-	-	<b>149 600</b>	<b>166 828</b>

- (1) Monsieur François-Xavier Oliveau a été nommé Directeur Général Délégué en date du 18 novembre 2011 et a démissionné de ses fonctions le 9 mars 2015.

## Ancien dirigeant : Directeur Général Délégué en charge des Finances

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social (en euros)				
Gilles AUBAGNAC <sup>(1)</sup> Directeur Général Délégué	Exercice 2016		Exercice 2015	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	18 732	18 732	110 000	110 361
Rémunération variable	-	50 000 <sup>(2)</sup>	50 000	20 000 <sup>(2)</sup>
Rémunération indirecte <sup>(3)</sup>	21 073	21 073	20 004	20 004
Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
Jetons de présence	-	-	-	-
Avantages en nature	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>39 805</b>	<b>89 805</b>	<b>170 004</b>	<b>150 365</b>

(1) Monsieur Gilles Aubagnac a été nommé Directeur Général Délégué en date du 24 mars 2015 et a démissionné de ses fonctions le 15 janvier 2016.

(2) Au titre de l'exercice précédent

(3) Rémunération d'un mandat de Directeur Général d'une filiale

La Société n'a pas mis en place de mécanisme de prime de départ ou d'arrivée pour les mandataires sociaux. Il n'existe pas non plus de régime complémentaire de retraite spécifique pour les mandataires sociaux.

Enfin, le Conseil d'administration du 15 mars 2017 a décidé de ne pas allouer de jetons de présence aux administrateurs de la Société pour l'exercice 2016.

### 10.4 Opérations sur titres réalisées par les directeurs généraux et administrateurs

#### Acquisitions / Exercices

DECLARANT	INSTRUMENT FINANCIER	VOLUME	PRIX UNITAIRE	MONTANT DE L'OPERATION
Frédéric GRANOTIER (inclus sa famille et Etoile Finance)	BSAR	13 010	2,00	26 020
François-Xavier OLIVEAU	BSPCE	50 000	1,00	50 000
FPCI Aster II	Actions	250 000	2,34	585 000

#### Cessions

DECLARANT	INSTRUMENT FINANCIER	VOLUME	PRIX UNITAIRE	MONTANT DE L'OPERATION
Frédéric GRANOTIER (inclus sa famille et Etoile Finance)	Options d'achat de BSAR	292 537	0,55	159 462
Frédéric GRANOTIER (inclus sa famille et Etoile Finance)	Actions	27 699	3,35	92 760
François-Xavier OLIVEAU	Actions	1 500	3,37	5 055

## 10.5 Comité d'audit

Le Conseil d'administration réuni en date du 23 juin 2015 a décidé de mettre en place un Comité d'audit composé de deux membres : Madame Eléonore Joder, membre du Conseil d'administration de Lucibel, administrateur indépendant, et le fonds Aster Capital, représenté par Monsieur Jean-Marc Bally, membre du Conseil d'administration de Lucibel. Le Comité d'audit est chargé notamment :

- d'assurer le suivi du processus d'élaboration de l'information financière ;
- d'assurer le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ;
- d'assurer le suivi du contrôle légal des comptes annuels et des comptes consolidés par les commissaires aux comptes ;
- d'émettre une recommandation sur les commissaires aux comptes proposés à la désignation par l'assemblée générale et de revoir les conditions de leur rémunération ;
- et, de manière générale, d'apporter tout conseil et formuler toute recommandation appropriée dans les domaines ci-dessus.

Le Comité d'audit se réunit au moins deux fois par an, selon un calendrier fixé par son président, pour examiner les comptes consolidés annuels et semestriels, sur un ordre du jour arrêté par son président et adressé aux membres du comité d'audit sept jours au moins avant la date de la réunion. Il se réunit aussi à la demande de son président, de deux de ses membres, ou du président du Conseil d'administration de la Société.

Le Comité d'audit s'est réuni le 19 septembre 2016 afin d'examiner les comptes consolidés semestriels arrêtés au 30 juin 2016 et le 10 mars 2017 dans le cadre de l'examen des comptes consolidés annuels arrêtés le 31 décembre 2016.

## 11 AUTRES INFORMATIONS

### 11.1 Etat des engagements hors bilan

Se reporter à la note 25 de l'annexe aux comptes annuels 2016 de la Société.

### 11.2 Informations sur les délais de paiement des clients et fournisseurs

Conformément aux dispositions du décret du 30 décembre 2008 issu de la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 (dite « loi LME »), nous vous présentons sous forme de tableau les informations requises sur les délais de paiement des clients et des fournisseurs correspondant à la décomposition à la clôture des deux derniers exercices du solde des créances sur les clients et des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance (art. D. 441-4 du Code de commerce) :

Créances clients en valeur brute (en K€) – hors factures et avoirs à établir					
Exercice	Echéances non dépassées	Echéance 0 à 1 mois	Echéance 1 à 2 mois	Echéance 2 mois et plus	Total
31/12/2016*	905	782	119	2728	4 534
31/12/2015*	1 227	817	510	3 349	5 903

\*hors financement factor pour 1699K€ au 31/12/2015 et 1 241K€ au 31/12/2016

Dettes fournisseurs (en K€) – hors factures non parvenues après dépréciation des comptes débiteurs					
Exercice	Echéances non dépassées	Echéance 0 à 1 mois	Echéance 1 à 2 mois	Echéance 2 mois et plus	Total
31/12/2016*	485	378	63	280	1 206
31/12/2015	1 131	598	472	487	2 688

\*hors litiges pour 205 K€ au 31/12/2016

### 11.3 Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Nature des indications	Exercice social clos le 31 décembre 2012	Exercice social clos le 31 décembre 2013	Exercice social clos le 31 décembre 2014	Exercice social clos le 31 décembre 2015	Exercice social clos le 31 décembre 2016
<b>1 – Capital en fin d'exercice</b>					
Capital social	4 522 932 €	6 254 680 €	7 553 701 €	8 784 595 €	9 414 316 €
Nombre des actions ordinaires existantes	4 522 932	6 254 680	7 553 701	8 784 595	9 414 316
Nombre des actions à dividende prioritaire existantes	-	-	-		
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
- Par conversion d'obligations	-	1 200 000	-	-	-
- Par exercice de droits de souscrit.	942 219	1 193 669	1 172 519	1 519 341 €	1 166 750 €
<b>2 – Opérations et résultats de l'exercice</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	4 052 479 €	8 547 049 €	9 019 806 €	11 707 082 €	12 621 809 €
Résultats avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	- 4 260 388 €	- 5 734 866 €	-8 462 944 €	-6 476 147 €	-1 446 315 €
Impôt sur les bénéfices	-	-	-	-	-
Participation des salariés due au titre de l'exercice	-	-	-	-	-
Résultats après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	- 5 727 417 €	- 6 497 896 €	-9 607 857 €	-7 319 113 €	- 905 215 €
Résultat distribué	-	-	-	-	-
<b>3 – Résultat par action</b>					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	- 0,89 €	- 0,92 €	- 1,12 €	- 0,66 €	- 0,11 €
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	- 1,27 €	- 0,04 €	- 1,27 €	- 0,83 €	- 0,10 €
Dividende attribué à chaque action ( <i>préciser s'il s'agit d'un dividende brut ou net</i> )	-	-	-	-	-
<b>4 – Personnel</b>					
Effectif moyen des salariés pendant l'exercice	36	54	71	53	27
Montant de la masse salariale de l'exercice	1 787 960 €	2 959 791 €	4 238 567 €	3 184 970 €	1 524 954 €
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvre sociale...)	768 714 €	1 283 306 €	1 747 801 €	1 305 190 €	584 876 €

### 11.4 Commentaires sur les principaux risques et incertitudes

Se reporter au chapitre 4 « *Facteurs de risques* » du Prospectus de la Société visé par l'Autorité des Marchés Financiers en date du 17 décembre 2015, disponible sur le site internet de Lucibel, espace Investisseurs, rubrique Documents.

### 11.5 Commentaires sur les parties liées

Les soldes et transactions avec les parties liées sont résumés ci-dessous. Ils sont principalement liés à l'exécution des conventions conclues avec la société Etoile Finance au titre de la fourniture de prestations de conseils, et les filiales et participations.

31/12/2016 - en milliers d'euros, net	Société mère (Etoile Finance)	Filiales et participations	Total
Immobilisations financières	-	13 958	13 958
Créances clients et comptes rattachés	-	1 448	1 448
Autres créances	-	1 535	1 535
<b>Total Actif</b>	-	<b>16 941</b>	<b>16 941</b>
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	30	1 003	1 033
Autres dettes	-	4 064	4 064
<b>Total Passif</b>	<b>30</b>	<b>5 067</b>	<b>5 097</b>
Produits d'exploitation	-	1 534	1 534
Charges d'exploitation	(150)	(3 108)	(3 258)
Produits Financiers	-	1 245	1 245
Charges financières	-	(1 318)	(1 318)

31/12/2015 - en milliers d'euros, net	Société mère (Etoile Finance)	Filiales et participations	Total
Immobilisations financières		13 909	13 909
Créances clients et comptes rattachés		3 262	3 262
Autres créances		1 250	1 250
<b>Total Actif</b>		<b>18 421</b>	<b>18 421</b>
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	30	1 702	1 732
Autres dettes		3 482	3 482
<b>Total Passif</b>	<b>30</b>	<b>5 184</b>	<b>5 214</b>
Produits d'exploitation		4 277	4 277
Charges d'exploitation	(150)	(4 262)	(4 412)
Produits Financiers		777	777
Charges financières		(1 630)	(1 630)



## 11.6 Résultats financiers du groupe au cours des 5 derniers exercices<sup>1</sup>

NATURE DES INDICATIONS	2013	2014	2015	2016
I. - Situation financière en fin d'exercice				
a) Capital social (i)	6 255	7 554	8 785	9 414
b) Nombre d'actions émises	6 254 680	7 553 701	8 784 595	9 414 316
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	1 200 000	-	-	-
II. -Résultat global des opérations effectives				
a) Chiffre d'affaires hors taxe (i)	21 542	24 567	28 122	27 138
b) Bénéfice avant impôt, amortissements et provisions (i)	(6 702)	(10 606)	(5 213)	13
c) Impôts sur les bénéfices (i)	55	1 206	29	(2)
d) Bénéfice après impôts, amortissements et provisions (i)	(7 240)	(9 905)	(6 267)	(857)
e) Montant des bénéfices distribués (i)	-	-	-	-
III. Résultat des opérations réduit à une seule action				
a) Bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions (ii)	(1,06)	(1,24)	(0,59)	0,00
b) Bénéfice après impôts amortissements et provisions (ii)	(1,16)	(1,31)	(0,71)	(0,09)
c) Dividende versés à chaque action	-	-	-	-
IV. - Personnel				
a) Nombre de salariés	191	209	153	147
b) Montant de la masse salariale (i)	6 661	9 564	7 911	5 829
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres, etc.) (i)	2 099	3 108	3 098	2 476

(i) montants exprimés en K€

(ii) montants exprimés en €

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION**

<sup>1</sup> Les comptes sont consolidés depuis 2013



USINE LUCIBEL DE BARENTIN, NORMANDIE (FRANCE)

# COMPTES CONSOLIDES 2016

## GROUPE LUCIBEL

## Comptes consolidés établis en normes IFRS pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2016

### 1. Compte de résultat

Données en milliers d'euros	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Chiffre d'affaires	5	27 138	28 122
Achats consommés		(13 096)	(14 324)
Charges externes	6	(5 192)	(7 757)
Charges de personnel	7	(8 305)	(11 009)
Impôts et taxes		(325)	(295)
Autres produits et charges d'exploitation	9	1 411	1 308
Dotations nettes des reprises aux amortissements et provisions	8	(862)	(1 083)
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>769</b>	<b>(5 038)</b>
Autres produits et charges opérationnels	10	(1 103)	(1 166)
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>(334)</b>	<b>(6 204)</b>
Part dans le résultat des entités mises en équivalence	17	(206)	(7)
<b>Résultat opérationnel après quote-part de résultat net des entités mises en équivalence</b>		<b>(540)</b>	<b>(6 211)</b>
<i>Produits de trésorerie et équivalent de trésorerie</i>		-	(3)
<i>Coût de l'endettement financier brut</i>		(268)	(324)
<b>Coût de l'endettement financier net</b>		<b>(268)</b>	<b>(327)</b>
Autres produits et charges financiers		(47)	242
<b>Résultat financier</b>	<b>11</b>	<b>(315)</b>	<b>(85)</b>
Impôt sur les résultats	12	(2)	29
<b>Résultat net</b>		<b>(857)</b>	<b>(6 267)</b>
<i>Dont part attribuable aux actionnaires de la société mère</i>		(995)	(6 304)
<i>Dont part attribuable aux intérêts ne donnant pas le contrôle</i>		138	37
<b>Résultat net par action :</b>			
<i>Résultat net (Part attribuable aux actionnaires de la société mère) par action</i>	13	(0,11)	(0,77)
<i>Résultat net (Part attribuable aux actionnaires de la société mère) dilué par action</i>	13	(0,11)	(0,77)

### 2. Etat du résultat global

Données en milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
<b>Résultat net de la période</b>	<b>(857)</b>	<b>(6 267)</b>
<b>Eléments recyclables en résultat</b>	<b>61</b>	<b>(114)</b>
<i>Ecarts de change résultant de la conversion des états financiers des filiales étrangères</i>	61	(114)
<b>Eléments ultérieurement non recyclables en résultat</b>	<b>(19)</b>	<b>9</b>
<i>Ecarts actuariels sur engagements de retraite</i>	(19)	9
<b>Total des autres éléments du résultat global</b>	<b>42</b>	<b>(105)</b>
<b>Résultat net global</b>	<b>(815)</b>	<b>(6 372)</b>
<i>Part attribuable aux actionnaires de la société mère</i>	(956)	(6 304)
<i>Part attribuable aux intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	141	(68)

### 3. Etat de la situation financière

ACTIFS – en milliers d’euros	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Ecart d’acquisition	15	7 740	7 740
Immobilisations incorporelles	16	3 627	4 082
Immobilisations corporelles	17	640	641
Entités mises en équivalence	18	23	228
Actifs financiers opérationnels	19	0	637
Prêts et dépôts		149	165
Autres actifs long terme		1	1
Impôts différés actifs	12	1	1
<b>Total des actifs non courants</b>		<b>12 181</b>	<b>13 495</b>
Stocks	20	4 414	5 472
Clients et comptes rattachés	21	5 506	7 550
Autres actifs courants	22	1 411	1 778
Créances d’impôts courants	12	0	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	23	4 811	3 926
<b>Total actifs courants</b>		<b>16 143</b>	<b>18 726</b>
<b>TOTAL DES ACTIFS</b>		<b>28 324</b>	<b>32 221</b>

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS – en milliers d’euros	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Capital		9 414	8 785
Prime d’émission		37 695	37 162
Actions propres		(403)	(393)
Ecart de conversion		(207)	(264)
Réserves et résultat accumulés		(34 358)	(33 734)
<b>Total capitaux propres, part du groupe</b>		<b>12 141</b>	<b>11 556</b>
<b>Capitaux propres, part attribuable aux intérêts ne donnant pas le contrôle</b>		<b>14</b>	<b>(111)</b>
<b>Capitaux propres</b>	24	<b>12 155</b>	<b>11 445</b>
Emprunts et dettes financières	28	4 103	4 895
Autres passifs non courants	29	-	42
Avantages au personnel	26	155	138
Provisions – part non courante	27	489	562
Impôts différés passifs	12	-	-
<b>Total des passifs non courants</b>		<b>4 747</b>	<b>5 637</b>
Emprunts et concours bancaires (part à moins d’un an)	28	4 512	6 183
Provisions – part courante	27	617	542
Fournisseurs et comptes rattachés	30	2 700	4 658
Dettes d’impôt		-	-
Autres passifs courants	31	3 593	3 756
<b>Total des passifs courants</b>		<b>11 422</b>	<b>15 139</b>
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS</b>		<b>28 324</b>	<b>32 221</b>

#### 4. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

Données en milliers d'euros, sauf nombre d'actions	Capital		Primes d'émission	Actions propres	Réserves et Résultats accumulés	Autres		Capitaux propres, part attribuable aux actionnaires de la société mère	Capitaux propres, part attribuable aux intérêts ne donnant pas le contrôle	Total
	Nbre d'actions	Montant				Ecart actuariels	Ecart de conversion			
<b>Au 31/12/2014</b>	<b>7 553 701</b>	<b>7 554</b>	<b>34 032</b>	<b>(419)</b>	<b>(27 877)</b>	<b>(44)</b>	<b>(152)</b>	<b>13 094</b>	<b>(21)</b>	<b>13 073</b>
Augmentations de capital	1 230 894	1 231	3 129	-	-	-	-	4 360	-	4 360
Paielements fondés sur des actions	-	-	-	-	380	-	-	380	-	380
Effet de la conversion des OC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	26	-	-	-	26	-	26
Résultat net de la période	-	-	-	-	(6 201)	-	-	(6 201)	(66)	(6 267)
Ecart de conversion	-	-	-	-	-	-	(112)	(112)	(2)	(114)
Ecart actuariels	-	-	-	-	-	9	-	9	-	9
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-	(22)	(22)
<b>Au 31/12/2015</b>	<b>8 784 595</b>	<b>8 785</b>	<b>37 161</b>	<b>(393)</b>	<b>(33 698)</b>	<b>(35)</b>	<b>(264)</b>	<b>11 556</b>	<b>(111)</b>	<b>11 445</b>
Augmentations de capital	629 721	629	534	-	-	-	-	1 163	-	1 163
Paielements fondés sur des actions	-	-	-	-	435	-	-	435	-	435
Effet de la conversion des OC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	(10)	-	-	-	(10)	-	(10)
Résultat net de la période	-	-	-	-	(995)	-	-	(995)	138	(857)
Ecart de conversion	-	-	-	-	(50)	-	57	7	4	11
Ecart actuariels	-	-	-	-	-	(19)	-	(19)	-	(19)
Autres variations	-	-	-	-	4	-	-	4	(17)	(13)
<b>Au 31/12/2016</b>	<b>9 414 316</b>	<b>9 414</b>	<b>37 695</b>	<b>(403)</b>	<b>(34 304)</b>	<b>(54)</b>	<b>(207)</b>	<b>12 141</b>	<b>14</b>	<b>12 155</b>

## 5. Tableaux des flux de trésorerie consolidés

Données en milliers d'euros	2016	2015
<b>Résultat net consolidé (y compris part attribuable aux intérêts ne donnant pas le contrôle)</b>	<b>(857)</b>	<b>(6 268)</b>
Quote-part de résultat des entités mises en équivalence	206	7
Dotations nettes aux amortissements et provisions (hors dépréciation des actifs courants constatée dans la ligne de variation des créances clients et des stocks ci-dessous)	1 011	1 400
Paievements en actions	435	380
Gains ou pertes sur cession	(62)	369
Autres produits et charges non monétaires	-	-
<b>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</b>	<b>733</b>	<b>(4 112)</b>
Elimination du coût de l'endettement financier	268	327
Produit / Charge d'impôt sur le résultat	2	(29)
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)</b>	<b>1 003</b>	<b>(3 814)</b>
Impôt sur le résultat versé	(2)	177
Variation des stocks	774	584
Variation des créances clients	1 678	(897)
Variation des dettes fournisseurs	(806)	(573)
Variation des autres actifs et passifs opérationnels	(8)	(775)
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité (B)</b>	<b>2 639</b>	<b>(5 298)</b>
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(179)	(303)
Décaissements liés aux frais de développement immobilisés	(304)	(156)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	3	5
Décaissements liés aux prêts et dépôts	(363)	(634)
Flux de trésorerie liés aux opérations de regroupement d'entreprise	(379)	(352)
<b>Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement (C)</b>	<b>(1 222)</b>	<b>(1 441)</b>
Augmentation de capital	1 163	4 125
Cession (acquisition) d'actions propres	14	26
Remboursement d'emprunts et de dettes financières	(1 595)	(1 130)
Emissions d'emprunts et de dettes financières	1 003	2 238
Variation des passifs financiers relatifs à l'affacturage	(918)	907
Intérêts financiers nets versés	(201)	(284)
<b>Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement (D)</b>	<b>(534)</b>	<b>5 883</b>
Incidence des variations des cours de devises (E)	2	12
<b>Variation de trésorerie nette (B+C+D+E)</b>	<b>885</b>	<b>(843)</b>
Trésorerie à l'ouverture (*)	3 926	4 768
Trésorerie à la clôture	4 811	3 926

En 2016, les flux de trésorerie liés aux regroupements d'entreprises comprennent le paiement différé de 222 K€ relatif à l'acquisition de Procédés Hallier et à la trésorerie cédée suite aux sorties de périmètre de Citéclaire et Lucibel Middle East.

En 2015, les flux de trésorerie liés aux regroupements d'entreprises comprennent le paiement différé de 352 K€ relatif à l'acquisition de Procédés Hallier.

## ASPECTS GENERAUX

Note 1	Faits marquants de la période
Note 2	Principes comptables
Note 3	Périmètre de consolidation et regroupements d'entreprises
Note 4	Secteurs opérationnels

## ETAT DU RESULTAT GLOBAL

Note 5	Chiffre d'affaires
Note 6	Charges externes
Note 7	Effectifs et charges de personnel
Note 8	Dotations et reprises aux amortissements et provisions
Note 9	Autres produits et charges d'exploitation
Note 10	Autres produits et charges opérationnels
Note 11	Résultat financier
Note 12	Impôts sur les résultats
Note 13	Résultat par action
Note 14	Informations relatives aux contributions des sociétés cédées aux résultats

## ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE

Note 15	Écarts d'acquisition
Note 16	Immobilisations incorporelles
Note 17	Immobilisations corporelles
Note 18	Entités mises en équivalence
Note 19	Actifs financiers opérationnels
Note 20	Stocks
Note 21	Clients et comptes rattachés
Note 22	Autres actifs courants
Note 23	Trésorerie et équivalents de trésorerie
Note 24	Capitaux propres et informations sur le capital
Note 25	Plan d'options et assimilés
Note 26	Provisions pour retraites
Note 27	Provisions
Note 28	Emprunts et passifs financiers
Note 29	Autres passifs non courants
Note 30	Fournisseurs et comptes rattachés
Note 31	Autres passifs courants

## INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Note 32	Instruments financiers et informations sur les risques financiers
Note 33	Engagements hors état de la situation financière
Note 34	Informations sur les parties liées
Note 35	Événements survenus après la clôture de l'exercice
Note 36	Honoraires des commissaires aux comptes

Le Groupe Lucibel (le « **Groupe** ») est spécialisé dans la conception et la distribution de solutions d'éclairage innovantes basées en particulier sur la technologie LED (*Light-Emitting Diod*, ou diode électroluminescente). Le Groupe est positionné pour l'essentiel sur les segments du marché des professionnels pour lesquels ses solutions LED apportent une valeur d'usage maximale, à savoir les commerces, Cafés, Hôtels et Restaurants (CHR), les bureaux et l'industrie. Le Groupe se diversifie dans d'autres domaines d'application de la LED comme la communication par la lumière où la Société est pionnière dans l'industrialisation et la commercialisation du LiFi (accès à internet par la lumière) et le bien-être.

La société mère du Groupe, Lucibel SA (la « **Société** »), créée en 2008, est une société anonyme ayant son siège social à Rueil Malmaison (France) et régie par les dispositions de la loi française.

### NOTE 1 - Faits marquants de la période

Les faits marquants de l'exercice 2016 sont les suivants :

- **Filiales**

Le Groupe a fermé ou mis en sommeil des filiales non rentables (Lucibel Asia, Lucibel Suisse, Lucibel España, Lucibel Healthcare) au cours de l'exercice 2016.

Parallèlement, le Groupe a cédé une partie de ses participations dans des activités non stratégiques ou présentant des risques économiques. Ainsi, la cession de 60% des titres de la filiale Citéclaire, spécialisée dans la distribution de luminaires à destination des collectivités publiques, et la cession de 50% des titres de la filiale de distribution Lucibel Middle East sont intervenues sur le second semestre 2016.

### NOTE 2 – Comptes consolidés et principes comptables

Les méthodes comptables et règles d'évaluation appliquées par le Groupe dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2016 sont identiques à celles utilisées par le Groupe au 31 décembre 2015 à l'exception des normes, amendements de normes et interprétations obligatoires à compter du 1er janvier 2016 qui sont décrits ci-après :

- Amendement à la norme IAS 19 – Avantages du personnel : contribution des membres du personnel à un régime de prestations définies, visant à simplifier la comptabilisation des contributions qui sont indépendantes du nombre d'années de service des salariés ;
- Amendements à la norme IAS 1 « Présentation des états financiers : initiative concernant les informations à fournir » ;
- Amendements aux normes IAS 16 et IAS 38, visant à clarifier les méthodes d'amortissement et de dépréciation acceptables ;
- Amendement à la norme IFRS 11 – Partenariats, visant à clarifier la comptabilisation des acquisitions de participations dans des activités conjointes ;
- Amendements résultant des processus d'améliorations annuelles des normes IFRS 2010-2012 ; 2012-2014 ;

La première application de ces normes et interprétations n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers de Lucibel. Textes d'application obligatoire postérieurement au 31 décembre 2016

- IFRS 9 « Instruments financiers » ;
- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » & amendements date d'entrée en vigueur d'IFRS 15 ;
- Amendement aux normes IFRS 10 et IAS 28 visant à préciser le traitement comptable des ventes ou apports d'actifs à une entité associée ou une joint-venture et amendements date d'entrée en vigueur des amendements à IFRS 10 et IAS 28 ;



- IFRS 16 « Contrats de location » ;
- Amendement à la norme IAS 12, relative à la Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes ;
- Amendement à la norme IFRS 7, relatif aux informations à fournir dans le cadre de la transition vers la norme IFRS 9 ;
- Amendement limité à la norme IFRS 2, relatif à la classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions ;
- Amendements à la norme IFRS 4 sur les contrats d'assurance, relatif à l'application de la norme IFRS 9 Instruments financiers avec IFRS 4 ;
- Amendements résultant des processus d'améliorations annuelles des normes IFRS 2014-2016 ;
- Amendement à la norme IFRS 12, relative à la clarification du périmètre de la norme ;
- IFRIC 22 « Transactions en monnaies étrangères et contrepartie anticipée » ;
- Amendement à la norme IAS 40 relatif aux transferts des immeubles de placement.

Sous réserve de leur adoption définitive par l'Union européenne, ces normes et amendements sont d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2017 ou ultérieurement. Les trois nouvelles normes IFRS 9, 15 et 16 sont décrites ci-dessous.

Le 24 juillet 2014, l'IASB a finalisé son projet de remplacement de la norme IAS 39 sur les instruments financiers, en publiant la version complète de la norme IFRS 9. L'IASB a fixé la date d'entrée en vigueur de cette norme au 1er janvier 2018, avec la possibilité de l'appliquer par anticipation.

Cette dernière intègre notamment les dispositions relatives au classement et à l'évaluation des actifs financiers, redéfinit le modèle de dépréciation de ces actifs ainsi que le traitement comptable des opérations de couverture.

Le 28 mai 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires provenant de contrats avec des clients ». IFRS 15 introduit un nouveau modèle de comptabilisation de ces produits pour les contrats clients. Cette norme remplacera les normes IAS 11, IAS 18 et les interprétations IFRIC et SIC associées sur la reconnaissance des produits des activités ordinaires. Cette norme est applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018, avec la possibilité de l'appliquer par anticipation.

Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié la norme IFRS 16 « Contrats de location ». IFRS 16 remplace la norme éponyme IAS 17, ainsi que les interprétations correspondantes (IFRIC 4, SIC 15 et SIC 27). Cette norme est applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019, avec la possibilité de l'appliquer par anticipation.

Le Groupe n'envisage pas d'appliquer IFRS 9, et IFRS 15 et IFRS 16 par anticipation.

Le Groupe est actuellement en cours d'appréciation des éventuels effets induits par la première application de ces textes.

## **Financement et continuité d'exploitation**

Au cours de l'exercice 2016, les besoins de financement de la Société ont été principalement couverts à travers plusieurs levées de fonds propres souscrites en numéraire pour un montant net global de K€ 1 163 et par une capacité d'autofinancement positive.

Au 31 décembre 2016, le Groupe dispose d'une trésorerie disponible de K€ 4.811 et de capitaux propres positifs à hauteur de K€ 12 155. A cette date, l'endettement bancaire s'élève à K€ 8 615 (y compris K€ 2 662 d'affacturage), dont K€ 4 103 à plus d'un an.

Le Groupe demeure en contact avec de nombreux investisseurs et étudie de façon régulière diverses solutions de recours à de nouveaux financements afin de continuer à financer son développement.

Dans ce cadre, le groupe Lucibel envisage de contracter de nouveaux financements sur le premier semestre 2017.

Ces éléments ont été pris en considération pour apprécier le caractère approprié de la convention de continuité d'exploitation retenue pour l'établissement des comptes consolidés au 31 décembre 2016.

## **Jugement et recours à des estimations**

Les actifs et passifs sont évalués sur la base du coût historique sauf lorsqu'une norme IFRS requiert l'utilisation de la juste valeur, ou sur option du Groupe lorsque la norme le permet.

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite, de la part de la Direction de Lucibel, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses susceptibles d'avoir un impact sur les montants des actifs et des passifs, sur ceux des produits et des charges, et sur l'information donnée dans les notes aux états financiers.

Les estimations et les hypothèses sont déterminées en ayant recours aux éléments d'expérience opérationnelle accumulée, aux données de marché ou du secteur disponibles et à d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs dans l'application des principes comptables retenus par le Groupe. Les montants définitifs qui figureront dans les futurs états financiers de Lucibel pourront être différents des valeurs actuellement estimées. Ces estimations et hypothèses sont réexaminées de façon continue.

Les estimations retenues qui contribuent de manière significative à la présentation des états financiers portent notamment sur les éléments suivants :

- Test de dépréciation des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT)

La détermination de la valeur recouvrable des UGT se fonde sur des hypothèses de rentabilité opérationnelle et des hypothèses financières. Dans le cadre des tests d'impairment, les principales hypothèses retenues pour la détermination des valeurs recouvrables des UGT sont détaillées en note 15.

- Attribution d'options, de bons de souscriptions d'actions ou de bons de souscriptions de parts de créateur d'entreprise ou d'actions gratuites

La détermination de la juste valeur des paiements fondés sur des actions est basée sur le modèle Black & Scholes de valorisation d'options qui prend en compte des hypothèses sur des variables complexes et subjectives. Ces variables incluent notamment la valeur des titres de Lucibel, la volatilité attendue du cours de l'action sur la durée de vie de l'instrument ainsi que le comportement actuel et futur des détenteurs de ces instruments. Il existe un risque inhérent élevé de subjectivité découlant de l'utilisation d'un modèle de valorisation d'options dans la détermination de la juste valeur des paiements fondés sur des actions conformément à la norme IFRS 2. Les hypothèses de valorisation retenues sont présentées en note 25.

- Reconnaissance des frais de développement à l'actif

Lucibel consacre des efforts importants à la recherche et au développement. Dans ce cadre, Lucibel doit effectuer des jugements et interprétations pour la détermination des frais de développement qui doivent être capitalisés lorsque les six critères définis par la norme IAS 38 sont satisfaits. Les principes comptables et le montant des coûts capitalisés sont présentés respectivement en notes ci-dessous et en note 16.

- Provisions

Lucibel peut être impliquée dans des procédures judiciaires, administratives ou réglementaires dans le cours normal de son activité. Une provision est enregistrée par Lucibel dès lors qu'il existe une probabilité suffisante que de tels litiges entraîneront des coûts à sa charge. Lucibel met en œuvre des jugements et des interprétations afin de déterminer sa meilleure estimation du risque encouru et d'établir le niveau de provisionnement du risque. Les provisions sont présentées en notes 26 et 27.

## **Description des principes comptables**

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une manière uniforme par les entités du Groupe sur tous les exercices présentés.

### Méthodes de consolidation

#### *(i) Filiales*

Les filiales sont des entités contrôlées par la Société et sont consolidées par intégration globale. Le contrôle existe lorsque la Société a le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

(ii) *Coentreprises*

Les coentreprises sont des entités dont la Société a un contrôle conjoint. Les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les états financiers des coentreprises sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date où le contrôle conjoint est constaté jusqu'à la date à laquelle le contrôle conjoint cesse.

(iii) *Transactions éliminées dans les états financiers*

Les soldes bilantiels, les pertes et gains latents, les produits et les charges résultant des transactions intra groupe sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés. Les pertes latentes sont éliminées de la même façon que les profits latents, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

Date de clôture

Toutes les sociétés du Groupe clôturent leur exercice au 31 décembre de chaque année.

Principes de conversion

L'euro est la monnaie de présentation des comptes du Groupe et est également la monnaie fonctionnelle de la société mère Lucibel et de ses filiales, hormis celles qui sont établies hors de la zone euro.

(i) *Transactions en monnaie étrangère*

Les ventes de marchandises et services en monnaie étrangère sont enregistrées en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère à la date de clôture sont convertis dans la monnaie fonctionnelle en euro en utilisant le cours de change à cette date. Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés en produits ou en charges. Les actifs et passifs non monétaires libellés en monnaie étrangère qui sont évalués au coût historique sont convertis en utilisant le cours de change à la date de la transaction.

Les différences de change relatives aux éléments monétaires qui font en substance partie intégrante de l'investissement net du Groupe dans une filiale étrangère consolidée sont inscrites directement en écart de conversion dans les capitaux propres.

(ii) *États financiers des activités à l'étranger*

Pour les besoins de la consolidation, les actifs et les passifs d'une activité à l'étranger y compris l'écart d'acquisition et les ajustements de juste valeur sont convertis en euros en utilisant le cours de change à la date de clôture. Les produits et les charges d'une activité à l'étranger sont convertis en euros en utilisant le cours de change moyen de la période.

Les écarts de change résultant des conversions sont enregistrés en écarts de conversion, composante distincte des capitaux propres.

Les cours de change utilisés sont les suivants :

Devises		Taux de Clôture 31/12/2016	Taux Moyen 2016	Taux moyen 2015	Taux de Clôture 31/12/2015
AED	Dirham EAU	3,87117	4,01801	4,07664	4,01429
CHF	Franc Suisse	1,07394	1,09171	1,06735	1,08288
CNY	Yuan	7,32279	7,30893	6,92042	7,09270
HKD	Dollar de Hong Kong	8,17394	8,07083	8,60585	8,46955
MAD	Dirham Marocain	10,72386	10,62090	10,89325	10,84364

## Présentation des états financiers

Le résultat opérationnel courant correspond au résultat opérationnel avant constatation des « autres charges et produits opérationnels ». Ces éléments sont des charges ou des produits inhabituels et peu fréquents et dont la présentation globalisée au sein des autres éléments de l'activité serait de nature à fausser la lecture de la performance du Groupe. Ils comprennent les gains et pertes de cession d'actifs, les coûts de restructuration, ainsi que les pertes de valeurs des actifs non courants. Le Groupe se conforme ainsi aux prescriptions de la Recommandation ANC 2013-03 relative au format des comptes consolidés.

S'agissant de l'état de la situation financière, les actifs liés au cycle d'exploitation normal du Groupe, les actifs détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice ainsi que la trésorerie disponible et les valeurs mobilières de placement constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont considérés comme non courants. Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ou qui arriveront à échéance dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes.

## **Méthodes d'évaluation**

### Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, lors de la première consolidation d'une entité dont le Groupe prend le contrôle :

- les actifs identifiables acquis et les passifs assumés sont évalués à leur juste valeur à la date de prise de contrôle,
- les intérêts ne conférant pas le contrôle sont évalués soit à leur juste valeur, soit à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entité acquise. Cette option est exerçable pour chaque acquisition.

A la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est évalué comme étant la différence entre :

- (i) la juste valeur de la contrepartie transférée, augmentée du montant des intérêts ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise et, dans un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, de la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise, et
- (ii) le solde net des montants, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs assumés.

L'évaluation à la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle a pour effet d'augmenter l'écart d'acquisition à hauteur de la part attribuable à ces participations ne donnant pas le contrôle, résultant ainsi en la constatation d'un écart d'acquisition dit « complet ». Le prix d'acquisition et son affectation doivent être finalisés dans un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition. Si l'écart d'acquisition est négatif, il est constaté en profit directement au compte de résultat.

En outre, les principes suivants s'appliquent aux regroupements d'entreprises :

- à compter de la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est affecté, dans la mesure du possible, à chacune des unités génératrices de trésorerie susceptibles de bénéficier du regroupement d'entreprises,
- tout ajustement éventuel du prix d'acquisition est comptabilisé à sa juste valeur dès la date d'acquisition, et tout ajustement ultérieur, survenant au-delà du délai d'affectation du prix d'acquisition, est comptabilisé en résultat,
- les coûts directs liés à l'acquisition sont constatés en charges de la période,
- en cas d'acquisition d'une participation complémentaire dans une filiale consolidée, Lucibel comptabilise la différence entre le prix d'acquisition et la valeur comptable des « intérêts ne donnant pas le contrôle » en variation des capitaux propres attribuables aux actionnaires de Lucibel SA,
- les écarts d'acquisition ne sont pas amortis.

## Immobilisations incorporelles

### *(i) Immobilisations acquises (en dehors des regroupements d'entreprises)*

Les immobilisations incorporelles acquises par le Groupe sont comptabilisées à leur coût.

### *(ii) Recherche et développement*

Les dépenses de recherche supportées en vue d'acquérir une compréhension et des connaissances techniques nouvelles sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les dépenses de développement engagées en vue de la production de nouveaux produits ou pour en améliorer substantiellement les performances, sont comptabilisées en tant qu'immobilisation si le Groupe peut démontrer la faisabilité technique et commerciale du matériel et la disponibilité de ressources suffisantes pour achever le développement. Ces conditions sont considérées remplies lorsque les six critères de capitalisation imposés par la norme IAS 38 sont démontrés :

- faisabilité technique nécessaire à l'achèvement du projet de développement,
- intention de la Société d'achever le projet,
- capacité de celle-ci à utiliser cet actif incorporel,
- démonstration de la probabilité d'avantages économiques futurs attachés à l'actif,
- disponibilité de ressources techniques, financières et autres afin d'achever le projet,
- évaluation fiable des dépenses de développement.

Les autres dépenses de développement, engagées notamment en vue de la maintenance évolutive et de l'optimisation courante des matériels sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

### *(iii) Dépenses ultérieures*

Les dépenses ultérieures relatives aux immobilisations incorporelles sont activées seulement si elles augmentent les avantages économiques futurs associés à l'actif spécifique correspondant et si leurs coûts peuvent être évalués de manière fiable. Les autres dépenses sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

### *(iv) Amortissements*

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des immobilisations incorporelles sauf si elle est indéterminée.

Les autres immobilisations incorporelles sont amorties dès qu'elles sont prêtes à être mise en service. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Relations Clients.....	7 à 10 ans
Brevets, frais de recherche et développement.....	1 à 3 ans
Licences et logiciels.....	1 à 3 ans

### *(v) Dépréciation*

Pour les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée et les immobilisations incorporelles en cours, un test de dépréciation est effectué systématiquement une fois par an au 31 décembre, ou lorsqu'un indicateur de perte de valeur a été identifié.

Pour les autres immobilisations incorporelles, un test de dépréciation est effectué lorsqu'un indicateur de perte de valeur a été identifié.

## Immobilisations corporelles

### *(i) Actifs dont le Groupe est propriétaire*

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production (charges directes et indirectes engagées en vue d'amener les biens concernés en état de production), diminué du cumul des amortissements (voir ci-dessous) et du cumul des pertes de valeur (voir. § *Dépréciation*).

Lorsque des composants des immobilisations corporelles ont des durées de vie utile différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles distinctes. Le Groupe comptabilise dans la valeur comptable d'une immobilisation corporelle le coût de remplacement d'un composant de cette immobilisation corporelle au moment où ce coût est encouru s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au Groupe et si son coût peut être évalué de manière fiable.

### *(ii) Actifs loués*

Les immobilisations financées au moyen d'un contrat de location financement sont comptabilisées à l'actif du bilan. Ces immobilisations sont amorties selon la méthode décrite ci-dessous et la dette correspondante figure au passif dans le poste « dettes financières » et est présentée entre une part courante et une part non courante.

### *(iii) Coûts ultérieurs*

Le Groupe comptabilise dans la valeur comptable d'une immobilisation corporelle le coût de remplacement d'un composant de cette immobilisation corporelle au moment où ce coût est encouru s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au Groupe et si son coût peut être évalué de manière fiable. Tous les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

### *(iv) Amortissements*

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée de vie utile estimée pour chaque composant d'une immobilisation corporelle. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Installations générales et agencements .....	3 à 10 ans
Matériel informatique .....	3 ans
Mobilier de bureau .....	10 ans

## Actifs financiers opérationnels – IFRIC 12

Dans le cadre de ses activités, Citéclaire, filiale de Lucibel consolidée jusqu'au 31 Août 2016, a conclu avec la ville d'Istres un contrat l'amenant à assurer des services d'intérêt collectif. Ce contrat se caractérise par une première phase d'installation d'un parc de luminaires (phase terminée à fin 2015) et une obligation contractuelle d'entretien et de réparation de ces actifs, réalisée sous le contrôle de la collectivité publique, pour une durée de 10 ans. Le contrat fixe les conditions de transfert des installations à la collectivité à son expiration.

Pour la comptabilisation de ce contrat, le Groupe applique le modèle de l'actif financier d'IFRIC 12 « Accords de concession de services » puisque Citéclaire se voit garantir contractuellement le paiement des montants définis ou déterminés dans le contrat. Les actifs financiers résultant de l'application de l'interprétation IFRIC 12 sont inscrits dans l'état de la situation financière consolidée sous une rubrique distincte intitulée « Actifs financiers opérationnels ». Ils sont comptabilisés au coût amorti.

Les flux de trésorerie liés à ces actifs financiers opérationnels sont intégrés dans les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement de l'état consolidé des flux de trésorerie. En application de la norme IAS 39, ces actifs sont dépréciés si la valeur comptable est supérieure à la valeur actuelle des flux futurs de trésorerie actualisés au TIE d'origine.

Suite à la déconsolidation de Citéclaire, à la clôture 2016, il n'y plus d'actif financier opérationnel inscrit au bilan dans les comptes

### Chiffre d'affaires et garanties

Le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe et que ce produit peut être évalué de manière fiable.

Le chiffre d'affaires est essentiellement composé des revenus résultant des ventes de solutions et systèmes d'éclairage LED comprenant notamment des sources, luminaires et divers accessoires.

Le Groupe reconnaît le chiffre d'affaires sur les ventes de solutions à la livraison des produits.

Lorsque ces ventes sont associées à une prestation d'installation, le chiffre d'affaires est reconnu au terme de la prestation de services.

Le Groupe offre par ailleurs à ses clients une garantie sur produits défectueux généralement d'une durée de 12 à 36 mois pour laquelle le Groupe comptabilise une provision pour garantie.

Le Groupe accorde des remises de fin d'année à certains distributeurs selon les accords de distribution signés. Ces remises de fin d'année sont comptabilisées en diminution du chiffre d'affaires.

### Stocks

Les stocks sont constitués (i) de composants utilisés dans le cadre de la fabrication des produits et solutions LED commercialisés par le Groupe et (ii) de produits finis.

Les stocks sont évalués au coût d'achat, calculé selon la méthode du coût moyen pondéré augmentés le cas échéant des frais d'approche. Une provision pour dépréciation des stocks est constituée lorsque la valeur des stocks détenus est inférieure à leur valeur de réalisation notamment suite à des changements intervenus dans la gamme de produits vendus ou lorsque des difficultés d'écoulement existent.

### Créances

Les créances clients et les autres créances sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti diminué du montant des pertes de valeur. Ultérieurement, le Groupe estime la valeur recouvrable de ces créances, et constitue une dépréciation lorsqu'il devient probable que la créance ne sera pas intégralement recouvrée. La valeur recouvrable des créances comptabilisées au coût amorti est égale à la juste valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés. Une perte de valeur est reprise si l'augmentation de la valeur recouvrable peut être objectivement liée à un événement survenant après la comptabilisation de la dépréciation. Les créances dont l'échéance est proche ne sont pas actualisées.

### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme ayant une échéance de moins de trois mois à compter de leur date d'acquisition. Pour qu'une valeur mobilière soit considérée comme un équivalent de trésorerie, elle doit être liquide, facilement convertible en un montant connu de trésorerie et être soumise à un risque négligeable de perte de valeur.

Ces instruments sont comptabilisés selon la méthode de la juste valeur par le résultat.

Les découverts bancaires ou soldes créditeurs de banque figurent en passifs courants (rubrique emprunts et dettes financières, part à moins d'un an).

Pour les besoins de la préparation du tableau de financement, les découverts bancaires sont présentés en moins du solde de «Trésorerie et équivalents de trésorerie».

### Dépréciation des écarts d'acquisition, immobilisations incorporelles et corporelles

Pour les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, la valeur recouvrable est estimée à chaque date de clôture, ou lorsqu'un indicateur de perte de valeur a été identifié.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou de son unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées dans le résultat sur la ligne « autres



produits et charges non courants ». La perte de valeur comptabilisée au titre d'une unité génératrice de trésorerie est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout écart d'acquisition affecté à l'unité génératrice de trésorerie, puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif.

*(i) Calcul de la valeur recouvrable*

Pour les écarts d'acquisition, immobilisations incorporelles et corporelles, la valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre leur juste valeur diminuée des coûts de la vente et leur valeur d'utilité. Pour apprécier la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au taux, avant impôt, qui reflète l'appréciation courante de marché et de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Pour un actif, qui ne génère pas d'entrée de trésorerie largement indépendante, la valeur recouvrable est déterminée pour l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

*(ii) Reprise de la perte de valeur*

Une perte de valeur comptabilisée pour un autre actif amortissable est reprise s'il y a un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable. La valeur comptable d'un actif, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'un écart d'acquisition ne peut pas être reprise.

Provisions

Une provision est comptabilisée dans l'état de la situation financière lorsque le Groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé et lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources non représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

Lorsque l'effet de la valeur temps est significatif, le montant de la provision est déterminé en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus au taux, avant impôt, reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et lorsque cela est approprié, les risques spécifiques au passif. Si aucune estimation fiable du montant de l'obligation ne peut être effectuée, aucune provision n'est comptabilisée et une information est donnée en annexe.

Emprunts et passifs financiers

Les emprunts et autres passifs financiers courants et non courants sont constitués :

- des emprunts bancaires, ainsi que d'autres emprunts divers et les intérêts courus afférents,
- des découverts bancaires,
- de la valeur des autres instruments financiers dérivés si elle est négative ; les dérivés dont la valeur est positive sont inscrits au bilan en actifs financiers,
- des encours financés par les organismes d'affacturage.

*(i) Emprunts*

Tous les emprunts sont comptabilisés initialement à la juste valeur diminuée des frais directement attribuables à ces emprunts, puis au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Ce taux correspond au taux de rendement interne qui permet d'actualiser la série de flux de trésorerie estimés sur la durée de l'emprunt.

En outre, si l'emprunt comprend une composante capitaux propres (obligation convertible en un nombre fixe d'actions) ou s'il comprend un instrument dérivé incorporé (obligation convertible en un nombre variable d'actions), et si l'intégralité du contrat hybride n'a pas été désignée comme un passif financier à la juste valeur, il convient de séparer la composant capitaux propres ou l'instrument dérivé, de la composante dette, comptabilisée au coût amorti.



## *(ii) Instruments financiers dérivés*

Lucibel utilise des instruments financiers dérivés pour gérer et réduire son exposition aux risques de variation des cours de change. Il s'agit de contrats de change à terme. Tous ces instruments sont utilisés à des fins de couverture.

Lorsque ces contrats sont qualifiés de couverture au plan comptable, les profits et les pertes réalisés sur ces contrats sont constatés dans le résultat de façon symétrique à l'enregistrement des produits et des charges de l'élément couvert. Lorsque l'instrument dérivé couvre un risque de variation de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé au bilan, ou d'un engagement ferme non reconnu au bilan, il est qualifié de couverture de juste valeur. Au plan comptable, l'instrument est réévalué à sa juste valeur par contrepartie du résultat et l'élément couvert est symétriquement réévalué pour la portion couverte, sur la même ligne du compte de résultat, ou, dans le cadre d'une transaction prévue portant sur un actif ou un passif non financier, dans le coût initial de l'actif ou du passif. Lorsque l'instrument dérivé couvre un flux de trésorerie, il est qualifié de couverture de flux de trésorerie. Dans ce cas, l'instrument est réévalué à sa juste valeur par contrepartie des « autres éléments du résultat global » pour la part efficace et par contrepartie du résultat pour la part inefficace ; lors de la réalisation de l'élément couvert, les montants accumulés en capitaux propres sont reclassés au compte de résultat sur la même ligne que l'élément couvert ; dans le cadre d'une transaction prévue portant sur un actif ou un passif non financier, ils sont reclassés dans le coût initial de l'actif ou du passif. Lorsque l'instrument dérivé constitue une couverture de l'investissement net dans une entreprise étrangère, il est comptabilisé de façon similaire à une couverture de flux de trésorerie. Pour les instruments dérivés qui ne sont pas qualifiés d'instruments de couverture au plan comptable, les variations de leur juste valeur sont directement enregistrées en résultat sans réévaluation du sous-jacent.

### Dettes fournisseurs et autres passifs courants

Les dettes fournisseurs et autres passifs courants sont évalués à la juste valeur lors de comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

### Avantages du personnel

#### *(i) Avantages à long terme*

Les engagements de retraite sont les seuls avantages du personnel à long terme.

Pour les régimes à cotisations définies, les paiements du Groupe sont constatés en charges de la période à laquelle ils sont liés.

Les régimes à prestations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi qui garantissent aux salariés des prestations futures constituant un engagement pour le Groupe. Le risque actuariel et les risques de placement incombent alors à l'entreprise. Le calcul de l'engagement est déterminé suivant un calcul actuariel utilisant la méthode des unités de crédit projetées afin de déterminer la valeur actualisée de l'obligation et le coût des services rendus au cours de l'exercice.

Ce calcul actuariel suppose le recours à des hypothèses actuarielles sur les variables démographiques (mortalité, rotation du personnel) et financières (augmentations futures des salaires, taux d'actualisation).

Lorsque les régimes à prestations définies sont partiellement ou intégralement financés par des cotisations versées à un fonds distinct ou à une compagnie d'assurances, les actifs de ces entités sont évalués à leur juste valeur.

L'obligation est alors enregistrée au bilan, déduction faite de la valeur des actifs du régime qui couvrent cette obligation.

Les écarts actuariels résultent des changements d'hypothèses actuarielles retenues pour les évaluations d'un exercice à l'autre, ainsi que de tout écart constaté sur l'obligation ou sur la valeur des fonds par rapport à l'évolution attendue en début d'exercice.

Ces écarts actuariels sont comptabilisés en « autres éléments du résultat global » non recyclables au compte de résultat.

Les impacts afférents à une modification de régime sont constatés immédiatement en résultat.

## *(ii) Paiements fondés sur des actions*

La norme IFRS 2 *Paiements fondés sur des actions*, traite des transactions réalisées avec le personnel ou avec d'autres tiers dont le paiement est fondé sur des actions.

Son application au Groupe concerne les options de souscription d'actions, les bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) et les actions gratuites accordés au personnel et aux dirigeants.

Le coût des plans d'options de souscription, de BSPCE et d'actions gratuites est déterminé par référence à la juste valeur des instruments de capitaux propres octroyés, appréciée à la date d'attribution.

La détermination de la juste valeur des options a été effectuée en appliquant un modèle de type Black & Scholes. Cette valeur n'est pas ré-estimée pendant la durée du plan.

Le coût des opérations réglées en actions est comptabilisé en charges de personnel avec, en contrepartie, une augmentation correspondante des capitaux propres (réserves liées au capital), sur une durée qui se termine à la date à laquelle le bénéficiaire devient créancier de la gratification.

### Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend la charge ou le produit d'impôt exigible et la charge ou le produit d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement dans les capitaux propres ; auquel cas il est comptabilisé en capitaux propres.

L'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes.

L'impôt différé est déterminé selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales. Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôts différés :

- l'écart d'acquisition non déductible fiscalement,
- la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable,
- les différences temporelles liées à des participations dans des filiales dans la mesure où elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

L'évaluation des actifs et des passifs d'impôt différé repose sur la façon dont le Groupe s'attend à recouvrer ou régler la valeur comptable des actifs et passifs.

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels cet actif pourra être imputé. Les actifs d'impôt différé sont réduits lorsqu'il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

### Résultats par action

Le résultat de base par action est déterminé en divisant le résultat net de l'exercice, part attribuable aux actionnaires de la société mère, par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, calculé en fonction des dates d'encaissement des fonds provenant des augmentations de capital réalisées.

Pour le calcul du résultat dilué par action, le résultat net part attribuable aux actionnaires de la société mère et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation sont ajustés des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives. Les actions ordinaires potentielles sont traitées comme dilutives si et seulement si leur conversion en actions ordinaires aurait pour effet de réduire le bénéfice net par action. Il est fait application de la méthode du rachat d'actions au prix du marché sur la base du cours moyen de l'action sur la période pour les bons de souscription et assimilés.

### Information sectorielle

Un secteur est une composante distincte du Groupe qui est engagée soit dans la fourniture de produits ou services liés (secteur d'activité), soit dans la fourniture de produits ou de services dans un environnement économique particulier (secteur géographique), dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le principal décideur opérationnel de l'entité afin de permettre l'allocation des ressources aux différents secteurs ainsi que l'évaluation de leurs performances et pour laquelle une information financière distincte est disponible.

### Titres de l'entreprise consolidante

Les actions propres sont portées en réduction des capitaux propres sur la base de leur coût d'acquisition. Lors de la cession d'actions propres, les gains et pertes sont inscrits dans les réserves consolidées.

### Subventions

Le Groupe réalise des dépenses de recherche et développement et peut bénéficier à ce titre d'un Crédit d'Impôt Recherche. La norme IAS 20 impose aux entreprises d'affecter les subventions publiques aux coûts, charges ou actifs, qu'elles sont censées compenser. Le crédit d'impôt recherche est assimilé à une subvention publique.

A ce titre, la part du CIR relative à des frais de développement capitalisés est enregistrée en produits constatés d'avance et reconnue en résultat au rythme de l'amortissement des actifs incorporels correspondants. La part concernant des frais de recherche est constatée en résultat sur le même exercice que les frais correspondants.

Le Groupe bénéficie d'un certain nombre d'aides publiques, sous forme de subventions ou d'avances conditionnées. Elles ont été comptabilisées conformément à IAS 20. S'agissant d'avances financières, consenties à des taux d'intérêt inférieurs au taux du marché, ces avances sont évaluées selon IAS39 au coût amorti :

- l'avantage de taux est déterminé en retenant un taux d'actualisation correspondant à un taux de marché à la date d'octroi. Le montant de l'avantage de taux est considéré comme une subvention enregistrée en produit dans le compte de résultat,
- le coût financier des avances remboursables calculé au taux de marché est enregistré ensuite en charges financières.

Ces avances sont enregistrées en « *Dettes financières non courantes* » et en « *Dettes financières courantes* » selon leur échéance. En cas de constat d'échec prononcé, l'abandon de créance consenti est enregistré en subvention.

## **NOTE 3 – Périmètre de consolidation et regroupements d'entreprises**

### **(i) Sorties de périmètre**

- Cession de 60% des titres de la filiale Citéclaire, spécialisée dans la distribution de luminaires à destination des collectivités publiques ; à l'issue de cette opération, le groupe ne détient plus que 20% du capital et n'exerce aucune influence notable sur cette société qui est déconsolidée depuis le 31 août 2016
- Liquidation de la filiale Lucibel Espana dont l'activité était en sommeil, à compter de juillet 2016
- Liquidation par voie de TUP de la filiale Lucibel Healthcare à compter du 30 septembre 2016

### **(ii) Mouvements de périmètre**

- Cession de 50% des titres de la filiale de distribution Lucibel Middle East basée à Dubaï à compter de juillet 2016 ; cette société est depuis mise en équivalence.

### Périmètre de consolidation

Au 31 décembre 2016, le périmètre de consolidation, constitué des filiales consolidées par intégration globale et des coentreprises consolidées par mise en équivalence s'établit comme suit :

Nom de la Société	Adresse du siège social	Pays d'activité	Méthode de consolidation (1)	% contrôle 2016	% intérêts 2016	Méthode de consolidation (1)	% contrôle 2015	% intérêts 2015
Lucibel SA	9 avenue E Belin, 92500 RUEIL MALMAISON	France	IG	Société mère		IG	Société mère	
Cordel	18 quai du Commandant Malbert 29200 BREST	France	IG	100%	100%	IG	100%	100%
Cordel Developpement	18 quai du Commandant Malbert 29200 BREST	France	IG	100%	100%	IG	100%	100%
Lucibel Healthcare (2)	9 avenue E Belin, 92500 RUEIL MALMAISON	France	-	-	-	IG	100%	100%
Lucibel Espana (3)	Regus World Trade Center, Muelle Barcelona, Edif. Sur 2a planta, 08039 BARCELONE	Espagne	-	-	-	IG	100%	100%
Lucibel Suisse	Chemin de Budron A12 1052 LE MONT SUR LAUSANNE	Suisse	IG	100%	100%	IG	100%	100%
Lucibel Middle East (4)	P.O Box 341407 , Dubai Silicon Oasis, Suntech Tower, Office 306, DUBAÏ	EAU	MEQ	40%	40%	IG	90%	90%
Lucibel Benelux	Battelsesteenweg 455E, 2800 MECHELEN,	Belgique	IG	100%	100%	IG	100%	100%
Diligent Factory	Room 1025, Tongsheng Technology Building, Dalang, Longhua, Shenzhen, China	Chine	IG	100%	100%	IG	100%	100%
Lucibel Asia	Unit 105 & 109, 1/F., Morlite Building, 40 Hung To Road, Kwun Tong, Kowloon, HK	Chine (Hong Kong)	IG	100%	100%	IG	100%	100%
Citéclair (5)	565 rue René Descartes, Square de l'Arbois, 13857 Aix-en-Provence	France	-	20%	20%	IG	80%	80%
Procédés Hallier	69, rue Victor Hugo, 93100 MONTREUIL	France	IG	100%	100%	IG	100%	100%
Lucibel Africa	22 rue Charam Achaykh Palmier, 20000 Casablanca	Maroc	IG	80%	80%	IG	100%	100%
Lucibel Barentin	101 allée des vergers 76360 Barentin	France	IG	100%	100%	IG	100%	100%
LINE 5	9 avenue E Belin, 92500 RUEIL MALMAISON	France	IG	100%	100%	IG	100%	100%
SLMS	35 rue Joseph Monier, 92500 RUEIL MALMAISON	France	MEQ	47%	47%	MEQ	47%	47%

- (1) IG : Intégration globale, MEQ : Mise en équivalence  
(2) société ayant fait l'objet d'une TUP en septembre 2016  
(3) société liquidée en juillet 2016  
(4) société mise en équivalence à compter de juillet 2016  
(5) société déconsolidée en septembre 2016

#### NOTE 4 - Secteurs opérationnels

L'information financière sectorielle est présentée selon les principes identiques à ceux du reporting interne et reproduit l'information sectorielle interne définie pour gérer et mesurer les performances de Lucibel.

Il n'existe qu'un seul pôle d'activité au sein du Groupe Lucibel qui regroupe les activités de développement et de commercialisation, tant en France qu'à l'étranger, de solutions LED.

#### NOTE 5 – Chiffre d'affaires

Répartition du CA selon la zone géographique des entités de facturation	31/12/2016	31/12/2015
France	26 016	23 736
Afrique - Moyen Orient	1 030	3 258
Europe et reste du monde	76	318
Asie Pacifique	16	810
<b>Total</b>	<b>27 138</b>	<b>28 122</b>

Répartition du CA selon la zone géographique des clients facturés	31/12/2016	31/12/2015
France	23 977	21 047
Afrique - Moyen Orient	1 337	4 212
Europe et reste du monde	1 724	1 994
Asie Pacifique	100	869
<b>Total</b>	<b>27 138</b>	<b>28 122</b>

Répartition du CA par nature	31/12/2016	31/12/2015
Ventes de marchandises	24 799	25 268
Prestations de services	2 339	2 855
<b>Total</b>	<b>27 138</b>	<b>28 122</b>

## NOTE 6 - Charges externes

Répartition des charges externes	31/12/2016	31/12/2015
Sous-traitance générale	21	66
Locations et charges locatives	1 028	1 306
Entretiens et réparations	204	250
Assurances	223	217
Etudes et recherche	22	48
Honoraires et commissions	1 512	2 551
Publicité	171	262
Transports sur achats et ventes	832	1 400
Frais déplacements - Missions - Réception	727	1 011
Frais postaux et téléphone	232	318
Services bancaires	80	179
Autres	140	149
<b>Total</b>	<b>5 192</b>	<b>7 757</b>

Les postes honoraires et commissions et transports subissent les baisses les plus importantes respectivement de K€ 1 039 et K€ 568. La diminution des honoraires s'explique par l'internalisation des prestations de stockage et logistiques et le moindre recours au personnel détaché dans le cadre de la reprise du site de Barentin. Les frais de transport ont baissé suite à la rationalisation des approvisionnements.

## NOTE 7 - Effectifs et charges de personnel

### Effectifs

Au 31 décembre 2016, l'effectif total du Groupe s'élève à 147 contre 153 au 31 décembre 2015.

### Charges de personnel

Au cours de l'exercice 2016, les charges de personnel, y compris les provisions pour retraite (nettes des reprises) et paiement en actions, se sont élevées à 8 305 K€ contre 11 009 K€ sur la même période en 2015, réparties comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Rémunérations et charges sociales	7 871	10 629
Provision pour retraite	(1)	(0)
<b>Charges de Personnel hors rémunération en actions</b>	<b>7 870</b>	<b>10 629</b>
Charges liées aux Stocks options, BSPCE et actions gratuites	435	380
<b>Total charges de Personnel y compris rémunération en actions</b>	<b>8 305</b>	<b>11 009</b>

## NOTE 8 - Dotations et reprises aux amortissements et provisions

Dotations et reprises d'amortissements et provisions (en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Dot. / Rep. - amortissements sur immo. Incorporelles	687	813
Dot. / Rep. provisions - amortissements sur immo. corporelles	146	160
Dot. / Rep. provisions sur stock	(227)	102
Dot. / Rep. provisions sur créances clients	232	(58)
Dot. / Rep. provisions	24	66
<b>Total</b>	<b>862</b>	<b>1 083</b>

## NOTE 9 - Autres produits et charges d'exploitation

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Frais de développement capitalisés	98	156
Transfert de charges	466	521
Subventions	2	139
Autres produits	834	679
Autres (charges) / produits nets	12	(187)
<b>Total</b>	<b>1 411</b>	<b>1 308</b>

Les transferts de charges comprennent principalement des reclassements de coûts de restructuration en autres charges opérationnelles.

Les autres charges et produits sont liés à la gestion courante du Groupe dont le crédit d'impôt recherche comptabilisé en autres produits pour 239 K€, 63K€ de subvention reconnue sur avances à taux « 0 » et pour 396 K€, des annulations de charges 2015 dont la renégociation est intervenue en 2016.

## NOTE 10 - Autres produits et charges opérationnels

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Pertes sur cession d'immobilisations incorporelles et corporelles	(102)	(22)
Impact des sorties de périmètre	(343)	-
Provisions / charges de restructuration	(558)	(905)
Mécénat	(100)	(23)
Pertes de valeur sur écart d'acquisition	-	(216)
<b>Total</b>	<b>(1 103)</b>	<b>(1 166)</b>

Les pertes sur cession correspondent à la valeur nette comptable des frais de développement, de CRM et d'outillages abandonnés ou mis au rebut au cours de l'exercice.

L'impact des sorties de périmètre correspond principalement à l'impact de la cession de 40% des parts de Lucibel Middle East (K€ 303).

Les provisions / charges de restructurations comprennent notamment des coûts de sortie du personnel pour 407 K€, des honoraires pour 96 K€, des amortissements exceptionnels et des frais de recherche et développement 20 K€.

En 2015, les pertes de valeur sur écart d'acquisition concernent la filiale Citéclaire.

## NOTE 11 - Résultat financier

Les principales composantes du résultat financier sont les suivantes :

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Produits (charges) de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	-	(3)
Coût de l'endettement financier brut	(268)	(324)
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(268)</b>	<b>(327)</b>
Gains (pertes) nets de change	(18)	277
Autres charges et produits financiers	(29)	(35)
<b>Autres produits et charges financiers</b>	<b>(47)</b>	<b>242</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(315)</b>	<b>(85)</b>

## NOTE 12 - Impôts sur les résultats

### Ventilation de la charge ou du produit d'impôt

Le produit d'impôt sur les bénéfices se ventile comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
(Charge) Produit d'impôt courant	(2)	29
(Charge) Produit d'impôts différés	-	-
<b>Total</b>	<b>(2)</b>	<b>29</b>

### Impôts différés par nature

Origine des impôts différés actifs (passifs)	31/12/2016	31/12/2015
Immobilisations incorporelles	(946)	(1 093)
Déficits reportables et autres décalages temporaires	946	1 093
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>



## Rapprochement de l'impôt comptabilisé et de l'impôt théorique

L'écart entre l'impôt sur les sociétés calculé selon le taux en vigueur en France et le produit ou la charge d'impôt au compte de résultat s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Résultat avant impôt hors résultat des mises en équivalence	(650)	(6 289)
<i>Taux d'impôt en vigueur</i>	33,33%	33,33%
<b>(Charge) Produit d'impôt théorique calculé au taux en vigueur</b>	<b>217</b>	<b>2 096</b>
Incidence sur la (charge) produit d'impôt des :		
Déficits de la période non activés	401	(1881)
Déficits antérieurs activés sur l'exercice	-	-
Différentiel de taux	(45)	45
Impôt sur la charge calculée au titre d'IFRS 2	(145)	(127)
Impôts sur abandons de créance	(270)	-
Autres éléments	(160)	(104)
<b>(Charge) Produit d'impôt constaté au compte de résultat</b>	<b>(2)</b>	<b>29</b>

Au 31 décembre 2016, les déficits fiscaux non activés du Groupe, qui pourraient être utilisés sur les bénéfices futurs, s'établissent et se répartissent comme suit :

Montants en base (en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
France	31 671	31 863
Autres pays zone Europe	1 230	1 450
Asie	781	2 118
Afrique	2	14
<b>Total</b>	<b>33 684</b>	<b>35 445</b>

Les déficits reportables en France, soit 31 671 K€ au 31 décembre 2016, sont reportables de manière indéfinie. L'utilisation des reports déficitaires est néanmoins plafonnée : conformément aux textes fiscaux en vigueur, l'imputation d'un déficit antérieur est plafonnée à 50% du bénéfice imposable de l'exercice au-delà de 1 M€.

Les déficits reportables en Suisse soit 1 173 K€ au 31 décembre 2016 sont reportables sur une durée de 7 ans, et les déficits en Chine soit 549 K€ sont reportables sur une durée de 5 ans.

Les déficits fiscaux dégagés par les autres filiales étrangères sont reportables sans limitation de durée.

Il est précisé que, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, Lucibel SA a constitué un groupe d'intégration fiscale avec les sociétés Cordel Développement, Cordel, et Procédés Hallier. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015 la société Line 5 et à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2016, la société Lucibel Barentin ont rejoint l'intégration fiscale du Groupe. Lucibel Healthcare qui était dans le groupe d'intégration fiscale en 2014 et 2015 a été absorbée par voie de TUP en 2016.

### NOTE 13 - Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Les instruments donnant droit au capital de façon différée (BSPCE, actions gratuites et options, voir note 25) sont considérés comme anti dilutifs car ils induisent une augmentation de la perte par action. Ainsi le résultat dilué par action est identique au résultat de base par action.

Résultat par action	31/12/2016	31/12/2015
Résultat de l'exercice (en milliers d'euros)	(985)	(6 304)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	8 905 034	8 198 164
Résultat de base par actions (€ / action)	(0,11)	(0,77)
Résultat dilué par action (€ / action)	(0,11)	(0,77)

### NOTE 14 - Informations relatives aux contributions des sociétés cédées aux résultats

Les principales contributions des sociétés Citéclaire et Lucibel Middle East cédées au TFT sont les suivantes :

Données en milliers d'euros	Citéclaire		Lucibel Middle East	
	2016	2015	2016	2015
Résultat net consolidé (y compris part attribuable aux intérêts ne donnant pas le contrôle)	830	(591)	(289)	92
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	818	(359)	(285)	98
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	818	(357)	(285)	100
Flux net de trésorerie généré par l'activité (B)	(226)	467	1	48
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement (C)	(492)	(637)	(29)	(7)
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement (D)	1 003	210	-	(63)
Incidence des variations des cours de devises (E)	-	-	-	5
Variation de trésorerie nette (B+C+D+E)	285	40	(28)	(17)
Trésorerie à l'ouverture (*)	47	7	28	45
Trésorerie à la clôture	332	47	0	28

Les principaux agrégats du compte de résultat des sociétés Citéclaire et Lucibel Middle East, cédées en 2016 sont présentés ci-après à la date de cession :

(en milliers d'euros)	Citéclaire		Lucibel Middle East	
	31/08/2016	31/12/2015	30/06/2016	31/12/2015
Chiffre d'affaires	456	895	540	3063
Résultat opérationnel	268	(369)	(279)	103
Impôt	-	-	-	-
Résultat net	829 (1)	(591)	(284)	93

(1) Inclus un abandon de créance de 562K€

## NOTE 15 - Écarts d'acquisition – regroupements d'entreprises

La variation des écarts d'acquisition en valeur nette se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
<b>Valeur nette en début d'exercice</b>	<b>7 740</b>	<b>8 062</b>
Mouvement de périmètre	-	(106)
Reclassement	-	-
Perte de valeur	-	(216)
<b>Valeur nette en fin d'exercice</b>	<b>7 740</b>	<b>7 740</b>

### Répartition par UGT

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Cordel	6 114	6 114
Procédés Hallier	1 626	1 626
<b>Total</b>	<b>7 740</b>	<b>7 740</b>

Les UGT utilisées par le Groupe dans le cadre des tests de dépréciation des écarts d'acquisition correspondent aux différents marchés identifiés au sein du seul segment du Groupe (à savoir activité de développement et de commercialisation de solutions d'éclairage issues de la technologie LED).

L'UGT Cordel représente la présence du Groupe dans l'activité d'éclairage pour magasins (ou « shoplighting ») et l'UGT Procédés Hallier dans l'éclairage pour musées. Chacune de ces UGT présente des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par les autres actifs ou groupes d'actifs du Groupe.

L'UGT Lucibel (sans écarts d'acquisition attachés) représente l'activité de distribution de LED pour les segments de marché tertiaire principalement.

### Tests de perte de valeur

Le test annuel a consisté à déterminer la valeur recouvrable de chacune des unités génératrices de trésorerie (UGT) auxquelles sont rattachés les goodwill et à la comparer à la valeur nette comptable des actifs correspondants. Le test annuel de dépréciation des goodwill, réalisé en fin d'exercice, a conduit à ne pas comptabiliser de perte de valeur sur les différentes UGT.

Les tests de dépréciation ont été réalisés en utilisant un taux d'actualisation de 11 % et une croissance à l'infini de 3%.

Concernant Procédés Hallier, au regard de l'excédent existant entre la valeur d'utilité et la valeur comptable, le Groupe estime sur la base des événements raisonnablement prévisibles à ce jour, que d'éventuels changements affectant les hypothèses clés n'entraîneraient pas la comptabilisation d'une perte de valeur. La variation raisonnable des hypothèses clés correspond, pour le Groupe, à une hausse de 100 points des taux d'actualisation ou une baisse de 25 points du taux de croissance à l'infini servant au calcul de la valeur terminale ou encore une baisse de 50 points du taux de marge d'EBITDA du flux annuel normatif servant au calcul de la valeur terminale.

S'agissant de Cordel, la valeur recouvrable de cette unité génératrice de trésorerie est établie selon le calcul de la valeur d'utilité, lequel est effectué à partir des budgets et plans du management à horizon 5 ans. Les projections de flux de trésorerie de la période du plan reposent sur les hypothèses suivantes :

- Croissance soutenue des activités (taux de croissance moyen de 6,4% sur les cinq ans du plan)
- Amélioration moins forte (par rapport au test réalisé en 2015) de la performance opérationnelle sur la durée du plan et dans l'année normative (la marge EBITDA en année normative étant désormais évaluée à 10,5% du CA contre 11,5% antérieurement). Ainsi, la filiale estime que son taux de marge d'EBITDA retrouvera fin 2020 son niveau de rentabilité historique constatée.

Le taux d'actualisation qui conduirait à un niveau de valeur recouvrable égal à la valeur nette des actifs testés est de 11,2%. La valeur recouvrable présente une sensibilité élevée aux paramètres opérationnels : ainsi, une dégradation

d'un point de la marge d'EBITDA en année normative conduirait à une dépréciation de 0,9 M€ et une dégradation d'un demi-point du taux de croissance à une dépréciation de 0,6 M€. Par ailleurs, un taux de WACC à 12% conduirait à une dépréciation de 1,4 M€.

#### NOTE 16 - Immobilisations incorporelles

Les acquisitions de l'exercice correspondent principalement à des frais de développement sur des projets R&D terminés et/ou en cours de développement à la clôture.

Les projets de R&D activés les années précédentes dont les avantages économiques futurs n'ont pas été confirmés ont été dépréciés de façon exceptionnelle ou sortis de l'actif immobilisé.

VALEUR BRUTE (en milliers d'euros)	Frais de développement	Relations clients	Marques	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations incorporelles en cours	Total
<b>Au 31 décembre 2015</b>	<b>860</b>	<b>2 023</b>	<b>2 056</b>	<b>726</b>	<b>161</b>	<b>5 826</b>
Acquisitions	-	-	-	13	305	<b>318</b>
Sorties	-	-	-	(93)	(95)	<b>(188)</b>
Entrées de périmètre	-	-	-	(0)	-	<b>(0)</b>
Autres variations	258	-	1	-	(258)	<b>1</b>
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>1 118</b>	<b>2 023</b>	<b>2 057</b>	<b>646</b>	<b>113</b>	<b>5 957</b>

AMORTISSEMENTS (en milliers d'euros)	Frais de développement	Relations clients	Marques	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations incorporelles en cours	Total
<b>Au 31 décembre 2015</b>	<b>(509)</b>	<b>(675)</b>	<b>(129)</b>	<b>(431)</b>	-	<b>(1 744)</b>
Dotations	(293)	(259)		(154)	-	<b>(706)</b>
Sorties	67			54	-	<b>121</b>
Autres variations			(1)		-	<b>(1)</b>
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>(735)</b>	<b>(934)</b>	<b>(130)</b>	<b>(531)</b>	-	<b>(2 330)</b>

VALEUR NETTE	Frais de développement	Relations clients	Marques	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations incorporelles en cours	Total
<b>Au 31 décembre 2015</b>	<b>351</b>	<b>1 348</b>	<b>1 927</b>	<b>295</b>	<b>161</b>	<b>4 082</b>
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>383</b>	<b>1 089</b>	<b>1 927</b>	<b>115</b>	<b>113</b>	<b>3 627</b>

## NOTE 17 - Immobilisations corporelles

VALEUR BRUTE  (en milliers d'euros)	Matériels et outillages – Installations techniques	Autres immobilisations corporelles (y compris immobilisations en cours)	Total
<b>Au 31 décembre 2015</b>	<b>851</b>	<b>557</b>	<b>1 408</b>
Acquisitions	69	135	204
Sorties	(120)	(63)	(183)
Variations de périmètre	-	(30)	(30)
Autres variations	33	(34)	(1)
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>833</b>	<b>565</b>	<b>1398</b>

AMORTISSEMENTS  (en milliers d'euros)	Matériels et outillages – Installations techniques	Autres immobilisations corporelles (y compris immobilisations en cours)	Total
<b>Au 31 décembre 2015</b>	<b>(489)</b>	<b>(278)</b>	<b>(767)</b>
Dotations	(93)	(74)	(167)
Sorties	79	75	154
Variations de Périmètre	-	21	21
Autres variations	1	-	1
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>(502)</b>	<b>(256)</b>	<b>(758)</b>

VALEUR NETTE	Matériels et outillages – Installations techniques	Autres immobilisations corporelles (y compris immobilisations en cours)	Total
<b>Au 31 décembre 2015</b>	<b>362</b>	<b>279</b>	<b>641</b>
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>331</b>	<b>309</b>	<b>640</b>

Les principales augmentations de l'exercice correspondent d'une part aux agencements du nouveau siège social de Lucibel à Rueil Malmaison et à des aménagements de lignes de production et de la plateforme de stockage sur le site de Barentin.

#### NOTE 18 – Entités mises en équivalence

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2015, la société SLMS détenue à 47% dont le contrôle est exercé conjointement, et depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2016 la société Lucibel Middle East détenue à 40%, sont mises en équivalence dans les comptes du Groupe Lucibel.

(en milliers d'euros)	SLMS	Lucibel Middle East
<b>Pourcentage de contrôle</b>	<b>47%</b>	<b>40%</b>
Valeur comptable de l'actif net détenu	23	-
Quote-part de résultat	(206)	-

L'information financière simplifiée des sociétés mises en équivalence est présentée ci-dessous :

(en milliers d'euros)	SLMS	Lucibel Middle East
Actifs courants	439	522
Actifs non courants	60	27
Capitaux propres	48	(751)
Passifs courants	423	1 300
Passifs non courants	-	-
Chiffre d'affaires	69	441 *
Résultat net des activités poursuivies	(437)	(294) *
Résultat net après impôts des activités abandonnées	-	- *
Autres éléments du résultat global	-	- *
Résultat global	(437)	(294) *

\* du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2016

#### NOTE 19 – Actifs financiers opérationnels

Dans le cadre d'un marché public prévoyant la fourniture et l'installation de solutions d'éclairage pour les bâtiments communaux d'une ville moyenne, rémunéré par des loyers sur une durée de 10 ans, le Groupe avait constaté une créance financière de 637 K€ au 31 décembre 2015. Cette créance financière avait été enregistrée par contrepartie du chiffre d'affaires pris à l'avancement sur la phase d'installation.

Au premier semestre 2016, Citéclaire a obtenu le financement de ce contrat qui s'est traduit par un flux positif dans les émissions d'emprunts pour 1003 K€.

Cette société qui portait cette créance financière a été déconsolidée au cours du second semestre 2016.

## NOTE 20 - Stocks

La valeur nette des stocks au 31 décembre 2016 s'établit à 4 415 K€ contre 5 472 K€ au 31 décembre 2015. Elle correspond principalement à la valeur nette des composants et produits solutions LED. La diminution de la valeur des stocks résulte d'une optimisation de la chaîne logistique, d'opérations de déstockage et de destruction de stocks obsolètes.

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Valeur brute matières premières et composants	1 375	965
Valeur brute marchandises et produits finis	3 780	5 476
Provisions cumulées	(741)	(969)
<b>Valeur nette</b>	<b>4 414</b>	<b>5 472</b>

Les provisions pour dépréciation constatées à la clôture de l'exercice 2016 prennent en considération l'obsolescence et les difficultés d'écoulement de certains produits finis.

Au cours de l'exercice, la variation des provisions sur stocks se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	Provisions sur stocks
<b>Au 31 décembre 2015</b>	<b>969</b>
Dotations	714
Reprises	(942)
Variations de périmètre	-
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>741</b>

## NOTE 21 - Clients et comptes rattachés

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Valeur brute	6 570	7 780
Provisions cumulées	(1 064)	(230)
<b>Valeur nette</b>	<b>5 506</b>	<b>7 550</b>
<i>Créances nettes à moins d'un an</i>	<i>5 506</i>	<i>7 550</i>

Le Groupe Lucibel dispose d'un contrat de cessions de créances commerciales sous forme d'affacturage avec GE FactoFrance concernant les sociétés Lucibel SA et Cordel .

Dans le cadre de ce contrat, les deux sociétés ont convenu de vendre, sur une base renouvelable, certaines de leurs créances clients. Conformément aux dispositions des contrats, les sociétés, en tant que cédantes, demeurent exposées aux risques de crédit et de délais de paiement. Ainsi, les risques et avantages ne pouvant être considérés comme intégralement transférés, les créances clients ne peuvent pas être déconsolidées.

Le poste "Clients" comprend ainsi un encours de créances cédées pour un montant de 3 585 K€ au 31 décembre 2016 (4 398 K€ au 31 décembre 2015). La part à moins d'un an des passifs financiers correspondant aux avances de trésorerie faites par les facteurs du groupe sur créances clients non encore recouvrées correspond à 2 662 K€ au 31 décembre 2016 (3 581 K€ au 31 décembre 2015).

Au 31 décembre 2016, les retenues de garantie appliquées par les factors du groupe représentent 804 K€ contre 442 K€ au 31 décembre 2015.

En conséquence, l'encours non financé par les organismes d'affacturage s'élève à 119 K€ au 31 décembre 2016 contre 375 K€ au 31 décembre 2015.

#### NOTE 22 - Autres actifs courants

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Etat – crédit d'impôt recherche	205	294
Créances fiscales et sociales	909	1 002
Charges constatées d'avance	67	184
Autres actifs à court terme	230	298
<b>Total des autres actifs courants</b>	<b>1 411</b>	<b>1 778</b>

Les sociétés Lucibel SA et Lucibel Barentin déclarent du crédit impôt recherche. La créance de crédit impôt recherche comptabilisée au 31 décembre 2015 a été encaissée sur 2016.

Le poste « *Autres actifs à court terme* » comprend principalement des acomptes versés aux fournisseurs sur des commandes en cours.

#### NOTE 23 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Disponibilités	4 810	3 925
Valeurs mobilières de placement et comptes à terme	1	1
<b>Total Trésorerie et Equivalents de trésorerie</b>	<b>4 811</b>	<b>3 926</b>

Au 31 décembre 2016, les disponibilités détenues en banque sont libellées en euros pour 4 264 K€ et en autres devises (essentiellement Dollars Américains, Hong Kong Dollars, Francs Suisses) pour l'équivalent de 547 K€.



## NOTE 24 - Capitaux propres et informations sur le capital

### Capital social

Au 31 décembre 2016, le capital social s'élève à 9 414 K€ et est intégralement libéré. Il est composé de 9 414 416 actions d'une seule catégorie et d'une valeur nominale de 1 euro par action.

Au 31 décembre 2016, 20,06% du capital social est détenu par le dirigeant fondateur de la Société et sa société holding. Les actions restantes sont principalement détenues par des investisseurs financiers (14,54%), par les autres actionnaires dont les salariés et les administrateurs du groupe.

Les modalités des principales opérations sur le capital sont les suivantes :

- **Augmentations de capital intervenues en janvier et décembre 2016 suite à l'exercice d'instruments dilutifs (BSAR) ayant conduit à la création de 531 721 nouvelles actions :**

Le Conseil d'administration du 15 décembre 2016 a constaté la réalisation définitive de l'augmentation de capital intervenue suite à l'exercice de 1 063 442 bons de souscription d'action remboursables, donnant lieu à la création de 531 721 actions nouvelles pour un montant total de K€ 531 de capital et K€ 532 K€ de prime d'émission.

- **Augmentations de capital intervenues en janvier et décembre 2016 suite à l'exercice d'instruments dilutifs (BSPCE) ayant conduit à la création de 98 000 nouvelles actions :**

Le Conseil d'administration du 28 janvier 2016 a constaté la réalisation définitive de l'augmentation de capital d'un montant nominal de 10 K€ résultant de l'exercice de BSPCE émis par le Conseil d'administration du 15 avril 2011.

Le Conseil d'administration du 15 décembre 2016 a constaté la réalisation définitive de l'augmentation de capital d'un montant nominal de 88 K€ résultant de l'exercice de BSPCE émis par le Conseil d'administration du 15 avril 2011.

### Gestion des capitaux propres

Dans le cadre de la gestion de ses capitaux propres, le Groupe veille à disposer des ressources financières nécessaires au financement de sa croissance organique et de ses opérations de croissance externe.

Depuis sa création, le Groupe a financé son développement par voie d'augmentations de capital successives, d'une émission d'obligations convertibles en actions (décembre 2013), de recours à l'endettement bancaire et, de manière moins significative, par l'obtention d'aides publiques ou encore par le remboursement de créances de crédit impôt recherche.

Dans un contexte marqué par la croissance de ses activités, le lancement de nouveaux projets et la variation de son besoin en fonds de roulement, le Groupe continuera à financer son développement par la levée de nouveaux fonds propres et par le recours à l'endettement, en veillant cependant à disposer de ratios d'endettement sur capital sains et à maximiser la création de valeur pour les actionnaires.

## NOTE 25 - Plans d'options et assimilés

### Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (« BSPCE »)

Différents programmes d'émission de BSPCE ont été mis en place par le Groupe depuis 2010. Ces programmes bénéficient au personnel salarié, aux dirigeants de Lucibel et depuis août 2015, aux salariés des sociétés ou filiales qui lui sont liées.

Les programmes présentent les caractéristiques suivantes :

- Chaque BSPCE donne le droit de souscrire à une action.
- Pour chaque émission, 50% des bons sont exerçables généralement 24 mois après leur attribution et le solde 36 mois après leur attribution.
- Les BSPCE devenus exerçables peuvent être exercés à tout moment au cours de leur période de validité de 5 ans, décomptée à partir de la date d'attribution.
- En cas de démission ou de licenciement, le bénéficiaire perd ses droits sur les BSPCE non encore acquis (sauf décision contraire prise dans un délai de 3 mois par le Conseil d'administration). Pour les attributions depuis 2016, une condition de présence au sein de l'entreprise est exigée pour l'exercice des BSPCE.
- Certaines attributions comportent désormais des conditions de performance.

Six programmes ont été mis en place par Lucibel SA (la Société) :

- 264 000 BSPCE ont été exercés à ce jour au prix de 1 euro sur les 300 000 BSPCE attribués dans le cadre du plan de 2010 ; les droits attachés aux BSPCE restants ont été annulés ou sont devenus caducs.
- 200 000 BSPCE attribués sur le plan de 2011 n'ont pas été exercés et sont devenus caducs.
- Les plans d'attributions de BSPCE de 2012 à 2014 sont toujours en cours. 1 014 000 BSPCE ont été attribués. 601 500 ont été annulés suite au départ des bénéficiaires. 412 500 restent exerçables à des prix compris entre 4,51€ et 9,50€.
- En juin 2015, les actionnaires de la Société ont autorisé la mise en place d'un nouveau programme d'émission de BSPCE permettant d'augmenter le capital social d'un montant nominal maximum de 400 K€. Ce programme s'est substitué à la précédente autorisation devenue caduque le 19 juin 2015. Au 31 décembre 2015, 159 000 BSPCE avaient été attribués dans le cadre de ce programme, dont 148 000 avec un prix d'exercice de 4€ et 11 000 avec un prix d'exercice de 4€ par action. En avril 2016, 226 000 BSPCE supplémentaires ont été attribués dans le cadre de ce programme, au prix d'exercice de 2,39€ par action.
- En juin 2016, les actionnaires de la Société ont autorisé la mise en place d'un nouveau programme d'émission de BSPCE permettant d'augmenter le capital social d'un montant nominal maximum de K€ 500. Ce programme s'est substitué à la précédente autorisation entièrement utilisée. Au 31 décembre 2016, 170 000 BSPCE avaient été attribués dans le cadre de ce programme, avec un prix d'exercice de 2,02 euros par action.

Les plafonds d'émission autorisés sont communs à l'émission de stock-options.

Une synthèse des opérations d'émission de BSPCE est présentée ci-dessous :

	Nombre d'actions correspondant aux bons attribués et en circulation	Prix moyen de souscription par action (€)
<b>Solde au 31 décembre 2014</b>	<b>829 500</b>	<b>5,52</b>
Attribués	349 500	4,15
Exercés	(141 000)	1
Annulés	(163 500)	7,06
<b>Solde au 31 décembre 2015</b>	<b>874 500</b>	<b>5,41</b>
Attribués	396 000	2,23
Exercés	(98 000)	1
Annulés	(155 500)	4,72
<b>Solde au 31 décembre 2016</b>	<b>1 017 000</b>	<b>4,71</b>

Au 31 décembre 2016, 313 750 actions peuvent être souscrites au titre des BSPCE exerçables à ce jour.

#### Options de souscription et/ ou d'achat d'actions

Les programmes d'options bénéficient aux salariés et mandataires sociaux éligibles de Lucibel SA et des sociétés ou filiales qui lui sont liées.

Tous les programmes d'options présentent les caractéristiques suivantes :

- Chaque option donne le droit de souscrire à une action.
- Pour chaque émission, 50% des options sont exerçables 24 mois après leur attribution et le solde 36 mois après leur attribution.
- Les options devenus exerçables peuvent être exercées à tout moment sur une période de 7 ans décomptées à partir de la date d'attribution.
- En cas de démission ou de licenciement, le bénéficiaire perd ses droits sur les options non encore acquises (sauf décision contraire prise dans un délai de 3 mois par le Conseil d'administration).

Les plans d'attributions d'options de souscription d'actions de 2011 à 2014 sont toujours en cours. 172 750 options ont été attribuées à des prix compris entre 5 et 9,50 euros. 79 500 ont été annulées suite au départ des bénéficiaires. 7 500 ont été exercées au prix de 5 euros.

En juin 2015, les actionnaires de la Société ont autorisé le Conseil d'administration à procéder à une nouvelle allocation d'options donnant droit à la souscription d'actions permettant d'augmenter le capital social d'un montant nominal maximum de 400 K€, au profit des salariés et mandataires sociaux de la Société et des sociétés ou filiales qui lui sont liées, et ce dans un délai de 38 mois arrivant à l'échéance en août 2018. Conformément au texte de la résolution, le prix et les conditions d'exercice des options sont fixées par le Conseil d'administration. 15 000 options ont été attribuées au cours de l'exercice 2015 dans le cadre de ce programme, donnant le droit de souscrire à une action de la Société au prix de 3,75 € par action.

Le plafond d'émission autorisés sont communs à l'émission de BSPCE.

Aucune option n'a été exercée sur l'exercice, 5 000 options ont été annulées suite au départ des bénéficiaires et 85 750 étaient exerçables au 31 décembre 2016 (32 500 au prix de 5 euros par action, 9 250 au prix de 6,50 euros par action et 44 000 au prix de 7,50 euros par action). Au risque de devenir caduques, les options attribuées dans le cadre de ces plans devront être exercées dans un délai de 7 ans à compter de leur attribution, au plus tôt pour 50% deux ans après la date d'attribution et pour le solde à partir de la 3ème année.

Une synthèse des opérations d'émission d'options de souscription d'actions est présentée ci-dessous :

	Nombre d'actions correspondant aux options attribuées et en circulation	Prix moyen de souscription par action (€)
<b>Solde au 31 décembre 2014</b>	<b>112 250</b>	<b>6,71</b>
Attribuées	15 000	3,75
Exercées	-	-
Annulées	(26 500)	7,57
<b>Solde au 31 décembre 2015</b>	<b>100 750</b>	<b>6,04</b>
Attribuées	-	0
Exercées	-	-
Annulées	(5 000)	3,75
<b>Solde au 31 décembre 2016</b>	<b>95 750</b>	<b>6,16</b>

#### Attributions gratuites d'actions (« AGA »)

En juin 2016, les actionnaires de la Société ont autorisé la mise en place d'un programme d'attribution d'actions gratuites ne pouvant porter sur un nombre d'actions existantes ou nouvelles supérieur à plus de 5% du capital social de la société à la date de la décision de leur attribution. Au 31 décembre 2016, 54 000 actions gratuites ont été attribuées dans le cadre de ce programme. La période d'acquisition de ces actions a été fixée à 1 an, soit du 7 juillet 2016 au 6 juillet 2017 et la période de conservation a été fixée à un an, soit du 7 juillet 2017 au 6 juillet 2018. Les dites actions seront effectivement et définitivement acquises par les bénéficiaires à l'expiration de la période d'acquisition sous réserve de leur présence dans l'entreprise à cette date.

Une synthèse des opérations d'attribution d'actions gratuites est présentée ci-dessous :

	Nombre d'actions gratuites en circulation
<b>Solde au 31 décembre 2015</b>	<b>-</b>
Attribués	54 000
Exercés	-
Annulés	-
<b>Solde au 31 décembre 2016</b>	<b>54 000</b>

#### Juste valeur des instruments octroyés

La juste valeur des instruments a été déterminée à l'aide du modèle d'évaluation Black & Scholes. Les modalités d'évaluation retenues pour estimer la juste valeur sont précisées ci-après :

- le Groupe détermine le taux sans risque à partir de la durée de vie moyenne des instruments ;
- la volatilité a été déterminée sur la base d'un échantillon de sociétés cotées du secteur, à la date de souscription des instruments et sur une période équivalente à la durée de vie de l'option ;
- en l'absence d'historique du comportement d'exercice, le Groupe détermine la durée de vie estimée des instruments sur la base d'un exercice à la moitié de la période d'exercice.

Les justes valeurs ont été déterminées aux dates d'attribution respectives des différents plans selon le modèle décrit ci-dessus et en s'appuyant sur des hypothèses valables à ces mêmes dates. Ces hypothèses sont résumées ci-dessous :

Hypothèses	2016	2015
Taux sans risque (range selon durée de vie)*	(0,44) - (0,61)	(0,03) - (0,20)%
Volatilité attendue de l'action	56%	70%
Durée de vie estimée		
BSPCE (années)	3,75	3,75
Options (années)	4,75	4,75
AGA(années)	1	
BSA (années)	-	1
Juste valeur des instruments en €		
BSPCE	0,62 - 0,95	1,66 - 2,26
Options	-	2,07

\*fourchette (plusieurs émissions réalisées en 2015 et en 2016)

### Charges constatées relativement aux paiements fondés sur des actions

Données en milliers d'euros	2016	2015
Plans de BSPCE	374	344
Plans de stock-options	17	36
Plans d'AGA	44	-
<b>Total charges constatées au titre des paiements fondés sur des actions</b>	<b>435</b>	<b>380</b>

dont comptabilisées en charges de personnel

435

380

### Bons de souscription d'actions remboursables (« BSAR »)

En vertu de la délégation de compétence qui lui a été conférée par l'Assemblée générale extraordinaire du 7 mars 2014, le Conseil d'Administration de la Société a, dans sa séance du 19 mai 2015, constaté l'augmentation de capital de la Société d'un montant nominal global de 1.089.324 euros, par émission d'un nombre total de 1.089.324 Actions à Bon de Souscription d'Action Remboursable (ci-après la ou les « ABSAR »), au prix de 4 euros l'une, prime d'émission incluse, représentant une souscription d'un montant total brut de 4.357.296 euros, à libérer intégralement en numéraire. Ladite augmentation de capital a été décidée par le Conseil d'Administration du 20 avril 2015 qui a précisé les caractéristiques essentielles des BSAR attachés aux actions nouvelles :

- **Cotation des BSAR** : les BSAR sont détachés des actions nouvelles dès l'émission des ABSAR et ont été cotés sur le marché Alternext d'Euronext Paris à compter du 22 mai 2015 pour une période initiale jusqu'au 30 juin 2016, sous le code ISIN FR0012696680.
- **Période d'exercice BSAR** : Les titulaires des BSAR pouvaient les exercer et ainsi obtenir des actions LUCIBEL à compter du 15 juillet 2015 et jusqu'au 30 juin 2016 inclus. Les BSAR qui n'auraient pas été exercés au plus tard le 30 juin 2016 à minuit auraient été caducs de plein droit en l'absence de la résolution ci-dessous.
- **Parité d'exercice des BSAR** : Deux (2) BSAR donnent le droit de souscrire une (1) action nouvelle de LUCIBEL d'une valeur nominale de 1 euro.
- **Prix initial d'exercice des BSAR** : 6,50 euros par action, soit une prime de 15,9 % par rapport au cours de référence de 5,61 euros, représentatif du cours de clôture de la séance du 17 avril 2015.
- **Modification postérieure à l'émission** : L'assemblée générale du 20 juin 2016 a décidé de modifier certaines caractéristiques des BSAR émis par le Conseil d'administration du 20 avril 2015 à savoir proroger la période

d'exercice jusqu'au 31 octobre 2016 et réduire le prix d'exercice à 2 euros, et ceci sous réserve de l'adoption de la 1ère résolution par l'assemblée des porteurs de BSAR (Code ISIN FR0012696680), de la Société convoquée le même jour. L'assemblée générale des porteurs de BSAR a confirmé cette décision lors de son assemblée du 20 juin 2016.

Une synthèse des opérations d'exercice des bons de souscription d'actions remboursables est présentée ci-dessous :

	Nombre d'actions correspondant aux bons attribués et en circulation	Prix moyen de souscription par action (€)	Point départ exercice	Date expiration
<b>Solde au 31 décembre 2014</b>	-	-		
Attribués	1 089 324	6,5	15/07/15	31/10//16
Exercés	(1 141)	6,5		
Annulés	-	-		
<b>Solde au 31 décembre 2015</b>	1 088 183	6,5		
Attribués	-	-		
Exercés	(1 063 442)	2,0		
Annulés	(24 741)	-		
<b>Solde au 31 décembre 2016</b>	-	-		

#### NOTE 26 - Provisions pour retraites

Ces provisions concernent essentiellement les régimes à prestations définies, non financés, en France. Au 31 décembre 2016, les engagements de retraite s'élèvent à 155 K€.

En France, le régime à prestations définies concerne le versement d'indemnités de départ en retraite. Le Groupe provisionne ses engagements envers les salariés en application des dispositions des conventions collectives des commerces de gros et de la métallurgie, relatives au départ et à la mise à la retraite, dispositions modifiées en 2004 à la suite de la loi du 21 août 2003 portant réforme des retraites. La provision relative aux indemnités de départ en retraite est évaluée de manière actuarielle suivant les modalités exposées à la note 2.

Les principales hypothèses actuarielles retenues au titre de ces régimes sont les suivantes :

- application d'un taux de revalorisation annuel des salaires de 1,5 % à 2% ;
- application d'un taux d'actualisation net d'inflation de 1,31% pour 2016 (2,03% pour 2015)
- l'hypothèse de rotation des effectifs a été mise à jour en fonction de l'historique des départs des cinq dernières années lorsque cet historique existe ou évalué à 5% dans le cas où l'historique n'existe pas ;
- départ à l'initiative du salarié ;
- âge de départ à la retraite : 67 ans.
- Charges sociales patronales : 45%
- Table de mortalité : INSEE 2013

#### NOTE 27 – Provisions

(en milliers d'euros)	31/12/2015	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart actuariels	Reclassements	31/12/2016
Provisions pour risque produit	758	331	-	(479)	-	(6)	604
Provisions pour restructuration	347	128	(170)	-	-	6	311
Provisions pour engagement de retraite	138	8	-	(10)	19	-	155
Autres provisions	-	191	-	-	-	-	191
<b>Total provisions</b>	<b>1 243</b>	<b>658</b>	<b>(170)</b>	<b>(489)</b>	<b>19</b>	<b>-</b>	<b>1 261</b>
<i>Dont part à plus d'un an</i>	<i>700</i>	<i>319</i>	<i>-</i>	<i>(394)</i>	<i>19</i>	<i>-</i>	<i>644</i>
<i>Dont part à moins d'un an</i>	<i>543</i>	<i>339</i>	<i>(170)</i>	<i>(95)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>617</i>

(en milliers d'euros)	31/12/2014	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart actuariels	Reclassements	31/12/2015
Provisions pour risque produit	637	351	(230)	-	-	-	758
Provisions pour restructuration	317	222	(192)	-	-	-	347
Provisions pour engagement de retraite	147	14	(14)	-	(9)	-	138
Autres provisions	100	-	(100)	-	-	-	-
<b>Total provisions</b>	<b>1 200</b>	<b>587</b>	<b>(536)</b>	<b>-</b>	<b>(9)</b>	<b>-</b>	<b>1 243</b>
<i>Dont part à plus d'un an</i>	<i>307</i>	<i>190</i>	<i>(129)</i>	<i>-</i>	<i>(9)</i>	<i>342</i>	<i>700</i>
<i>Dont part à moins d'un an</i>	<i>893</i>	<i>397</i>	<i>(407)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>(342)</i>	<i>542</i>

Des reclassements ont été effectués sur l'ouverture 2014 en fonction de l'analyse 2015.

La provision pour risque produit couvre les coûts éventuels associés à un mauvais fonctionnement des produits commercialisés par le Groupe durant la période de garantie (généralement comprise entre 1 et 3 ans). Cette provision est évaluée à partir d'une analyse historique des coûts du service après ventes et d'une estimation du coût des actions correctrices à mettre en œuvre (frais d'installation des produits remplacés inclus).

Les autres provisions pour risques sont évaluées au cas par cas.

### Passifs éventuels

Dans le cadre de la gestion de ses activités, le Groupe est impliqué dans ou a engagé diverses procédures contentieuses ou pré contentieuses qui n'ont pas donné lieu à la constitution de provisions pour risques. Le Groupe estime que la situation financière consolidée ne serait pas affectée de façon significative en cas d'issue défavorable de ces procédures.

## NOTE 28 - Emprunts et autres dettes financières

Emprunts et autres dettes financières	31-déc-16	Non courant	Courant	31-déc-15	Non courant	Courant
Autres emprunts	3 569	2 241	1 328	4 927	2 568	2 359
Avances conditionnées	2 385	1 862	523	2 570	2 327	243
Dettes financières relatives à l'affacturage (cf. note 21)	2 661	-	2 661	3 581	-	3 581
Concours bancaires	-	-	-	-	-	-
<b>autres emprunts et dettes financières</b>	<b>8 615</b>	<b>4 103</b>	<b>4 512</b>	<b>11 078</b>	<b>4 895</b>	<b>6 183</b>
<b>Total emprunts et autres dettes financières</b>	<b>8 615</b>	<b>4 103</b>	<b>4 512</b>	<b>11 078</b>	<b>4 895</b>	<b>6 183</b>

### Autres emprunts et avances conditionnées

				Arrivant à maturité au cours des exercices suivants					
Emprunts	Mise en place	Taux d'intérêt effectif	Au 31 décembre 2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 et après
OSEO - PPA	févr-12	5,80%	<b>105</b>	30	30	30	15	-	-
SOFIRED - Prêt participatif	juin-12	5,50%	<b>68</b>	68	-	-	-	-	-
CM-CIC / Emprunt MT	juil-13	4,26%	<b>187</b>	106	81	-	-	-	-
CIC / Emprunt refinancement PH (750K€ - 5 ans)	mars-15	2,80%	<b>490</b>	152	150	150	38		
Neuf Lize / Emprunt refinancement PH (750K€ - 5 ans)	mars-15	2,80%	<b>490</b>	152	150	150	38		
CREDIT MARITIME	févr-11	3,50%	<b>474</b>	237	237	-	-	-	-
BCME	févr-11	3,55%	<b>474</b>	237	237	-	-	-	-
OSEO - Contrat dev participatif	août-13	5,61%	<b>754</b>	204	200	200	150		-
OSEO - Prêt à l'innovation	août-13	5,89%	<b>527</b>	142	140	140	105	-	-
<b>Total Autres emprunts</b>			<b>3 569</b>	<b>1 328</b>	<b>1 225</b>	<b>670</b>	<b>346</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Avances OSEO	sept-11		<b>552</b>	180	256	116		-	-
Avance Région Haute Normandie	nov-14		<b>707</b>	160	160	160	160	67	
Avance FMR76	juil-14		<b>14</b>	14	-	-	-	-	-
Avance Région Haute Normandie			<b>861</b>	32	190	190	190	190	69
Assurance Prospection Export	2011		<b>183</b>	137	46	-	-	-	-
Assurance Prospection Export	2014		<b>68</b>	-	-	13	13	13	27
<b>Total avances conditionnées</b>			<b>2 385</b>	<b>523</b>	<b>652</b>	<b>479</b>	<b>363</b>	<b>270</b>	<b>96</b>
<b>Total Autres emprunts et avances conditionnées</b>			<b>5 954</b>	<b>1 851</b>	<b>1 877</b>	<b>1 149</b>	<b>709</b>	<b>270</b>	<b>96</b>

### Devise des emprunts et dettes financières

Le Groupe est endetté uniquement en euros et n'est pas exposé à des risques de change sur sa dette.



### **Ventilation taux fixes / taux variables**

Les dettes du Groupe sont à taux fixe, à l'exception du prêt OSEO – PPA (150 K€ de nominal) qui porte intérêt à Euribor 3 mois + 555 bps.

### **Covenants**

L'emprunt à moyen terme contracté en 2013 auprès de la banque CM-CIC (d'un nominal à l'origine de 500 K€), est sujet à des covenants financiers.

Les covenants et engagements spécifiques fixés contractuellement avec la banque CM-CIC sont les suivants :

- maintien des fonds propres déterminés sur la base des comptes annuels de Lucibel SA à au moins 4 M€ (les fonds propres ainsi déterminés s'élèvent à 11 394 K€ au 31 décembre 2016),
- maintien d'un ratio dettes financières nettes sur fonds propres de Lucibel SA (déterminés sur la base des comptes annuels) à moins de 0,5. Compte tenu de sa trésorerie disponible au 31 décembre 2016 Lucibel SA présente un ratio d'endettement net de (0,1).

L'emprunt à moyen terme contracté en 2015 auprès des banques CM-CIC et Neuflyze (1.500 K€ de nominal), est également sujet à des covenants financiers.

Les covenants et engagements spécifiques fixés contractuellement avec les banques CM-CIC et Neuflyze sur la base des comptes consolidés en norme IFRS sont les suivants :

- maintien des fonds propres de Lucibel à au moins 10 M€ (les fonds propres ainsi déterminés s'élèvent à 12 155 K€ au 31 décembre 2016),
- EBITDA >0 à compter du 31 décembre 2015 (l'EBITDA au 31 décembre 2016 présente un résultat positif de 2,1 M€)
- maintien d'un ratio dettes financières nettes (hors avances conditionnées) sur fonds propres de Lucibel à moins de 0,5. Compte tenu de sa trésorerie disponible au 31 décembre 2016 Lucibel présente un ratio d'endettement net de 0,3.

### **NOTE 29 - Autres passifs non courants**

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Autres dettes	-	42
<b>Total</b>	-	<b>42</b>

### **NOTE 30 - Fournisseurs et comptes rattachés**

Le poste fournisseurs et compte rattachés inclut le poste factures non parvenues et s'élève à 2 700 K€ au 31 décembre 2016 contre 4 658 K€ au 31 décembre 2015. La diminution de ce poste est liée à la réduction globale des charges et à la réduction des délais de paiement.

**NOTE 31 - Autres passifs courants**

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Dettes sur immobilisations	25	227
Dettes fiscales et sociales	2 424	2 575
Produits constatés d'avance	311	591
Clients – avoirs à établir, avances et acomptes	299	367
Autres dettes	534	(4)
<b>Total</b>	<b>3 593</b>	<b>3 756</b>

Les dettes sur immobilisations correspondent au solde des travaux d'agencements du siège social de Lucibel SA.

Le poste « Clients avoirs à établir, avances et acomptes » comprend pour 222 K€ les remises de fin d'année octroyées aux clients distributeurs du Groupe.

Les produits constatés d'avance reconnus à hauteur de 311 K€ au 31 décembre 2016 correspondent principalement à l'étalement du produit de crédit impôt recherche (CIR) pour 291K€.

## INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

### NOTE 32- Instruments financiers et gestion des risques financiers

Les instruments financiers au passif du bilan consolidé de Lucibel comprennent les emprunts bancaires, les autres passifs financiers, ainsi que les dettes d'exploitation et les autres passifs non courants. A l'actif du bilan, ils comprennent les actifs financiers évalués à la juste valeur et ceux évalués au coût amorti, les créances d'exploitation et autres créances, ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

#### Catégorie comptable et juste valeur des instruments financiers

	31-déc-16		31-déc-15	
	Valeur nette comptable	Juste valeur	Valeur nette comptable	Juste valeur
<b>ACTIFS</b>				
Prêts et dépôts comptabilisés au coût amorti	149	149	165	165
Créances d'exploitation et autres, comptabilisés au coût amorti (cf. note 1)	5 506	5 506	7 550	7 550
Autres actifs financiers à court terme, comptabilisés au coût amorti (cf. note 22)	230	230	935	935
Trésorerie et équivalents de trésorerie (cf. note 23)	4 811	4 811	3 926	3 926
<b>TOTAL ACTIFS FINANCIERS</b>	<b>10 696</b>	<b>10 696</b>	<b>12 576</b>	<b>12 576</b>
<b>PASSIFS</b>				
Emprunts comptabilisés au coût amorti (cf. note 28)	8 615	8 615	11 078	11 078
Autres passifs financiers non courants (cf. 29)	0	0	42	42
Autres passifs financiers courants (cf. 31)	311	311	591	591
Dettes fournisseurs et comptes rattachés, comptabilisés au coût amorti	2 700	2 700	4 658	4 658
<b>TOTAL PASSIFS FINANCIERS</b>	<b>11 626</b>	<b>11 626</b>	<b>16 369</b>	<b>16 369</b>

La valeur comptable des créances d'exploitation et autres, de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des dettes d'exploitation est quasiment égale à leur juste valeur compte tenu de la courte échéance de ces instruments.

#### Méthode de valorisation des instruments financiers à la juste valeur

Les tableaux ci-dessous présentent la méthode de valorisation des instruments financiers à la juste valeur, selon les 3 niveaux suivants :

- Niveau 1 : juste valeur calculée à partir de cours/prix cotés sur un marché actif pour des actifs et passifs identiques (équivalents de trésorerie) ;
- Niveau 2 : juste valeur calculée à partir de techniques de valorisation s'appuyant sur des données observables tels que des prix d'actifs ou de passifs similaires ou des paramètres cotés sur un marché actif (swaps et ventes à terme) ;
- Niveau 3 : juste valeur calculée à partir de techniques de valorisation reposant pour tout ou partie sur des données non observables telles que des prix sur un marché inactif ou la valorisation sur la base de multiples pour les titres non cotés.

	31-déc-16				31-déc-15			
	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
<b>ACTIFS</b>								
Trésorerie et équivalents de trésorerie	<b>4 811</b>	4 811	-	-	<b>3 926</b>	3 926	-	-

## Informations sur les risques financiers

De par leur nature, les instruments financiers détenus par le Groupe sont exposés aux risques financiers suivants :

- Risque de liquidité ;
- Risques de marché (change, taux, actions) ;
- Risques de crédit, risque de concentration client et fournisseur et risque pays.

Les analyses sur la sensibilité présentées ci-dessous reflètent la sensibilité comptable générée par les instruments financiers. Cette information n'est donc pas représentative de la sensibilité économique du Groupe.

### Risque de liquidité

Le Groupe considère que le risque de liquidité est caractérisé par l'existence d'un actif à plus long terme que le passif, et se traduit par l'incapacité à rembourser ses dettes à court terme en cas d'impossibilité de mobiliser son actif ou de recourir à des financements bancaires.

Depuis sa création, le Groupe a financé sa croissance organique et externe par voie d'augmentations de capital successives, d'une émission d'obligations convertibles en actions, de recours à l'endettement bancaire et, de manière moins significative, par l'obtention d'aides publiques à l'innovation ou encore par le remboursement de créances de crédit impôt recherche.

Au 31 décembre 2016, le Groupe disposait d'une trésorerie disponible de 4 811 K€ et d'emprunts et de dettes financières d'un montant global de 8 615 K€ dont 4 512 K€ à court terme (sur ce montant les dettes relatives à l'affacturage représentent 2 661 K€).

Par ailleurs, le Groupe bénéficie d'une capacité de mobilisation de ses créances clients à travers ses divers contrats d'affacturage.

Ainsi, au regard de sa trésorerie disponible et de ses autorisations de financement, et compte tenu des échéances programmées de remboursement de la dette financière actuelle au cours des prochains mois, des dépenses d'activité courante et des besoins de financement liés à la variation de son besoin en fonds de roulement, le Groupe a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité à l'horizon d'un an à compter du 31 décembre 2016 et considère être en mesure de faire face à ses échéances de remboursement sur cet horizon.

### Risques de marché

#### Risques de change

Compte tenu du caractère international de son activité, le Groupe se trouve exposé à un risque de change tant à l'égard de ses clients qu'à l'égard de ses fournisseurs.

Le Groupe a effectué en 2016 des opérations d'achats à terme de Dollars américains (USD) pour couvrir son exposition au risque de change sur les achats en USD réalisés pour les besoins de son activité.

Le Groupe négocie les conditions de couverture du risque de change au mieux de ses intérêts sans toutefois pouvoir garantir que les taux négociés constitueront les meilleurs taux de couverture du marché ni qu'il sera en mesure de négocier des taux raisonnables. Toute dégradation des conditions de négociation de ces taux ou évolution défavorable des taux pourrait avoir un impact défavorable sur les résultats et la situation financière du Groupe.

Les entités du Groupe sont exposées au risque de change sur leurs flux d'exploitation et sur leurs encours de financement libellés en devises autres que leur monnaie locale qui correspondent à leurs monnaie fonctionnelle. Le tableau ci-dessous présente le montant au 31 décembre 2016 des passifs et actifs financiers contractés dans une devise autre que la devise fonctionnelle des entités du Groupe concernées.

en équivalent K€	EURO	USD	CHF	Autres devises
Actifs financiers, yc créances commerciales	-	1 527	-	-
Passifs financiers, yc créances commerciales	-	132	-	-
Instruments dérivés	-	-	-	-
Exposition nette par devise	-	1 395	-	-

Le Groupe présente une exposition :

- à la variation de l'USD en raison de diverses dettes et créances opérationnelles libellées en USD dans les comptes de Lucibel SA.

Au 31 décembre 2016, l'exposition des capitaux propres au risque de change est due principalement au Dollar américain (USD). Une variation de 10% des taux de conversion des devises étrangères en euro aurait un impact de 132 K€ sur le compte de résultat.

#### Risque de taux

La dette financière du Groupe est essentiellement souscrite à taux fixe dont le taux moyen ressort à environ 4,25%. Le prêt participatif d'amorçage (PPA) souscrit auprès d'OSEO en février 2012 (150 K€ de nominal) est le seul emprunt à taux variable et porte intérêt à Euribor 3 mois + 555 bps. Les financements à court terme (concours bancaires) sont rémunérés sur la base de 10% en moyenne.

Au 31 décembre 2016, compte tenu d'un total de dettes à taux variable représentant moins de 2% de la dette financière brute et d'un coût net de l'endettement financier s'établissant à 268K€, le Groupe considère que la sensibilité en année pleine d'une variation des taux d'intérêt de +/- 1% est sans incidence matérielle sur le niveau du résultat consolidé.

#### Risque sur actions

Au 31 décembre 2016, Lucibel détenait 43 548 actions en autocontrôle pour une valeur de marché de 135 K€ sur la base d'un cours à 3,09 euros et une valeur comptable de 282 K€ imputée en fonds propres.

Le Groupe ne souscrit, dans le cadre de sa gestion courante de sa trésorerie, que des instruments monétaires qui ne sont pas soumis au risque action.

#### **Risques de crédit, de concentration client et fournisseur et risque pays**

Les instruments financiers sur lesquels le Groupe encourt un risque de crédit sont principalement les créances clients. Le Groupe commercialise ses produits et services auprès d'une clientèle concentrée essentiellement sur la France. Lucibel évalue périodiquement le risque crédit et la situation financière de ses clients, et provisionne les pertes potentielles sur créances non recouvrables. Le montant de ces pertes constatées au cours des deux derniers exercices est demeuré non significatif et est resté dans les limites anticipées par la Direction. Dans le cadre du développement de son activité en France, certaines sociétés françaises du Groupe ont mis en place des contrats d'affacturage leur garantissant la mobilisation d'une partie de leur poste client et une assurance-crédit en cas de défaillance. S'agissant des clients internationaux, les principales sociétés du Groupe ont également souscrit une assurance-crédit. Lorsque le client ne fait pas l'objet de garantie, le Groupe procède à une analyse interne du risque client et demande si nécessaire des garanties aux clients qui présentent un risque de crédit. L'encours clients financé par les sociétés d'affacturage est comptabilisé en dettes financières (voir note 21).

La clientèle du Groupe est à ce jour principalement constituée de distributeurs spécialisés en matériel électrique et/ou d'éclairage, d'installateurs et de clients finaux répartis entre Grands Comptes et comptes classiques.

Analyse des créances clients par échéances

Années	TOTAL	Créances Non échues, non dépréciées	Créances non dépréciées et échues			
			< 30 jours	30 - 60 jours	61 - 90 jours	>91 jours
2016	5 506	3 208	1 358	431	132	377
2015	7 550	3 732	2 029	1 363	157	269

Le tableau ci-après récapitule le pourcentage du chiffre d'affaires réalisé au cours des exercices clos les 31 décembre 2016 et 31 décembre 2015 auprès des trois, cinq et dix principaux clients du Groupe par rapport au chiffre d'affaires total de ces exercices, illustrant le risque de concentration client :

Données IFRS consolidées	2016	2015
Chiffre d'affaires réalisé auprès des trois principaux clients par rapport au chiffre d'affaires total	26,6%	11,8%
Chiffre d'affaires réalisé auprès des cinq principaux clients par rapport au chiffre d'affaires total	31,9%	16,3%
Chiffre d'affaires réalisé auprès des dix principaux clients par rapport au chiffre d'affaires total	38,1%	24,3%

En 2016, un seul client a contribué à plus de 10% du chiffre d'affaires consolidé (20,7%). En 2015, le client le plus important représentait 5,2% du chiffre d'affaires. Le risque de concentration reste important.

Enfin, la Société depuis 2015 a recours à son site d'assemblage français pour la production des produits à forte valeur ajoutée et à des sous-traitants industriels asiatiques et européens pour la fabrication de l'ensemble de ses produits sous marque Lucibel. Cela lui permet ainsi de disposer de capacités de production adaptées à l'évolution de son activité et de maintenir un haut niveau de qualité de ses produits. Le Groupe ne présente pas de risque de dépendance à l'égard d'un sous-traitant en particulier et estime qu'en cas de rupture de la relation contractuelle avec l'un d'entre eux, il serait en mesure de conclure rapidement un nouveau contrat de sous-traitance. De plus, du fait d'un niveau élevé de formalisation et de documentation des *processus* et des gammes de fabrication des produits, le Groupe pourra rapidement relancer la production.

Le Groupe a mis en place une politique de gestion de la trésorerie ayant pour objectif de limiter les placements à des instruments financiers à court terme et à faible risque. Les disponibilités du Groupe sont essentiellement exprimées en euros et concentrées dans trois grandes banques internationales.

### NOTE 33 - Engagements hors état de la situation financière

Dans le cadre de son activité, le Groupe est amené à prendre un certain nombre d'engagements. Certains engagements ont fait l'objet de provisions, tels que les engagements liés à la garantie produits.

Au 31 décembre 2016, la nature des engagements portés par le Groupe reste sensiblement identique à celle existant au 31 décembre 2015. Les principaux engagements hors bilan et passifs éventuels enregistrés sur la période écoulée sont listés ci-après.

La Direction estime, au mieux de sa connaissance actuelle, qu'il n'existe pas à ce jour d'engagements susceptibles d'avoir un impact significatif sur sa situation financière actuelle ou future, autres que ceux listés ci-dessous.

#### (i) Engagements de location

Le Groupe loue des bureaux et des entrepôts pour son activité. Au 31 décembre 2016, les échéances de loyers minima futurs, hors charges de maintenance, au titre des baux conclus s'établissent à 1 018 K€ contre 667 K€ en 2015.

Enfin, la Société loue des véhicules de fonction principalement affectés à ses effectifs commerciaux dans le cadre de contrats de location simple de durée généralement comprise entre 36 et 48 mois. Les redevances versées en 2016 par le Groupe dans le cadre de ces contrats se sont établies à 322 K€ contre 361 K€ en 2015.

(ii) *Sûretés réelles*

Le Groupe a nanti au profit du pool bancaire de Cordel Développement (Crédit Maritime et BCME) l'intégralité des actions Cordel détenues par Cordel Développement, jusqu'à complet remboursement de l'emprunt. Au 31 décembre 2016, la valeur nette de l'emprunt est de 948 K€ contre 1 401 K€ au 31 décembre 2015.

*Engagements pris dans le cadre de la mise en place d'emprunts bancaires*

La Société Lucibel SA s'est engagée, à l'occasion de la mise en place d'un emprunt bancaire au cours de l'été 2013, à respecter un ensemble de « covenants » portant sur le ratio dettes financières nettes sur fonds propres et le montant des fonds propres déterminés sur la base des comptes annuels de Lucibel SA (voir note 28). Au 31 décembre 2016, ces engagements sont respectés.

Par ailleurs, à la mise en place de l'emprunt, la Société a nanti au profit de l'établissement de crédit 20% du capital de Cordel Développement. Ce nantissement diminuera au cours de l'emprunt proportionnellement aux remboursements effectués.

La Société Lucibel SA s'est engagée, à l'occasion de la mise en place d'un emprunt bancaire au cours du printemps 2015, à respecter un ensemble de « covenants » sur les comptes consolidés portant sur le ratio dettes financières nettes sur fonds propres, l'EBITDA et le montant des fonds propres déterminés sur la base des comptes annuels consolidés (voir note 28). Au 31 décembre 2016, ces engagements sont respectés.

Par ailleurs, à la mise en place de l'emprunt, la Société a nanti au profit des établissements de crédit 50% du capital de Procédés Hallier. Ce nantissement diminuera au cours de l'emprunt proportionnellement aux remboursements effectués. La valeur nette de ces emprunts s'élève à 980K€ au 31 décembre 2016.

La direction estime, au mieux de sa connaissance actuelle, qu'il n'existe pas à ce jour d'engagements susceptibles d'avoir un impact significatif sur sa situation financière actuelle ou future, autres que ceux listés ci-dessus.

*Engagements reçus dans le cadre de la cession des titres Citéclaire*

Dans le cadre de la cession d'une partie des titres de la société Citéclaire en 2015 et 2016, la Société a reçu dans l'attente du paiement complet du prix de cession le nantissement de l'ensemble des titres cédés.

*Engagements reçus dans le cadre des abandons de créances consentis à la société Citéclaire*

La Société a consenti des abandons de créances à la société Citéclaire portant sur un montant global HT de 561 704HT. Une clause de retour à meilleure fortune a été conclue entre les parties et prévoit que Citéclaire remboursera progressivement la Société chaque semestre à hauteur de 50% du flux de trésorerie net positif sur le semestre courant. Le premier paiement devrait intervenir en Juillet 2017. La clause de meilleure fortune est plafonnée à 331 609€ HT.

## **NOTE 34 - Informations sur les parties liées**

### **Dirigeants**

Les principes de rémunérations et avantages assimilés alloués au Président du Conseil d'administration et aux Directeurs Généraux sont revus chaque année par le Conseil d'administration.

Il n'y a pas eu de jetons de présence versés aux membres du Conseil d'Administration en 2016.

Le montant total des rémunérations au titre des avantages à court terme en numéraire et avantages en nature versés aux membres du comité de direction et des organes d'administration par la Société s'est élevé à 260 K€ en 2016 contre 684 K€ en 2015.

La juste valeur des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise attribués aux membres du comité de direction et aux organes d'administration de la société en 2016 s'est élevée à 31 K€ ce qui a donné lieu à une charge de 20 K€ sur l'exercice.

Lucibel SA n'a pas mis en place de mécanisme de prime de départ ou d'arrivée pour les mandataires sociaux. Il n'existe pas non plus de régime complémentaire de retraite spécifique pour les mandataires sociaux. Il n'y a pas d'avantages postérieurs à l'emploi pour les dirigeants de la Société.

### Prestations Actionnaires

Lucibel SA bénéficie de prestations de conseil de la part de la société ETOILE FINANCE en matière de conduite et d'animation de la politique générale de la société et du groupe et de leurs orientations stratégiques, en matière de développement, d'opérations d'investissement et de désinvestissement, de stratégie financière, d'aide à la détermination des axes de développement commercial, d'innovation technologique et de politique de ressources humaines notamment. A ce titre, le Groupe a comptabilisé des charges de 150 K€ au cours de chacun des exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015.

### Autres parties liées

Les soldes des créances et dettes envers les parties liées ainsi que les produits et charges comptabilisés sur les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015 s'établissent comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Créances clients	519	-
Autres Créances	-	-
<b>Actif</b>	<b>519</b>	<b>-</b>
Dettes fournisseurs	67	30
Autres dettes	-	-
<b>Passif</b>	<b>67</b>	<b>30</b>
(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Autres achats et charges externes	181	150
Charges de personnel	-	-
<b>Charges</b>	<b>181</b>	<b>150</b>
Chiffre d'affaires	259	-
Produits financiers	(235)	-
<b>Produits</b>	<b>24</b>	<b>-</b>

### NOTE 35 - Événements post-clôture

Néant

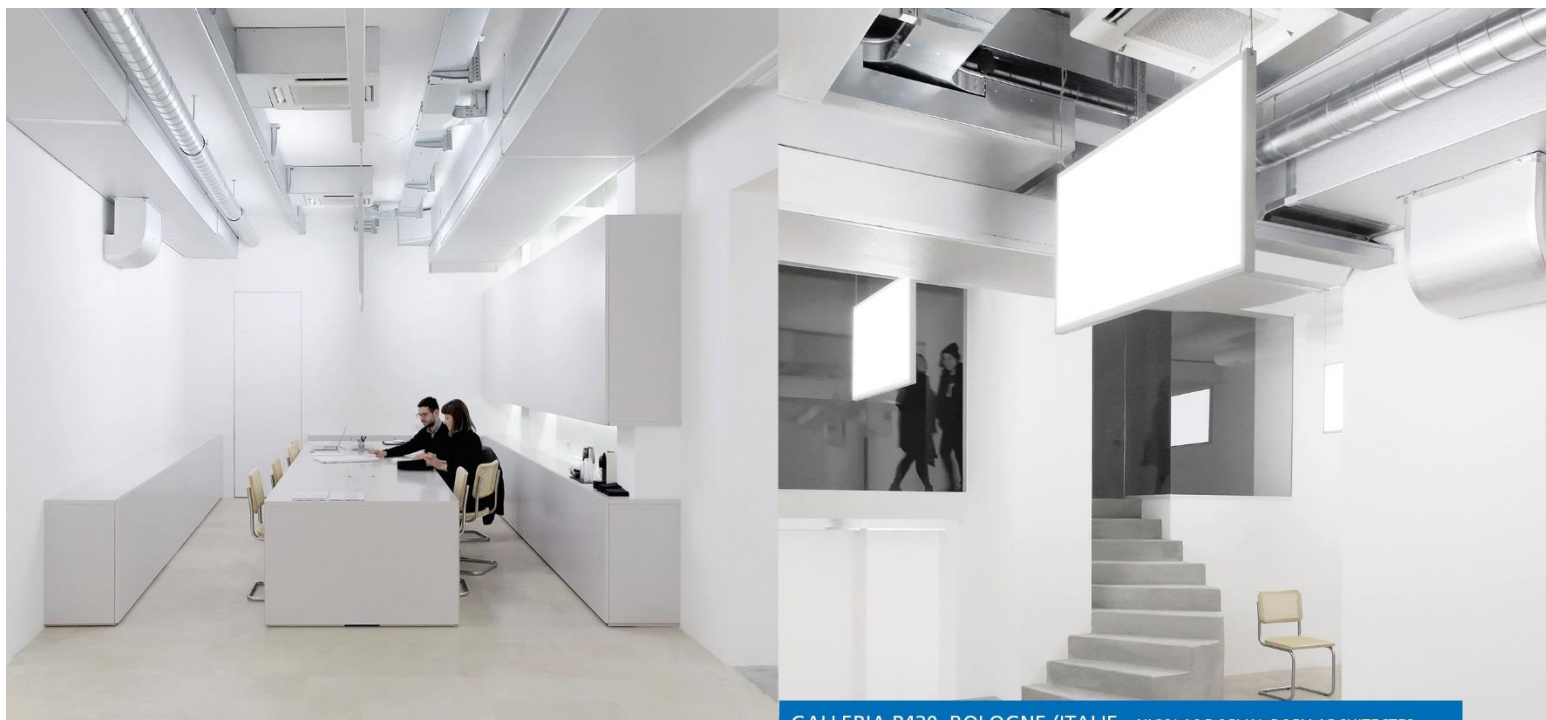
### NOTE 36 - Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des Commissaires aux comptes du Groupe pris en charge au cours de l'exercice 2016 s'élèvent au titre de leur mission à 290 K€ contre 242 K€ en 2015.



# **COMPTES ANNUELS 2016**

# COMPTES ANNUELS 2016



GALLERIA P420, BOLOGNE (ITALIE) - NICOLAS DORVAL BORY ARCHITECTES



## 1. BILAN

<i>Données en milliers d'euros</i>					
ACTIF	Notes	Brut 31.12.16	Amortissements et dépréciations	Net 31.12.16	Net 31.12.15
Immobilisations incorporelles	3	1 536	(1 019)	517	623
Immobilisations corporelles	4	318	(169)	149	111
Immobilisations financières	5	16 532	(2 335)	14 197	14 167
<b>Total de l'actif immobilisé</b>		<b>18 386</b>	<b>(3 523)</b>	<b>14 863</b>	<b>14 901</b>
Stocks et en-cours	6	1 771	(511)	1 260	2 258
Créances clients et comptes rattachés	7	3 358	(1 686)	1 672	3 622
Autres créances	8	2 934	(148)	2 786	2 374
Valeurs mobilières de placement & disponibilités	9	2 195		2 195	949
Charges constatées d'avance		35		35	75
<b>Total de l'actif circulant</b>		<b>10 293</b>	<b>(2 345)</b>	<b>7 948</b>	<b>9 278</b>
Ecarts de conversion actif		13		13	17
<b>Total de l'actif</b>		<b>28 692</b>	<b>(5 868)</b>	<b>22 824</b>	<b>24 196</b>

PASSIF	Notes	Net 31.12.16	Net 31.12.15
Capitaux propres :			
Capital social		9 414	8 785
Primes d'émission		37 695	37 163
Report à nouveau		(34 895)	(27 576)
Résultat de l'exercice		(905)	(7 319)
Provisions réglementées		85	58
<b>Total des capitaux propres</b>	10	<b>11 394</b>	<b>11 111</b>
Autres fonds propres	11	588	706
Provisions pour risques et charges	12	1 249	1 297
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	13	1 588	2 243
Emprunts et dettes financières diverses		4 064	3 483
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14	2 074	3 559
Dettes fiscales et sociales	15	940	921
Autres dettes	16	781	523
<b>Total des dettes</b>		<b>9 447</b>	<b>10 729</b>
Ecarts de conversion passif		146	353
<b>Total du passif</b>		<b>22 824</b>	<b>24 196</b>

## 2. COMPTE DE RESULTAT

<i>Données en milliers d'euros</i>	Notes	2016 (12 mois)	2015 (12 mois)
Chiffre d'affaires net	17	12 622	11 707
Production immobilisée		89	156
Subventions d'exploitation		-	2
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges		1 689	1 503
Autres produits		277	64
<b>Total produits d'exploitation</b>		<b>14 677</b>	<b>13 432</b>
Achats de marchandises et variations de stocks	18	(7 054)	(8 325)
Autres achats et charges externes	19	(2 906)	(4 714)
Impôts, taxes et versements assimilés		(109)	(69)
Charges de personnel	20	(2 110)	(4 490)
Dotations aux amortissements et aux provisions	21	(2 599)	(1 548)
Autres charges		(191)	(66)
<b>Total charges d'exploitation</b>		<b>(14 969)</b>	<b>(19 212)</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>(292)</b>	<b>(5 780)</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	22	<b>(118)</b>	<b>(805)</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>		<b>(410)</b>	<b>(6 585)</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	23	<b>(875)</b>	<b>(1 407)</b>
Impôts sur les bénéfices	24	380	673
<b>RESULTAT NET</b>		<b>(905)</b>	<b>(7 319)</b>

### 3. SITUATION NETTE

Données en milliers d'euros	Nombre d'actions	Capital social	Prime d'émission	Report à nouveau	Résultat de l'exercice	Provisions réglementées	Total
<b>Au 31 décembre 2014</b>	<b>7 553 701</b>	<b>7 554</b>	<b>34 033</b>	<b>(17 968)</b>	<b>(9 608)</b>	<b>31</b>	<b>14 042</b>
Augmentation de capital résultant de la souscription de 141 000 BSPCE au prix de 1€	141 000	141	-	-	-	-	141
Augmentation de capital résultant de la souscription de 1 089 324 actions à bons de souscription d'action remboursables (ABSAR) au prix de 4€	1 089 324	1 089	3 127	-	-	-	4 216
Augmentation de capital résultant de la souscription de 1140 BSAR au prix de 6,50€	570	1	3	-	-	-	4
Affectation de résultat	-	-	-	(9 608)	9 608	-	-
Dotation aux provisions réglementées	-	-	-	-	-	27	27
Résultat net de la période	-	-	-	-	(7 319)	-	(7 319)
<b>Au 31 décembre 2015</b>	<b>8 784 595</b>	<b>8 785</b>	<b>37 163</b>	<b>(27 576)</b>	<b>(7 319)</b>	<b>58</b>	<b>11 111</b>
Augmentation de capital résultant de la souscription de 98 000 BSPCE au prix de 1€	98 000	98	-	-	-	-	98
Augmentation de capital résultant de la souscription de 22 BSAR au prix de 6,50€	11	-	-	-	-	-	-
Augmentation de capital résultant de la souscription de 1 063 442 BSAR au prix de 2,00€	531 710	531	532	-	-	-	1 063
Affectation de résultat	-	-	-	(7 319)	7 319	-	-
Dotation aux provisions réglementées	-	-	-	-	-	27	27
Résultat net de la période	-	-	-	-	(905)	-	(905)
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>9 414 316</b>	<b>9 414</b>	<b>37 695</b>	<b>(34 895)</b>	<b>(905)</b>	<b>85</b>	<b>11 394</b>

## 4 NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS ANNUELS

(Montants exprimés en milliers d'euros, sauf mention expresse)

### GENERALITES

---

#### *Informations relatives à l'entreprise*

Lucibel S.A. (« la Société » ou « Lucibel ») est une société anonyme domiciliée en France et régie par les dispositions de la loi française. La Société a été constituée en août 2008.

La Société et ses filiales sont spécialisées dans le développement, la promotion et la commercialisation, tant en France qu'à l'étranger, de solutions technologiques innovantes d'éclairage LED destinées aux réseaux de distribution généralistes et spécialisés et aux entreprises. La Société se diversifie également dans d'autres domaines d'application de la LED comme la communication par la lumière où la Société est pionnière dans l'industrialisation et la commercialisation du LiFi (accès à Internet par la lumière) et le bien-être.

Basée à Rueil Malmaison, Lucibel compte 28 collaborateurs au 31 décembre 2016 et a généré un chiffre d'affaires de 12,6 millions d'euros sur l'exercice clos le 31 décembre 2016 (+8%).

#### *Règles générales d'établissement et de présentation des comptes*

Les comptes annuels de la Société sont présentés dans le respect des principes de prudence, d'indépendance des exercices et de continuité de l'exploitation, et ont été préparés en conformité avec les principes comptables généralement admis en France et les règles et méthodes relatives aux comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des biens inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

#### *Financement et continuité d'exploitation*

Au cours de l'exercice 2016, les besoins de financement de la Société ont été principalement couverts à travers plusieurs levées de fonds propres souscrites en numéraire pour un montant net global de K€ 1 161 et par une capacité d'autofinancement positive.

Au 31 décembre 2016, la Société dispose d'une trésorerie disponible de K€ 2 195 et de capitaux propres positifs à hauteur de K€ 11 394. A cette date, le montant des avances conditionnées remboursables perçues par la Société, classées en autres fonds propres, et l'endettement bancaire s'élèvent respectivement à K€ 588 et K€ 1 588 dont K€ 1 352 à plus d'un an.

Le Groupe demeure en contact avec de nombreux investisseurs et étudie de façon régulière diverses solutions de recours à de nouveaux financements afin de continuer à financer son développement.

Ces éléments ont été pris en considération pour apprécier le caractère approprié de la convention de continuité d'exploitation retenue pour l'établissement des comptes annuels.

## NOTE 1 Principes et méthodes comptables

### 1.1. Opérations en devises

Les soldes monétaires libellés en devises sont convertis en fin de période au taux de clôture. Les écarts par rapport aux valeurs d'origine sont enregistrés dans les comptes d'écarts de conversion actifs et passifs. Les écarts de conversion actifs sur soldes monétaires en devises, sont intégralement provisionnés à la clôture.

### 1.2. Chiffre d'affaires et garanties

Le chiffre d'affaires est essentiellement composé des revenus résultant des ventes de solutions et systèmes d'éclairage LED comprenant notamment des sources, luminaires et divers accessoires.

La Société reconnaît le chiffre d'affaires sur les ventes de solutions à la livraison des produits.

Lucibel offre par ailleurs à ses clients une garantie sur produits défectueux d'une durée pouvant aller jusqu'à 36 mois au titre de laquelle la Société comptabilise dans ses comptes une provision pour garantie clients.

### 1.3. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Ces immobilisations correspondent principalement à des brevets, licences et logiciels acquis et aux frais de développement engagés par la Société en vue de la production de solutions et produits nouveaux ou substantiellement améliorés.

Les dépenses de développement sont inscrites à l'actif du bilan dès lors que la Société peut notamment démontrer la faisabilité technique et commerciale du projet de développement, sa rentabilité ainsi que la disponibilité de ressources suffisantes pour achever le développement. Les autres dépenses de recherche et développement, qui sont principalement engagées en vue de la maintenance évolutive et de l'optimisation courante des solutions, sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les dépenses de recherche et développement donnent droit, sous certaines conditions, à un crédit d'impôt reconnu dans l'exercice au cours duquel les dépenses ont été comptabilisées. La Société a déclaré un crédit d'impôt recherche de K€ 139 en 2016. Compte tenu du fait que Lucibel SA est en déficit fiscal et de son statut de PME au sens communautaire la Société demande le remboursement de l'ensemble des crédits impôt recherche auxquels elle est éligible.

Les immobilisations incorporelles sont amorties en linéaire sur les durées suivantes :

Brevets, frais de recherche et développement .....	1 à 3 ans
Licences et logiciels .....	1 à 3 ans

### 1. 4. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Leur amortissement est calculé selon le mode linéaire sur la durée probable d'utilisation du bien, comme suit :

Installations générales et agencements .....	3 à 10 ans
Matériel informatique.....	3 ans
Mobilier de bureau .....	10 ans

### 1.5. Immobilisations financières

Les immobilisations financières correspondent principalement à des titres de participation et aux créances rattachées à ces participations.

Les titres de participation sont inscrits à leur coût d'acquisition complété le cas échéant d'une évaluation des compléments de prix susceptibles d'être versés en application des protocoles d'accord signés. Une dépréciation des titres est comptabilisée si cette valeur est durablement inférieure à la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est appréciée en fonction des perspectives de développement à moyen terme des participations ainsi que du retour sur investissement. Les frais d'acquisition des titres de participation sont inscrits à l'actif et font l'objet d'un amortissement dérogatoire sur une durée de 5 ans.

Les créances rattachées aux participations sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est constituée au cas par cas lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable, sur la base d'une évaluation du risque de non-recouvrement de ces créances.

#### *1.6. Stocks*

Les stocks sont essentiellement constitués de produits finis. Les stocks sont évalués au coût d'achat (coût de transport inclus), calculé selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré. Une dépréciation des stocks est constituée de façon individuelle par produit en fonction de leur valeur de marché, leur obsolescence éventuelle et de leurs perspectives d'écoulement.

#### *1.7. Créances clients*

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est constituée au cas par cas lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable, sur la base d'une évaluation du risque de non-recouvrement des créances clients. Cette évaluation du risque de non-recouvrement s'applique également aux créances clients cédées par la Société dans le cadre de son contrat d'affacturage et pour lesquelles des difficultés de recouvrement sont identifiées.

#### *1.8. Charges et produits constatés d'avance*

Les charges et produits constatés d'avance résultent de facturations de produits et services qui n'ont pas été consommés (charges) ou rendus (produits) au cours de l'exercice.

#### *1.9. Provisions pour risques et charges*

Des provisions sont comptabilisées pour les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise, lorsqu'il existe une obligation vis-à-vis de tiers (d'ordre juridique ou découlant de pratiques du groupe ou d'engagements publics) et qu'il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente.

#### *1.10. Engagements de retraite*

Conformément aux dispositions de la loi française, la Société s'affranchit de ses obligations de financement des retraites du personnel en France par le versement de cotisations calculées sur la base des salaires aux organismes qui gèrent les programmes de retraite. A ce titre, le montant des cotisations retraite versées par la Société au titre de l'exercice 2016 s'est établi à K€ 129. Il n'y a pas d'autre engagement lié à ces contributions.

Les engagements de la Société en matière d'indemnités de départ à la retraite ne sont pas provisionnés dans les comptes. Ces engagements ont été évalués à K€ 13 au 31 décembre 2016.

#### *1.11. Valeur de marché des actifs et passifs d'exploitation et de la dette*

Aux 31 décembre 2016 et 2015, les valeurs d'inventaire des actifs et passifs tels que les disponibilités, les créances clients et fournisseurs, les autres créances et autres dettes d'exploitation étaient proches de leur valeur de marché, en raison de leurs échéances à court terme et compte tenu des dépréciations constatées, le cas échéant.

#### *1.12. Risque de change*



Compte tenu du caractère international de son activité, la Société se trouve exposée à un risque de change tant à l'égard de ses clients qu'à l'égard de ses fournisseurs.

#### *1.13. Risque de crédit et risque de concentration*

Les instruments financiers sur lesquels la Société encourt un risque de crédit sont principalement les créances clients. La Société commercialise ses produits et services auprès d'une clientèle concentrée essentiellement sur la France mais aussi dans une moindre mesure en Europe, Afrique et Moyen Orient. La Société évalue périodiquement le risque crédit et la situation financière de ses clients, et provisionne les pertes potentielles sur créances non recouvrables. Le montant de ces pertes constatées au cours des deux derniers exercices est demeuré maîtrisé et est resté dans les limites anticipées par la direction. Dans le cadre du développement de son activité en France, la Société a mis en place depuis le mois de février 2011 un contrat d'affacturage lui garantissant la mobilisation d'une partie de son poste clients. La société, suite à un appel d'offres, a dénoncé ce contrat en juin 2015 et signé un nouveau contrat auprès de GE qui a pris effet en octobre 2015. Elle bénéficie également d'une assurance-crédit en cas de défaillance. Ces nouveaux contrats s'appliquent aux clients internationaux dans la limite de leur limite de crédit. Au-delà, la Société procède à une analyse interne du risque client et demande si nécessaire des garanties auprès des clients présentant un risque de crédit et / ou sécurise le paiement avec la mise en place de crédits documentaires.

#### *1.14. Orientation industrielle*

La Société a organisé depuis le deuxième semestre 2015 la fabrication de l'ensemble de ses produits à forte valeur ajoutée, ou nécessitant une customisation pour s'adapter à la demande des clients, sur son site de production en Normandie (Lucibel Barentin), ce qui permet de garantir un haut niveau de qualité, de réduire les délais de production et de diminuer les coûts de transport.

La fabrication des autres produits est confiée à des sous-traitants européens ou asiatiques, permettant ainsi de disposer de capacités de production adaptées à l'évolution de l'activité. La plateforme de Barentin gère depuis le premier semestre 2016, la logistique et effectue également des travaux de recherche et développement.

#### *1.15. Plans d'options de souscription d'actions et de bons de souscription d'action*

Les actions émises dans le cadre de l'exercice de BSPCE ou de bons de souscription d'actions sont inscrites en augmentation des capitaux propres à la date d'exercice et au prix d'exercice des options ou des bons.

Conformément aux principes comptables français, la charge correspondant à l'avantage accordé aux bénéficiaires de ces plans, à savoir la différence entre le prix d'exercice et la valeur de l'action à la date d'attribution n'est pas comptabilisée.

#### *1.16. Recours à des estimations du management dans l'application des normes comptables*

La préparation des états financiers requiert de la part de la direction certaines estimations et hypothèses, telles que des provisions qui affectent les montants figurant dans les états financiers. Les coûts réels supportés par la Société peuvent s'avérer différents de ces estimations.

#### *1.17. Conversion des créances et dettes en devises*

Les dettes et créances en monnaie étrangère sont converties et comptabilisées en euro sur la base du dernier cours de change. Lorsque l'application du taux de conversion à la date de l'arrêté des comptes a pour effet de modifier les montants en euros précédemment comptabilisés, les différences de conversions sont inscrites dans des comptes transitoires.

## NOTE 2 Faits marquants de la période

En dehors des éléments développés ci-dessus, et notamment dans la note sur l'environnement économique et la note sur les risques (note 1.13), les faits marquants de l'exercice sont :

- **Chiffre d'affaires 2016 de M€ 12,6 en croissance de 8%**

Lucibel a réalisé sur l'année 2016 un chiffre d'affaires de M€ 12,6 en progression de 8% par rapport à 2015. L'activité s'est recentrée sur la France et a bénéficié d'une nouvelle activité spécifique liée au dispositif des Certificats d'Economies d'Energie (CEE) qui explique en partie la performance réalisée sur cette zone.

Le désengagement du groupe dans certaines de ses filiales étrangères intervenu au cours de l'année 2016 a impacté l'évolution du chiffre d'affaires réalisé jusqu'à présent par Lucibel vis-à-vis d'elles à l'international. Ces ventes se sont élevées à K€ 1 266, en recul de 64%. Désormais, près de 90% du chiffre d'affaires enregistré en 2016 a été réalisé en France contre 62% en 2015. Les ventes réalisées à l'export sur l'exercice écoulé s'établissent ainsi à K€ 1 688.

- **Fin du plan d'efficacité opérationnelle engagé au 2<sup>nd</sup> semestre 2014**

Lucibel a poursuivi et terminé son plan d'efficacité opérationnelle engagé en 2014. Ses effectifs ont été adaptés à la taille de la société et sont désormais de 28 personnes au 31 décembre 2016. De ce fait les charges de personnel ont diminuée de K€ 2 380 soit 53% par rapport à 2015.

Les autres charges externes qui s'élèvent à K€ 2 906 ont également été réduites de K€ 1 808 en 2016 soit une économie de 38%.

- **Levée de nouveaux financements en fonds propres M€ 1,1**

Au 31 octobre 2016, l'exercice de près de 98% des BSAR en circulation par leurs porteurs a permis de générer une augmentation des fonds propres de K€ 1 063. Le taux de souscription élevé confirme l'intérêt fort des investisseurs pour cette opération.

- **Mise sur le marché du premier luminaire LiFi industrialisé au monde, permettant d'accéder à Internet par la lumière**

Issu de son partenariat de co-développement avec l'entreprise écossaise PureLiFi, Lucibel a mis sur le marché la première solution LiFi industrialisée du monde. Dans un premier temps, cette solution « LiFi by Lucibel » s'adresse essentiellement à des clients professionnels pour leur offrir de la mobilité d'accès à Internet là où le wifi n'est pas, peu ou mal déployé. Ces luminaires fabriqués en France permettent au groupe de se positionner comme le trait d'union entre le monde de l'éclairage et celui des technologies numériques (IT) et d'ouvrir d'autres opportunités à la Société.

- **Filiales**

La société a dans un souci de rationalisation et de rentabilité mis en sommeil ou fermé des filiales non rentables (Lucibel Asia, Lucibel Suisse, Lucibel España, Lucibel Healthcare) au cours de l'exercice 2016.

Parallèlement, elle a cédé une partie de ses participations sur des activités non stratégiques ou présentant des risques économiques. Ainsi, la cession de 60% des titres de la filiale Citéclaire, spécialisée dans la distribution de luminaires à destination des collectivités publiques, et la cession de 50% des titres de la filiale de distribution Lucibel Middle East sont intervenues sur le second semestre 2016.

**NOTE 3 Immobilisations incorporelles**

Les acquisitions de la période s'élèvent à K€ 318. Elles correspondent aux dépenses de brevets (K€ 7) et aux frais de développement engagés par la Société pour la conception de nouveaux produits LED et procédés associés (K€ 304), ainsi qu'à des licences et logiciels (K€ 7) exploités par les structures de recherche et développement et de back office (opérations et corporate).

<i>(en milliers d'euros)</i>	Frais d'établissement	Brevets, Frais de recherche et développement	Licences et logiciels	Total
<b>VALEUR BRUTE</b>				
<b>Au 31 décembre 2015</b>	-	<b>1 186</b>	<b>211</b>	<b>1 397</b>
Acquisitions	-	306	7	313
Sorties	-	(140)	(39)	(179)
TUP	-	5	-	5
<b>Au 31 décembre 2016</b>	-	<b>1 357</b>	<b>179</b>	<b>1 536</b>
<b>AMORTISSEMENTS</b>				
<b>Au 31 décembre 2015</b>	-	<b>(627)</b>	<b>(147)</b>	<b>(774)</b>
Dotations	-	(324)	(32)	(356)
Reprises	-	110	5	115
TUP	-	(5)	-	(5)
<b>Au 31 décembre 2016</b>	-	<b>(846)</b>	<b>(173)</b>	<b>(1 019)</b>
<b>VALEUR NETTE</b>				
<b>Au 31 décembre 2015</b>	-	<b>559</b>	<b>64</b>	<b>623</b>
<b>Au 31 décembre 2016</b>	-	<b>511</b>	<b>6</b>	<b>517</b>

#### NOTE 4 Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	Outillage industriel	Installations générales et agencements	Matériel informatique	Mobilier de bureau	Total
<b>VALEUR BRUTE</b>					
<b>Au 31 décembre 2015</b>	<b>147</b>	<b>12</b>	<b>86</b>	<b>35</b>	<b>280</b>
Acquisitions	11	104	2	-	117
Sorties	(52)	(12)	(32)	-	(96)
TUP	17	-	-	-	17
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>123</b>	<b>104</b>	<b>56</b>	<b>35</b>	<b>318</b>
<b>AMORTISSEMENTS</b>					
<b>Au 31 décembre 2015</b>	<b>(93)</b>	<b>(11)</b>	<b>(56)</b>	<b>(9)</b>	<b>(169)</b>
Dotations	(45)	(3)	(19)	(6)	(73)
Reprises	47	12	30	-	89
TUP	(17)	-	-	-	(17)
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>(108)</b>	<b>(2)</b>	<b>(45)</b>	<b>(15)</b>	<b>(169)</b>
<b>VALEUR NETTE</b>					
<b>Au 31 décembre 2015</b>	<b>54</b>	<b>1</b>	<b>30</b>	<b>26</b>	<b>111</b>
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>15</b>	<b>102</b>	<b>12</b>	<b>20</b>	<b>149</b>

#### NOTE 5 Immobilisations financières

(en milliers d'euros)	Titres de participation	Créances rattachées à des participations	Autres immobilisations financières	Total
<b>VALEUR BRUTE</b>				
<b>Au 31 décembre 2015</b>	<b>13 588</b>	<b>3 669</b>	<b>380</b>	<b>17 637</b>
Acquisitions	-	779	506	1 285
Sorties	(105)	(1 760)	(515)	(2 380)
TUP	(10)			(10)
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>13 473</b>	<b>2 688</b>	<b>371</b>	<b>16 532</b>
<b>DEPRECIATIONS</b>				
<b>Au 31 décembre 2015</b>	<b>(1 964)</b>	<b>(1 383)</b>	<b>(123)</b>	<b>(3 470)</b>
Dotations	(243)	(2)	(132)	(377)
Reprises	94	1 285	123	1 502
TUP	10			10
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>(2 103)</b>	<b>(100)</b>	<b>(132)</b>	<b>(2 335)</b>
<b>VALEUR NETTE</b>				
<b>Au 31 décembre 2015</b>	<b>11 624</b>	<b>2 286</b>	<b>257</b>	<b>14 167</b>
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>11 370</b>	<b>2 588</b>	<b>239</b>	<b>14 197</b>

Au 31 décembre 2016, la valeur nette des titres de participation s'établit à K€ 11 370 contre K€ 11 624 au 31 décembre 2015.

Les principaux mouvements intervenus sur ce poste au cours de l'exercice écoulé sont les suivants :

- TUP de la société Lucibel Healthcare (K€ 10)
- Liquidation de la filiale de distribution Lucibel Espana (K€ 3)
- Cession de 50% du capital de la filiale Lucibel Middle East (K€ 11)
- Cession de 60% du capital de la filiale Citéclaire (K€ 73)
- Cession de 20% du capital de la société Lucibel Africa (K€ 18)
- Enfin, constatation au 31 décembre 2016 de provisions pour dépréciation des titres de filiales déficitaires en 2016, dont le montant total à la clôture de l'exercice s'élève à K€ 243.

Au 31 décembre 2016, la valeur nette des créances rattachées à des participations s'établit à K€ 2 588 contre K€ 2 286 au 31 décembre 2015. Elle correspond principalement à la valeur des créances liées aux participations détenues dans les filiales Cordel Développement (K€ 2 392), et Cordel (K€ 153). Les principaux mouvements intervenus sur ce poste au cours de l'exercice écoulé sont les suivants :

- Cordel : avances nettes en compte courant (K€ 122) versées par la Société destinées à refinancer la filiale.
- Cordel Développement : avances nettes en compte courant (K€ 356) versées par la Société destinées à refinancer la filiale.
- Citéclaire : abandon de créances (K€ 103) et remboursement (K€ 230) dans le cadre des opérations de cession du capital soldant les avances.
- Lucibel España : abandon des créances dans le cadre de la liquidation de la filiale pour un montant de K€ 169.
- Diligent Factory : abandon des créances relatives à la fermeture de l'ancien site de production Lucibel en Chine pour un montant de K€ 858.
- Lucibel Asia : remboursement de la créance à hauteur de K€ 76
- Enfin constatation de la reprise de provision pour dépréciation des créances détenues sur les filiales Citéclaire, Lucibel España, Diligent Factory et Lucibel Asia pour un montant de K€ 1 285.

Dans le cadre de l'arrêté des comptes annuels de ses filiales, la Société peut être amenée à émettre des lettres de confort l'engageant à garantir la continuité d'exploitation de ces structures dans le cas d'une insuffisance de fonds propres à la clôture résultant notamment des pertes enregistrées sur l'exercice.

Au 31 décembre 2016, le poste « *Autres immobilisations financières* » comprend des dépôts et cautionnements dont la valeur s'établit à K€ 60, des prêts dans le cadre de l'obligation des employeurs à l'effort de construction à hauteur de 12K€, des actions propres pour K€ 282 et des créances immobilisées K€ 17 suite à la mise en place du contrat de liquidité en juillet 2014. Les actions propres ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation à hauteur de K€ 132 calculée sur la base du cours de bourse du 30 décembre 2016.

## NOTE 6 Stocks et en-cours

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Valeur brute .....	1 771	2 975
Dépréciations cumulées.....	(511)	(717)
<b>Valeur nette .....</b>	<b>1 260</b>	<b>2 258</b>

La valeur nette des stocks au 31 décembre 2016 s'établit à K€ 1 260 contre K€ 2 258 au 31 décembre 2015. Elle correspond principalement à la valeur nette des produits et solutions LED destinés à la commercialisation sur les marchés français, européens et sur la zone Moyen-Orient, Afrique.

La diminution des stocks en valeur résulte de la réorganisation de la logistique, d'une gestion plus rigoureuse des approvisionnements et des destructions opérées sur les articles obsolètes. La relocalisation d'une partie importante de la production en France permet également de diminuer les stocks, notamment en réduisant les durées d'acheminement.

## NOTE 7 Clients et comptes rattachés

Les créances clients et comptes rattachés ont une échéance à moins d'un an et s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Valeur brute .....	3 358	4 315
Dépréciations cumulées.....	(1 686)	(693)
<b>Valeur nette .....</b>	<b>1 672</b>	<b>3 622</b>

La réduction du poste « *Créances clients et comptes rattachés* » en valeur brute est essentiellement liée à une réduction du délai de paiement clients et à la réduction des créances clients intragroupe (K€ 846). Ces dernières s'élèvent au 31 décembre 2016 à K€ 3 051 avec des délais de règlement dépassant les délais généralement accordés. Il convient cependant de rappeler que la Société s'appuie sur un contrat d'affacturage de type « confidentiel ». Au 31 décembre 2016, le montant des créances cédées au factor et non recouvrées s'élève à K€ 1 241 contre K€ 1 699 à fin décembre 2015.

Au 31 décembre 2016, la valeur brute des créances libellées en devises étrangères était non significative.

## NOTE 8 Autres créances

Les autres créances s'analysent comme suit:

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Personnel et organismes sociaux.	2	14
Etat –Crédit de TVA.	-	-
Etat – TVA déductible.	163	250
Etat - Impôt société - Crédit d'impôts	576	461
Fournisseurs débiteurs groupe	-	424
Créances et retenue de garantie – Contrat d'affacturage	461	255
Avances et acomptes sur commandes fournisseurs	48	45
Débiteurs divers.	131	40
Comptes courants groupe	1 553	1 263
Dépréciations cumulées.	(148)	(378)
<b>Total autres créances</b>	<b>2 786</b>	<b>2 374</b>

La créance sur l'Etat - Impôt sur les sociétés enregistrée à hauteur de K€ 576 au 31 décembre 2016 correspond pour le groupe d'intégration fiscale aux crédits d'impôt recherche 2016 pour K€ 205 et au CICE 2015 et 2016 pour K€ 371.

Le poste « *Créances et retenue de garantie – Contrat d'affacturage* » représente le montant des réserves constituées chez le factor suite à la cession des créances clients par la Société dans le cadre du contrat d'affacturage (K€ 314), ainsi que le montant de la retenue de garantie constituée par le factor à l'occasion de ces mêmes cessions (K€ 147).

## **NOTE 9 Disponibilités et valeurs mobilières de placement**

Les disponibilités détenues en banque sont principalement libellées en euros et en dollars américains. Au 31 décembre 2016, les disponibilités libellées en devises étrangères représentent 15% du total.

Aux 31 décembre 2016 et 2015, la société ne dispose pas de comptes à terme.

## **NOTE 10 Capitaux propres**

### *10.1. Capital social*

Au 31 décembre 2016, le capital social s'élève à K€ 9 414 et est intégralement libéré. Il est composé de 9 414 316 actions d'une seule catégorie et d'une valeur nominale de 1 euro par action.

Au 31 décembre 2016, 20,06% du capital social est détenu par le dirigeant fondateur de la Société et sa société holding. Les actions restantes sont principalement détenues par des investisseurs financiers (14,54%), par les autres actionnaires dont les salariés et les administrateurs du groupe.

Les opérations sur le capital consistent en des augmentations de capital intervenues en 2016 suite à l'exercice d'instruments dilutifs (BSPCE, BSAR) ayant conduit à la création de 629 721 nouvelles actions soit une augmentation des postes capital social et prime d'émission de K€ 1 161. Les modalités de ces opérations sont les suivantes :

- Le Conseil d'administration du 28 janvier 2016 a constaté la réalisation définitive de l'augmentation de capital d'un montant nominal de 10 K€ résultant de l'exercice de BSPCE émis par le Conseil d'administration du 15 avril 2011.
- Le Conseil d'administration du 15 décembre 2016 a constaté la réalisation définitive de l'augmentation de capital d'un montant nominal de 88 K€ résultant de l'exercice de BSPCE émis par le Conseil d'administration du 15 avril 2011.
- Le Conseil d'administration du 15 décembre 2016 a constaté la réalisation définitive de l'augmentation de capital intervenue suite à l'exercice de 1 063 442 bons de souscription d'action remboursables, donnant lieu à la création de 531 721 actions nouvelles pour un montant total de K€ 531 de capital et K€ 532 K€ de prime d'émission.

### *10.2. Bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (« BSPCE » ou « bons »)*

En juin 2015, les actionnaires de la Société ont autorisé la mise en place d'un nouveau programme d'émission de BSPCE permettant d'augmenter le capital social d'un montant nominal maximum de K€ 400. Ce programme s'est substitué à la précédente autorisation devenue caduque le 19 juin 2015. Au 31 décembre 2015, 159 000 BSPCE avaient été attribués dans le cadre de ce programme, dont 148 000 avec un prix d'exercice de 4,00 euros par action et 11 000

à un prix d'exercice de 3,21 euros par action. Dans le cadre de ce programme, 226 000 BSPCE supplémentaires ont été attribués en avril 2016 avec un prix d'exercice de 2,39 euros par action.

En juin 2016, les actionnaires de la Société ont autorisé la mise en place d'un nouveau programme d'émission de BSPCE permettant d'augmenter le capital social d'un montant nominal maximum de K€ 500. Ce programme s'est substitué à la précédente autorisation devenue caduque le 6 avril 2016. Au 31 décembre 2016, 170 000 BSPCE avaient été attribués dans le cadre de ce programme, avec un prix d'exercice de 2,02 euros par action.

Au risque de devenir caducs, les bons attribués dans le cadre de ces plans doivent être exercés dans un délai de 5 ans à compter de leur attribution.

Au cours de l'exercice 2016, 43 500 bons attribués dans le cadre des programmes de BSPCE autorisés ont été annulés suite au départ de leurs bénéficiaires et 112 000 bons sont devenus caducs.

Une synthèse des opérations d'émission de bons est présentée ci-dessous :

BSPCE	Nombre d'actions correspondant aux bons attribués	Prix moyen de souscription par action (€)
<b>Solde au 31 décembre 2014</b>	<b>829 500</b>	<b>5,52</b>
Attribués	349 500	4,15
Exercés	(141 000)	1
Annulés	(163 500)	7,06
<b>Solde au 31 décembre 2015</b>	<b>874 500</b>	<b>5,41</b>
Attribués	396 000	2,23
Exercés	(98 000)	1
Annulés	(155 500)	4,72
<b>Solde au 31 décembre 2016</b>	<b>1 017 000</b>	<b>4,71</b>

Au 31 décembre 2016, 313 750 actions peuvent être souscrites suite à l'exercice des bons attribués à ce jour.

### 10.3. Options de souscription d'actions

Aucune option n'a été exercée sur l'exercice et 85 750 étaient exerçables au 31 décembre 2016 (32 500 au prix de 5 euros par action, 9 250 au prix de 6,50 euros par action et 44 000 au prix de 7,50 euros par action). Au risque de devenir caduques, les options attribuées dans le cadre de ces plans devront être exercées dans un délai de 7 ans à compter de leur attribution, au plus tôt pour 50% deux ans après la date d'attribution et pour le solde à partir de la 3<sup>ème</sup> année.



	Nombre d'actions correspondant aux options attribuées et en circulation	Prix moyen de souscription par action (€)
<b>Solde au 31 décembre 2014</b>	<b>112 250</b>	<b>6,71</b>
Attribués	15 000	3,75
Exercés	-	-
Annulés	(26 500)	7,57
<b>Solde au 31 décembre 2015</b>	<b>100 750</b>	<b>6,04</b>
Attribués	-	-
Exercés	-	-
Annulés	(5 000)	3,75
<b>Solde au 31 décembre 2016</b>	<b>95 750</b>	<b>6,16</b>

#### 10.4. Attributions gratuites d'actions (« AGA »)

En juin 2016, les actionnaires de la Société ont autorisé la mise en place d'un programme d'attribution d'actions gratuites ne pouvant porter sur un nombre d'actions existantes ou nouvelles supérieur à plus de 5% du capital social de la société à la date de la décision de leur attribution. Au 31 décembre 2016, 54 000 actions gratuites avaient été attribués dans le cadre de ce programme. La période d'acquisition de ces actions a été fixée à 1 an, soit du 7 juillet 2016 au 6 juillet 2017 et la période de conservation a été fixée à un an, soit du 7 juillet 2017 au 6 juillet 2018. Les dites actions seront effectivement et définitivement acquises par les bénéficiaires à l'expiration de la période d'acquisition sous réserve de leur présence dans l'entreprise à cette date.

#### 10.5. Bons de souscription d'actions remboursables (« BSAR »)

En vertu de la délégation de compétence qui lui a été conférée par l'Assemblée générale extraordinaire du 7 mars 2014, le Conseil d'Administration de la Société a, dans sa séance du 19 mai 2015, constaté l'augmentation de capital de la Société d'un montant nominal global de 1.089.324 euros, par émission d'un nombre total de 1.089.324 Actions à Bon de Souscription d'Action Remboursable (ci-après la ou les « ABSAR »), au prix de 4 euros l'une, prime d'émission incluse, représentant une souscription d'un montant total brut de 4.357.296 euros, à libérer intégralement en numéraire. Ladite augmentation de capital a été décidée par le Conseil d'Administration du 20 avril 2015 qui a précisé les caractéristiques essentielles des BSAR attachés aux actions nouvelles :

- **Cotation des BSAR** : les BSAR sont détachés des actions nouvelles dès l'émission des ABSAR et ont été cotés sur le marché Alternext d'Euronext Paris à compter du 22 mai 2015 pour une période initiale jusqu'au 30 juin 2016, sous le code ISIN FR0012696680.
- **Période d'exercice BSAR** : Les titulaires des BSAR pouvaient les exercer et ainsi obtenir des actions LUCIBEL à compter du 15 juillet 2015 et jusqu'au 30 juin 2016 inclus. Les BSAR qui n'auraient pas été exercés au plus tard le 30 juin 2016 à minuit auraient été caducs de plein droit en l'absence de la résolution ci-dessous.
- **Parité d'exercice des BSAR** : Deux (2) BSAR donnent le droit de souscrire une (1) action nouvelle de LUCIBEL d'une valeur nominale de 1 euro.
- **Prix initial d'exercice des BSAR** : 6,50 euros par action, soit une prime de 15,9 % par rapport au cours de référence de 5,61 euros, représentatif du cours de clôture de la séance du 17 avril 2015.

- **Modification postérieure à l'émission** : L'assemblée générale du 20 juin 2016 a décidé de modifier certaines caractéristiques des BSAR émis par le Conseil d'administration du 20 avril 2015 à savoir proroger la période d'exercice jusqu'au 31 octobre 2016 et réduire le prix d'exercice à 2 euros, et ceci sous réserve de l'adoption de la 1ère résolution par l'assemblée des porteurs de BSAR (Code ISIN FR0012696680), de la Société convoquée le même jour. L'assemblée générale des porteurs de BSAR a confirmé cette décision lors de son assemblée du 20 juin 2016

Une synthèse des opérations d'exercice des bons de souscription d'actions remboursables est présentée ci-dessous :

	Nombre d'actions correspondant aux bons attribués et en circulation	Prix moyen de souscription par action (€)	Point départ exercice	Date expiration
<b>Solde au 31 décembre 2014</b>	-	-		
Attribués	1 089 324	6,5	15/07/15	31/10//16
Exercés	(1 141)	6,5		
Annulés	-	-		
<b>Solde au 31 décembre 2015</b>	1 088 183	6,5		
Attribués	-	-		
Exercés	(1 063 442)	2,0		
Annulés	(24 741)	-		
<b>Solde au 31 décembre 2016</b>	-	-		

## NOTE 11 Autres fonds propres

Les autres fonds propres correspondent à l'aide à l'innovation perçue d'OSEO en 2011 pour K€ 550 puis en 2013 pour le solde, soit K€ 200, dans le cadre d'un programme de développement innovant engagé par la Société et portant sur la définition et la conception de luminaires et d'éclairages LED.

Conformément aux termes du protocole conclu avec OSEO ;

- l'aide octroyée d'un montant total de K€ 750, qui prend la forme d'une avance non rémunérée, conditionnée à la mise en œuvre du programme d'innovation présenté par la Société, a été versée à hauteur de K€ 550 à la signature du contrat ; le solde de K€ 200 a été perçu suite à la délivrance par OSEO de son constat de fin de programme, en novembre 2013,
- le solde au 31 décembre 2016 est de K€ 588 à rembourser selon l'échéancier suivant :
  - 2017 : remboursement global de K€ 180 ;
  - 2018 : remboursement global de K€ 256 ;
  - 2019 : remboursement global de K€ 152.

## NOTE 12 Provisions pour risques et charges

Les provisions s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2015	Dotations	Reprises Utilisées	Reprises non utilisées	31/12/2016
Provision pour garantie produit	471	325		471	325
Autres provisions pour risques	826	271	169	4	924
<b>Total provisions</b>	<b>1 297</b>	<b>596</b>	<b>169</b>	<b>475</b>	<b>1 249</b>
En exploitation		375	-	471	
En financier		203	-	4	
En exceptionnel		18	169	-	

La provision pour garantie produits couvre les coûts éventuels associés à un mauvais fonctionnement des produits commercialisés par la Société durant la période de garantie (comprise entre 1 et 3 ans). Cette provision est évaluée à partir d'une analyse de la nature et de la criticité des défauts identifiés et d'une estimation du coût des actions correctrices à mettre en œuvre (frais d'installation des produits remplacés inclus).

Les autres provisions pour risques sont évaluées au cas par cas.

Les provisions pour risques correspondent à la meilleure estimation du management des risques de sortie d'actif pour la Société, prenant en compte l'information disponible à la date d'arrêt des comptes. Les coûts réels auxquels la Société pourrait faire face pourraient différer de ces estimations.

## NOTE 13 Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Au 31 décembre 2016, les caractéristiques des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit en cours sont les suivantes :

Libellé	Montant initial	Durée	Début	Fin	< 1an	>1an - < 5ans	> 5 ans	TOTAL
Sofired	500	60 mois	14/06/2012	10/04/2017	68		-	68
OSEO / PPA	150	60 mois +diff. 3ans	19/04/2012	30/04/2020	30	75	-	105
COFACE	275	Assurance export	01/01/2012	31/12/2018	137	46		183
COFACE	67	Assurance export	01/01/2014	31/03/2020	-	68		68
CM-CIC	500	60 mois	31/07/2013	30/04/2018	104	81	-	185
CM-CIC / Neuflyze	1 500	60 mois	20/06/2015	20/03/2020	300	675	-	975
Intérêts Caurus					4	-	-	4
<b>TOTAL</b>	<b>2 992</b>				<b>643</b>	<b>945</b>	<b>-</b>	<b>1 588</b>

L'emprunt à moyen terme contracté en 2013 auprès de la banque CM-CIC (K€ 500 de nominal), est sujet à des covenants financiers basés sur les comptes sociaux de Lucibel SA qui sont respectés. Ces covenants portent sur les capitaux propres (supérieurs à M€ 4) le ratio d'endettement net sur capitaux propres (inférieur à 50%).

L'emprunt à moyen terme contracté en 2015 auprès des banques CM-CIC et Neuflyze (K€ 1.500 de nominal), est sujet à des covenants financiers.

Les covenants et engagements spécifiques fixés contractuellement avec les banques CM-CIC et Neuflyze sur la base des comptes consolidés sont les suivants et sont respectés au 31 décembre 2016 :

- maintien des fonds propres de Lucibel à au moins 10 M€ (les fonds propres ainsi déterminés s'élèvent à 12 155 K€ au 31 décembre 2016) ;
- EBITDA >0 à compter du 31 décembre 2015 (l'EBITDA au 31 décembre 2016 est positif de 2 065 K€) ;
- maintien d'un ratio dettes financières nettes sur fonds propres de Lucibel à moins de 0,5. Compte tenu de sa trésorerie disponible au 31 décembre 2016 Lucibel présente un ratio d'endettement net de 0,31.

#### NOTE 14 Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Les dettes fournisseurs ont une échéance inférieure à un an et s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Dettes fournisseurs.	1 434	2 738
Dettes fournisseurs d'immobilisations	25	5
Dettes fournisseurs - Factures non parvenues	615	816
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>	<b>2 074</b>	<b>3 559</b>

La diminution du poste « *Dettes fournisseurs et comptes rattachés* » est liée à un meilleur contrôle des achats et à la réduction de la part intragroupe des fournisseurs dont les échéances sont plus longues.

#### NOTE 15 Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales ont une échéance inférieure à un an et s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Dettes sociales.	622	801
Dettes fiscales	318	120
<b>Dettes fiscales et sociales</b>	<b>940</b>	<b>921</b>

Le poste « *Dettes sociales* » intègre les provisions pour congés payés et les rémunérations variables liées à l'activité 2016 à régler par la Société au cours du premier semestre 2017. Les dettes fiscales correspondent essentiellement à de la TVA.

## NOTE 16 Autres dettes

Les autres dettes s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Clients créditeurs	271	252
Créditeurs divers	510	271
Produits constatés d'avance	-	-
<b>Autres dettes</b>	<b>781</b>	<b>523</b>

Le poste « Clients créditeurs » comprend notamment les remises de fin d'année octroyées aux clients distributeurs de la Société, des acomptes et des avoirs à établir.

Les créditeurs divers incluent notamment une avance de trésorerie de K€ 300 conclue dans le cadre d'un partenariat remboursable sur 3 ans par tranche de K€ 100, et une participation à la filière de recyclage pour K€ 165.

## COMPTE DE RESULTAT

---

## NOTE 17 Chiffre d'affaires

La Société opère sur un seul secteur d'activité : le développement et la commercialisation, tant en France qu'à l'étranger, de solutions d'éclairages de nouvelle génération issues de la technologie LED.

Sur l'exercice écoulé, le chiffre d'affaires de la Société s'établit à K€ 12 622 contre K€ 11 707, en croissance de 7,8%.

Les ventes à destination des filiales de la Société s'élèvent à K€ 1 266 en diminution de 64%.

87% du chiffre d'affaires enregistré en 2016 a été réalisé en France (K€ 10 934) contre 62% en 2015 ce qui traduit un recentrage fort des activités sur le territoire national. Les ventes réalisées à l'export sur l'exercice écoulé s'établissent à K€ 1 688.

## NOTE 18 Achats de marchandises et variations de stocks

Le poste « Achats de marchandises » se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	2016	2015
Achats de marchandises	5 691	7 271
Droits de douane sur achats de marchandises	159	155
Variations de stocks de marchandises	1 203	899
<b>Achats de marchandises et var. de stocks</b>	<b>7 054</b>	<b>8 325</b>

Le niveau des postes « *Achats de marchandises* », « *droits de douane* » et « *variations de stocks de marchandises* » est en forte réduction par rapport à l'année précédente malgré l'augmentation du chiffre d'affaires ce qui reflète le repositionnement de la Société sur des activités à plus forte valeur ajoutée et la relocalisation en France et en Europe d'une part de plus en plus grande des achats (fabrication sur le site de Lucibel Barentin)

#### NOTE 19 Autres achats et charges externes

(en milliers d'euros)	2016	2015
Achats d'études	106	79
Fournitures non stockables et petit équipement	15	25
Sous traitance	7	25
Locations mobilières	166	228
Locations immobilières	156	205
Charges locatives	56	104
Entretien, réparation, maintenance	71	93
Assurance	68	79
Etudes et recherche	183	379
Documentation / séminaires	1	13
Personnel intérimaire ou détaché	333	368
Honoraires	929	1 209
Publicité, catalogues, expositions	108	165
Frais de Transport	435	1 043
Voyages et déplacements - Réceptions	125	379
Affranchissement / téléphone / Internet	95	176
Services bancaires	43	128
Concours divers	9	9
Frais de recrutement	-	7
<b>Autres achats et charges externes</b>	<b>2 906</b>	<b>4 714</b>

La diminution du poste « *Autres achats et charges externes* » de 38% qui s'établit sur l'exercice écoulé à K€ 2 906 contre K€ 4 714 en 2015 s'inscrit dans un contexte réduction de coûts et de poursuite du plan d'efficacité opérationnelle entrepris par la Société fin 2014. Le poste « *Frais de transports* » a fortement diminué grâce à une rationalisation de la chaîne logistique amont et aval. Grâce à une évaluation et une renégociation systématique de tous les contrats avec ses prestataires et fournisseurs, le montant des « *Honoraires* » a été réduit de 23 % sur l'exercice. Le poste « *Voyages et déplacements* » s'inscrit également en forte baisse (division par 3) avec l'impact en année pleine de la réduction des effectifs.

#### NOTE 20 Effectifs et charges de personnel

##### Effectifs

Au 31 décembre 2016, l'effectif total hors personnel mis à disposition de la Société s'élève à 28, en diminution par rapport au 31 décembre 2015 (31). La Société a redimensionné ses effectifs à son volume d'activité et a commencé à renforcer sa force commerciale.

Cet effectif se répartit selon les catégories suivantes :

	2016	2015
Cadres (cadres dirigeants et autonomes)	22	23
Non cadres et agents de maîtrise	6	8
<b>Total Effectif</b>	<b>28</b>	<b>31</b>

### *Charges de personnel et engagements de retraite*

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, les charges de personnel, y compris les rémunérations variables liées aux performances et les charges patronales, se sont élevées à K€ 2 110 contre K€ 4 490 en 2015. La diminution de ce poste sur la période (-53%) est liée à forte réduction des effectifs depuis 2015 avec un effet en année pleine en 2016. Les effectifs sont désormais en adéquation avec l'activité.

Les indemnités de fin de carrière dues aux salariés n'ont pas fait l'objet d'une provision. L'engagement calculé selon la méthode rétrospective des unités de crédits projetées (P.B.O.) s'élève à K€ 13 au 31/12/2016.

Les hypothèses mises en œuvre dans l'évaluation sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 1,31 %
- Taux de revalorisation des salaires : 1,5%
- Charges sociales patronales : 45%
- Table de mortalité : INSEE 2013
- Droits conventionnels : l'indemnité de départ en retraite est déterminée à partir de la convention collective si celle-ci est plus favorable que le régime légal. La convention collective appliquée est celle du commerce de gros.
- Départ à la retraite : à l'initiative du salarié
- Age de la retraite : 67 ans

### *CICE*

Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2016 a été constaté pour un montant de K€ 32. Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit correspondant a été porté au crédit du compte 649 - Charges de personnel.

Le produit du CICE, propre à l'entreprise, comptabilisé au titre de l'exercice vient en diminution des charges d'exploitation et est imputé sur l'impôt sur les sociétés de cet exercice.

Ce crédit d'impôt est utilisé pour favoriser les investissements notamment en matière de recherche et la prospection commerciale.

Les filiales faisant partie du groupe d'intégration fiscale (Procédés Hallier, Lucibel Barentin et Cordel) ont également bénéficié d'un CICE à hauteur de K€ 159 utilisé pour le financement de leur besoin en fonds de roulement.

**NOTE 21 Dotations et reprises sur amortissements et provisions**

<i>(en milliers d'euros)</i>	2016	2015
Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles	408	556
Dotations aux provisions sur actifs circulants (stocks, créances)	1 816	649
Dotations aux provisions pour débiteurs divers	-	-
Dotations aux provisions pour risques et charges	375	343
<b>Sous total Dotations aux amortissements et provisions</b>	<b>2 599</b>	<b>1 548</b>
Reprises sur provisions sur actifs circulants (stocks, créances)	(1 371)	(459)
<b>Total net</b>	<b>1 228</b>	<b>1 089</b>

Les « *Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles* » sur 2016 sont principalement constituées d'amortissement des frais de R&D.

L'augmentation des « *dotations aux provisions sur actifs circulants* » en 2016 résulte de l'augmentation des provisions sur créances clients (K€ 1 176) notamment pour K€ 725 sur la filiale Lucibel Middle East et K€ 240 sur la filiale Line 5.

Les reprises sur provisions sont en augmentation également. Elles concernent :

- la reprise de provisions sur les créances clients pour K€ 183 ;
- la reprise de provision sur stocks pour K€ 717 (K€ 206 net des dotations) ;
- la reprise de provisions pour risques et charges liée à la garantie produits pour K€ 471 (K€ 146 net des dotations).

**NOTE 22 Résultat financier**

<i>(en milliers d'euros)</i>	2016	2015
Gains de change	99	274
Reprise de provisions	1 519	674
Autres produits financiers	59	110
<b>Produits financiers</b>	<b>1 677</b>	<b>1 058</b>
Pertes de change	(44)	(218)
Dotations financières aux provisions	(598)	(836)
Intérêts et autres charges financières	(1 153)	(809)
<b>Charges financières</b>	<b>(1 795)</b>	<b>(1 863)</b>
<b>Charges et produits financiers</b>	<b>(118)</b>	<b>(805)</b>

Sur l'exercice écoulé, les dotations aux provisions financières s'établissent à K€ 598 et portent essentiellement sur les titres et les créances rattachées à certaines des participations de la Société ainsi que les provisions pour risques à hauteur de K€ 203 (situation nette négative des filiales). Les intérêts et autres charges financières comprennent des abandons de créances au profit des filiales Citéclaire, Diligent Factory et Lucibel España à hauteur de K€ 983 et un mali de fusion de 46K€ enregistré suite à la TUP de Lucibel Healthcare.

Les reprises de provisions pour K€ 1 519 couvrent les opérations de restructuration à hauteur de K€ 1 285.



## NOTE 23 Résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels regroupent les opérations de nature inhabituelle et dont la survenance est rare.

Sur l'exercice 2016, la perte exceptionnelle de K€ 875 correspond essentiellement à :

- des charges exceptionnelles sur opérations de gestion pour K€ 1 249 qui comprennent essentiellement des abandons de créances commerciales à destinations des filiales à hauteur de K€ 823 et des coûts de restructuration à hauteur de K€ 408 ;
- des charges exceptionnelles sur opérations en capital pour K€ 199 dont des cessions de titres pour K€ 105, des mises au rebut d'immobilisations corporelles pour K€ 40, des frais de R&D abandonnés pour K€ 30 et des moins-values réalisées sur le rachat d'actions par la Société pour K€ 24 ;
- des dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions pour K€ 64 qui comprennent principalement des amortissements de frais R&D pour K€ 20, des amortissements dérogatoires (coût d'acquisition des titres de participation) pour K€ 27 et des provisions pour motifs sociaux (restructuration et litiges) pour K€ 18.
- des produits exceptionnels pour K€ 89 sur opérations en capital correspondant à des opérations sur titres de participation
- des reprises de provisions pour risques pour K€ 534 visant à couvrir les abandons de créances cités ci-dessus et des litiges sociaux

Sur l'exercice 2015, la perte exceptionnelle de K€ 1 407 correspond essentiellement à :

- des charges exceptionnelles sur opérations de gestion pour K€ 763 qui comprennent essentiellement des abandons de créances commerciales à destinations des filiales à hauteur de K€ 208, des coûts de restructuration à hauteur de K€ 485 et des coûts liés à l'obsolescence d'un outillage pour K€ 59 ;
- des charges exceptionnelles sur opérations sur le capital pour K€ 400 dont des frais de R&D abandonnés pour K€ 349 et des moins-values réalisées sur le rachat d'actions par la Société pour K€ 36 ;
- des dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions pour K€ 427 qui comprennent principalement des amortissements de frais R&D pour K€ 183, des amortissements dérogatoires (coût d'acquisition des titres de participation) pour K€ 27 et des provisions pour motifs sociaux (restructuration et litiges) pour K€ 207 (K€ 45 net des reprises).

## NOTE 24 Impôts

L'incidence sur le résultat des dispositions fiscales est la suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2016	2015
Impôts sur les bénéfices	(255)	(365)
Crédits d'impôt	(125)	(308)
<b>Impôts sur les bénéfices</b>	<b>(380)</b>	<b>(673)</b>

Compte tenu de la perte de l'exercice, aucune charge d'impôt n'a été comptabilisée au 31 décembre 2016 par la société. A cette date, la Société dispose de déficits fiscaux cumulés de K€ 32 601. Ces déficits peuvent être reportés indéfiniment ; cependant, le montant du déficit pouvant être déduit d'un bénéfice ultérieur est plafonné à un montant de M€ 1 par année, auquel s'ajoute le cas échéant 50 % de la fraction du bénéfice excédant M€ 1.

La Société a comptabilisé en 2016 en produits d'impôts l'économie d'impôt générée par sa filiale Procédés Hallier dans le cadre de l'intégration fiscale pour K€ 255 et l'ensemble des crédits d'impôt auquel elle est éligible, pour un montant

global de K€ 139 (principalement CIR) diminué d'une régularisation relative à l'exercice 2015. Le crédit d'impôt compétitivité emploi a été comptabilisé en déduction des charges de personnel pour K€ 32.

## INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

---

### NOTE 25 Engagements hors bilan

Dans le cadre de son activité, la Société est amenée à prendre un certain nombre d'engagements. Certains engagements ont fait l'objet de provisions tels que les engagements liés à la garantie produits.

Au 31 décembre 2016, la nature des engagements portés par la Société reste sensiblement identique à celle existant au 31 décembre 2015. Les principaux engagements hors bilan et passifs éventuels sont listés ci-après.

La Direction estime, au mieux de sa connaissance actuelle, qu'il n'existe pas à ce jour d'engagements susceptibles d'avoir un impact significatif sur sa situation financière actuelle ou future, autres que ceux listés ci-dessous.

#### *25.1 Engagements de location*

La Société loue ses nouveaux bureaux de Rueil Malmaison au travers d'un bail ayant commencé à courir le 1er octobre 2016 pour une durée de neuf ans avec un engagement ferme d'occupation de six années prenant fin le 30 septembre 2022 en contrepartie d'une franchise de loyer de 11 mois. Le loyer annuel chargé hors taxes est de K€ 149.

Au 31 décembre 2016, les échéances de loyers minima futurs, hors charges de maintenance, au titre de ce bail s'établissent à K€ 763.

La Société loue également des bureaux à Aix en Provence (agence commerciale régionale) au travers d'un bail commercial de neuf années ayant commencé à courir le 1er avril 2014 prenant fin le 31 mars 2023 avec possibilité de résilier à chaque période triennale. Le bail a été dénoncé et prendra fin le 31 mars 2017. Le loyer annuel chargé hors taxes s'est élevé à K€ 16.

Au 31 décembre 2016, les échéances de loyers minima futurs, hors charges de maintenance, au titre de ce bail s'établissent à K€ 4.

Les loyers enregistrés en 2016 correspondent aux bureaux de l'ancien siège jusqu'au 30 septembre et aux bureaux d'Aix en Provence.

Enfin, la Société loue des véhicules de fonction principalement affectés à ses effectifs commerciaux dans le cadre de contrats de location simple de durée généralement comprise entre 36 et 48 mois. Les redevances versées en 2016 par la Société dans le cadre de ses contrats se sont établies à K€ 81.

#### *25.2 Engagements liés à l'acquisition de Cordel Développement*

##### *Caution consentie par la société Lucibel*

Dans le cadre des opérations de prise de contrôle du groupe Cordel, la Société s'est substituée à la société FMI, ancien actionnaire majoritaire de Cordel Développement, en qualité de caution solidaire en garantie des emprunts souscrits par la société Cordel Développement en 2011.

Cette caution porte sur 30% du capital restant dû au pool bancaire (BCME, Crédit Maritime Bretagne). Au 31 décembre 2016, le capital restant dû au titre de ces deux emprunts s'élève à K€ 933, soit un engagement de caution de K€ 279. Cet engagement deviendra caduc à l'échéance de remboursement de ces emprunts prévue en 2018.

Par ailleurs, le pool bancaire dispose d'un nantissement sur l'intégralité des actions Cordel détenues par Cordel Développement, jusqu'à complet remboursement de l'emprunt.

#### *25.3 Engagements pris dans le cadre de la mise en place d'un emprunt bancaire*

La Société s'est engagée, à l'occasion de la mise en place d'un emprunt bancaire au cours de l'été 2013, à respecter un ensemble de « covenants » portant sur le ratio dettes financières nettes sur fonds propres et le montant des fonds propres. Ces covenants portent sur les comptes de Lucibel SA. Au 31 décembre 2016, ces engagements sont respectés.

Par ailleurs, à la mise en place de l'emprunt, la Société a nanti au profit de CM-CIC 20% du capital de Cordel Développement. Ce nantissement diminuera au cours de l'emprunt proportionnellement aux remboursements effectués. Le montant restant à rembourser au 31 décembre 2016 est de K€ 186 pour un montant initial de K€ 500.

La Société s'est engagée, à l'occasion de la mise en place d'un emprunt bancaire en mars 2015, à respecter un ensemble de « covenants » portant sur l'EBITDA, le ratio dettes financières nettes sur fonds propres et le montant des fonds propres. Ces covenants sont calculés sur la base des comptes consolidés du groupe Lucibel. Au 31 décembre 2016, ces engagements sont respectés.

Par ailleurs, à la mise en place de l'emprunt, la Société a nanti au profit des établissements de crédit concernés (CM-CIC, Neufilize) 50% des titres de Procédés Hallier.

#### *25.4 Engagements reçus dans le cadre de la cession des titres Citéclaire*

Dans le cadre de la cession d'une partie des titres de la société Citéclaire en 2015 et 2016, la Société a reçu dans l'attente du paiement complet du prix de cession le nantissement de l'ensemble des titres cédés.

#### *25.5 Engagements reçus dans le cadre des abandons de créances consentis à la société Citéclaire*

La Société a consenti des abandons de créances à la société Citéclaire portant sur un montant global HT de K€ 562. Une clause de retour à meilleure fortune a été conclue entre les parties et prévoit que Citéclaire rembourse progressivement la Société chaque semestre à hauteur de 50% du flux de trésorerie net positif généré sur le semestre courant. Le premier paiement devrait intervenir en juillet 2017. La clause de meilleure fortune est plafonnée à K€ 332.

Au 31 décembre 2016 la Société ne bénéficiait pas d'autres engagements donnés ou reçus significatifs.

### **NOTE 26 Evénements postérieurs**

Le conseil d'administration de Lucibel a décidé le 15 mars 2017 du principe d'une augmentation de capital avec maintien du DPS d'un montant de 4M €, étant précisé que la clause d'extension de 15% pourra, le cas échéant, être utilisée.

## NOTE 27 Transactions avec les parties liées

### 27.1 Rémunération des dirigeants et administrateurs

Les principes de rémunération et avantages assimilés alloués au Président du Conseil d'administration et aux Directeurs généraux ont été revus à lors du conseil d'administration du 6 avril 2016.

Le montant total des rémunérations au titre des avantages à court terme et avantages en nature versés aux membres du comité de direction et des organes d'administration par la Société s'est élevé à K€ 350 en 2016 contre K€ 684 en 2015.

50.000 BSPCE ont été attribués aux dirigeants au cours de l'exercice au prix d'exercice de € 2,02.

La Société n'a pas mis en place de mécanisme de prime de départ ou d'arrivée pour les mandataires sociaux. Il n'existe pas non plus de régime complémentaire de retraite spécifique pour les mandataires sociaux. Il n'y a pas d'avantages postérieurs à l'emploi pour les dirigeants de la Société.

### 27.2 Informations concernant les parties liées et entreprises liées

31/12/2016 - en milliers d'euros, net	Société mère (Etoile Finance)	Filiales et participations	Total
Immobilisations financières	-	13 958	13 958
Créances clients et comptes rattachés	-	1 448	1 448
Autres créances	-	1 535	1 535
<b>Total Actif</b>	-	<b>16 941</b>	<b>16 941</b>
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	30	1 003	1 033
Autres dettes	-	4 064	4 064
<b>Total Passif</b>	<b>30</b>	<b>5 067</b>	<b>5 097</b>
Produits d'exploitation	-	1 534	1 534
Charges d'exploitation	(150)	(3 108)	(3 258)
Produits Financiers	-	1 245	1 245
Charges financières	-	(1 318)	(1 318)

31/12/2015 - en milliers d'euros, net	Société mère (Etoile Finance)	Filiales et participations	Total
Immobilisations financières	-	13 909	13 909
Créances clients et comptes rattachés	-	3 262	3 262
Autres créances	-	1 250	1 250
<b>Total Actif</b>	-	<b>18 421</b>	<b>18 421</b>
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	30	1 702	1 732
Autres dettes	-	3 482	3 482
<b>Total Passif</b>	<b>30</b>	<b>5 184</b>	<b>5 214</b>
Produits d'exploitation	-	4 277	4 277
Charges d'exploitation	(150)	(4 262)	(4 412)
Produits Financiers	-	777	777
Charges financières	-	(1 630)	(1 630)

## NOTE 28 Etat des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

### 28.1 Créances

31/12/2016 - en milliers d'euros	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>			
Créances rattachées à des participations	2 688	-	2 688
Prêts	12	-	12
Autres immobilisations financières	359	299	60
<b>ACTIF CIRCULANT</b>			
Clients douteux ou litigieux	111	-	111
Autres créances clients	3 247	3 247	-
Personnel et comptes rattachés	2	2	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	-	-	-
Etat et autres collectivités publiques	739	739	-
Groupe et associés	1 553	770	783
Avances et acomptes sur commandes fournisseurs	48	48	-
Débiteurs divers	592	464	128
Charges constatées d'avance	35	35	-
<b>TOTAUX</b>	<b>9 386</b>	<b>5 604</b>	<b>3783</b>

### 28.2 Dettes

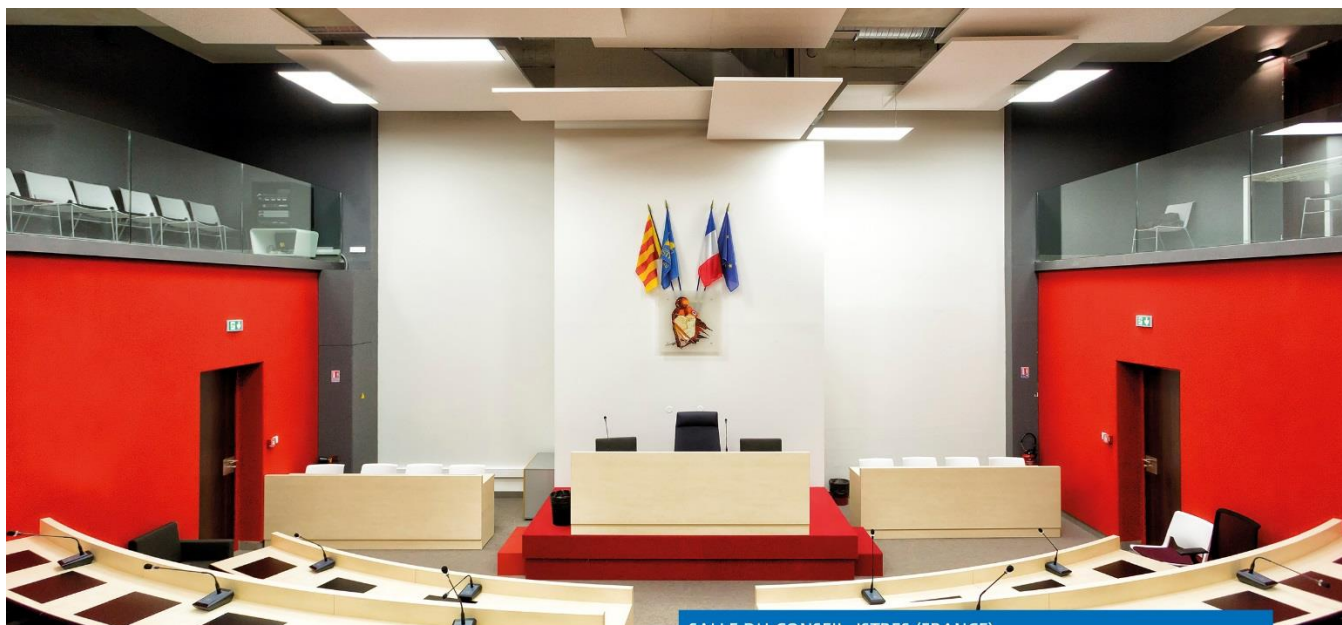
31/12/2016 - en milliers d'euros	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 588	643	945	-
Avances conditionnées	588	180	408	-
Fournisseurs et comptes rattachés	2 049	2 049	-	-
Fournisseurs sur immobilisations	25	25	-	-
Personnel et comptes rattachés	340	340	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	282	282	-	-
Etat et autres collectivités publiques	318	318	-	-
Groupe et associés	4 064	4 064	-	-
Autres dettes	781	781	-	-
Produits constatés d'avance	-	-	-	-
<b>TOTAUX</b>	<b>10 035</b>	<b>8 682</b>	<b>1 353</b>	<b>-</b>

**NOTE 29 Liste des filiales et participations**

	Capital (en devises locales)	Capitaux propres (i)	Quote-part du capital détenu	Valeur comptable des titres détenus (K€)		Prêts et Avances (ii) Consentis et non encore remboursés (K€)	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires H.T. du dernier exercice clos (K€)	Résultat du dernier exercice clos (K€)	Dividendes encaissés par la Société au cours de l'exercice	Observations
				Brute	Nette						
<b><u>1 – Filiales (Plus de 50% du capital détenu)</u></b>											
Diligent Factory (Chine)	4 503 K RMB	67	100%	500	-	-	-	164	1 303	-	
Luciel Asia (Hong Kong)	10 K HK\$	(323)	100%	50	-	136	-	39	(11)	-	Au 31 décembre 2016, les provisions sur prêts et avances s'élèvent à K€ 93
Lucibel Suisse	1100 KCHF	(169)	100%	902	-	8	-	77	(111)	-	Au 31 décembre 2016 les provisions sur prêts et avances s'élèvent à K€ 8
Lucibel Benelux	62 K€	(4)	100%	51	-	-	-	-	(1)		
Cordel Developpement	500K€	321	100%	4 837	4 837	2 392	-	-	(104)		
Procédés Hallier	18K€	5 824	100%	6 533	6 533	-	-	2 287	704		
Lucibel Barentin	250K€	(946)	100%	250	-	667	-	1 877	(389)		
Lucibel Africa	1 000KMAD	66	80%	73	-	10	-	478	(2)		
Line 5	10K€	(646)	100%	10	-	18	-	406	(211)		Au 31 décembre 2016 les provisions sur prêts et avances s'élèvent à K€ 18
<b><u>2 – Participations (10% à 50% du capital détenu)</u></b>											
SLMS	500K€	48	47%	235	-	-	-	69	(437)		
Citéclaire	100K€	94	20%	24	-	-	-	1 093	829		Situation arrêtée au 31 août 2016
Lucibel Middle East	100 KAED	(751)	40%	8	-	-	-	1 021	(575)		

(i) Y compris résultat de l'exercice

(ii) Y compris le cas échéant, les comptes courants et débiteurs divers



# RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

**LUCIBEL S.A.**  
**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2016**

**Rapport des commissaires aux comptes  
sur les comptes consolidés**



**01 AUDIT ASSISTANCE**  
33, rue Anna Jacquin  
92100 Boulogne-Billancourt  
S.A.R.L. au capital de € 106.928

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

**ERNST & YOUNG Audit**  
1/2, place des Saisons  
92400 Courbevoie – Paris-La Défense 1  
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## **Lucibel S.A.**

Exercice clos le 31 décembre 2016

### **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Lucibel S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### **I. Opinion sur les comptes consolidés**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

## **II. Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Votre société estime la valeur recouvrable des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée selon les modalités décrites dans le paragraphe « Dépréciation des écarts d'acquisition, immobilisations incorporelles et corporelles » de la note 2 de l'annexe des états financiers consolidés. Nous avons examiné les modalités de détermination de la valeur recouvrable de ces actifs ainsi que les hypothèses et les estimations retenues, et vérifié que les notes 15 et 16 de l'annexe des états financiers consolidés donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## **III. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Boulogne-Billancourt et Paris-La Défense, le 26 avril 2017

Les Commissaires aux Comptes

01 AUDIT ASSISTANCE

ERNST & YOUNG Audit

Brigitte Guillebert

Pierre-Henri Pagnon



**01 AUDIT ASSISTANCE**

33 rue Anna Jacquin  
92 100 Boulogne Billancourt  
SARL au capital de 106.928 €  
Commissaire aux comptes  
Membre de la CRCC de Versailles



**ERNST & YOUNG AUDIT**

1/ 2, place des Saisons  
92400 Courbevoie – Paris La Défense 1  
SAS à capital variable  
Commissaire aux comptes  
Membre de la CRCC de Versailles

**LUCIBEL**

**Société anonyme au capital de 9.414.316 €**

**3, Place Louis Renault  
92500 RUEIL MALMAISON**

-----  
**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

**du 15 mai 2017**

**statuant sur les comptes de l'exercice  
clos le 31 décembre 2016**

-----  
**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

**SUR LES COMPTES ANNUELS**  
-----

## **LUCIBEL SA**

### **Rapport des commissaires aux comptes à l'assemblée générale ordinaire du 15 mai 2017 sur les comptes annuels au 31 décembre 2016**

Mesdames, Messieurs, les actionnaires

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société anonyme LUCIBEL, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### **1 - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'entité à la fin de cet exercice.

#### **2 – JUSTIFICATION DE NOS APPRECIATIONS**

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes ;
- les méthodes retenues pour l'évaluation des titres de participation et des créances rattachées figurent dans le paragraphe 1.5 de la note 1 de l'annexe et l'application qui en résulte est détaillée dans la note 5 - Immobilisations financières de l'annexe. Nos travaux ont consisté à nous assurer du bien-fondé des approches retenues au regard notamment des décisions prises par la direction et de ses plans d'action et à réaliser des tests sur les calculs effectués par votre société.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### 3 – VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Boulogne Billancourt et Paris-La Défense, le 26 avril 2017

Les commissaires aux comptes

**01 AUDIT ASSISTANCE**

**ERNST&YOUNG AUDIT**

**Brigitte GUILLEBERT**

**Pierre-Henri PAGNON**

Commissaire aux comptes associée

Commissaire aux comptes associé

## **LUCIBEL S.A**

**Société anonyme au capital de 9.414.316 €**

**9 avenue Edouard Belin**

**92500 RUEIL MALMAISON**

**RCS Nanterre 507 422 913**

-----

### **ASSEMBLEE GENERALE**

**d'approbation des comptes de l'exercice**

**clos le 31 décembre 2016**

-----

### **RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

### **SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

-----

**LUCIBEL S.A**

**Rapport spécial des commissaires aux comptes  
sur les conventions réglementées  
à l'assemblée générale ordinaire d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2016**

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions.

Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

**CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE****1 Conventions autorisées au cours de l'exercice**

En application de l'article L225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

### **1.1. Avec la société ETOILE FINANCE**

*Mandataire concerné :* Mr. Frédéric Granotier, Directeur Général et Président du conseil d'administration de votre société et Gérant de la société ETOILE FINANCE

*Nature et objet :* Fourniture de prestations de conseils par la société ETOILE FINANCE, société holding détenant environ 20 % du capital de votre Société au 31 décembre 2016, en matière de conduite et d'animation de la politique générale de votre Société et de ses orientations stratégiques, en matière de développement, d'opérations d'investissement et de désinvestissement, de stratégie financière, d'aide à la détermination des axes de développement commercial, d'innovation technologique et de politique de ressources humaines notamment.

*Modalités :* Dans un contexte de développement soutenu des activités de votre Société, votre conseil d'administration, dans sa séance du 6 avril 2016, a autorisé le renouvellement, par tacite reconduction, de la convention de prestations de services conclue avec la société ETOILE FINANCE au profit de votre Société et du Groupe LUCIBEL. Les conditions financières associées à la poursuite de cette convention sont demeurées inchangées par rapport à l'exercice 2015. A ce titre, la facturation mensuelle de la société ETOILE FINANCE est demeurée fixée à 12.500 € hors taxes.

*Motifs justifiant de son intérêt pour votre Société :* Le motif retenu par votre conseil d'administration, justifiant de l'intérêt de cette convention pour votre Société, est de pouvoir bénéficier de l'expertise de la société ETOILE FINANCE en matière (i) de poursuite des mesures de restructuration tant sur votre Société que sur ses filiales en privilégiant et développant la mutualisation des ressources au sein du Groupe, et en mutualisant les besoins notamment en matière d'achats, de sous-traitance, d'assurances, d'utilisation de surfaces, ... (ii) de croissance externe eu égard à son expérience indiscutable en la matière, ce qui permettrait à votre Société d'étendre son périmètre afin d'en faire un acteur majeur de son secteur d'activité.

Dans le cadre de cette convention, le montant total hors taxes des prestations de services de la société ETOILE FINANCE comptabilisées en charges par votre Société sur l'exercice clos le 31 décembre 2016 s'est élevé à 150.000 €.

### **1.2 Avec la société CITECLAIRE S.A.S**

*Mandataire concerné :* Mr. Frédéric GRANOTIER, Directeur Général et Président du conseil d'administration de votre Société et représentant cette dernière, elle-même présidente de la société CITECLAIRE S.A.S jusqu'au 9 juin 2016

*Nature et objet :* Convention de trésorerie

*Modalités :* Le conseil d'administration de votre Société, réuni en date du 6 avril 2016 a autorisé le renouvellement par tacite reconduction de la convention de trésorerie avec la société CITECLAIRE S.A.S, filiale à 80% de votre Société. Cette convention prévoit que toute avance de trésorerie est productive d'intérêts calculés suivant le taux moyen mensuel de



l'EURIBOR trois mois, tel qu'il est publié par la Fédération Bancaire Européenne, augmenté d'une marge de 2%.

*Motifs justifiant de son intérêt pour votre Société :* Les motifs retenus par votre conseil d'administration, justifiant de l'intérêt de cette convention pour votre Société, sont la rationalisation et l'optimisation de la trésorerie de sa filiale, la société CITECLAIRE S.A.S, qui génère des besoins de financement ponctuels.

Le montant en principal de l'avance en compte courant à l'ouverture de l'exercice était de 331.605,02 €. Cette avance a été remboursée pour un montant de 228.261,75 € et a fait l'objet d'un abandon de créance de la part de votre Société pour le solde, soit 103.343,27 €. Les intérêts n'ont pas été facturés eu égard à cet abandon de créance autorisé par le conseil d'administration du 20 juin 2016. Cet abandon de créance est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune.

### **1.3 Avec la société Schneider Lucibel Managed Services S.A.S**

*Mandataire concerné :* Mr. Frédéric Granotier, Directeur Général et Président du conseil d'administration de votre société et membre du conseil d'administration de la société Schneider Managed Services S.A.S.

*Nature et objet :* Convention de services- Avenant n° 1

*Modalités :* Votre conseil d'administration, réuni en date du 15 décembre 2016, a autorisé la modification et la prolongation jusqu'au 31 décembre 2017 de la convention de services avec la société Schneider Managed Services S.A.S, détenue à 47% par votre Société, dont l'objet est la fourniture par votre Société de prestations de services « corporate » récurrentes (comptabilité, droit des sociétés), rémunérées sur une base forfaitaire annuelle, de prestations ponctuelles, en matière de propriété intellectuelle notamment, évaluées au cas par cas sur la base d'un taux horaire forfaitaire ainsi que de services de domiciliation évalués de façon forfaitaire selon le nombre de mètres carrés utilisés par la filiale.

Votre Société ayant déménagé le 1er octobre 2016, il était nécessaire de mettre à jour cette convention de services notamment sur la mise à disposition de surfaces de bureaux dans les nouveaux locaux. A titre exceptionnel sur le dernier trimestre 2016 une contribution pour le déménagement et l'aménagement des nouveaux locaux a été facturée à la société Schneider Managed Services S.A.S.

*Motifs justifiant de son intérêt pour votre Société :* le motif retenu par votre Conseil d'administration, justifiant de l'intérêt de cette modification, est le partage des moyens de travail et par conséquent l'optimisation des coûts pour votre Société.

Dans le cadre de cet avenant, signé le 19 décembre 2016, le montant total des prestations de services facturées par votre Société à la société Schneider Managed Services S.A.S du 1<sup>er</sup> octobre 2016 au 31 décembre 2016 s'est élevé à 31.925,81 € hors taxes.

### **1.4 Avec la société Schneider Lucibel Managed Services S.A.S**

*Mandataire concerné :* Mr. Frédéric Granotier, Directeur Général et Président du conseil d'administration de votre société et membre du conseil d'administration de la société Schneider Managed Services S.A.S.

*Nature et objet* : Convention de mise à disposition de personnel – Avenant 1

*Modalités* : Le conseil d'administration de votre Société, réuni en date du 15 décembre 2016, a autorisé la modification et la prolongation jusqu'au 31 décembre 2017 de la convention de mise à disposition de personnel avec la société Schneider Managed Services S.A.S, détenue à 47% par votre Société, dont l'objet est la mise à disposition de personnel à temps partiel au profit de la société Schneider Managed Services S.A.S.

Les modalités de coopération entre votre Société et la société Schneider Managed Services S.A.S ayant évolué au cours de 2016, de nouvelles modalités ont été mises en place en fonction des besoins de cette dernière pour la conduite et le développement de projets sur le segment du LIFI. La quote-part estimée au titre de l'exercice 2016 est de 40%, confirmée d'un commun accord par les parties.

En conséquence, pour l'année 2016, le montant de la mise à disposition de personnel refacturé par votre Société à la société Schneider Managed Services S.A.S s'est élevé à 40% de la rémunération fixe et variable chargée du salarié.

*Motifs justifiant de son intérêt pour votre Société*: Le motif retenu par votre conseil d'administration, justifiant de l'intérêt de cet avenant pour votre Société est une plus grande souplesse dans la répartition du travail en fonction des besoins de la société Schneider Managed Services S.A.S et de votre Société et une refacturation exacte du temps passé calculée en fonction du salaire fixe et variable chargé du salarié concerné.

Dans le cadre de cet avenant, signé le 19 décembre 2016, le montant total hors taxes de cette mise à disposition de personnel facturé par votre Société à la société Schneider Managed Services S.A.S sur l'exercice clos le 31 décembre 2016 s'est élevé à 37.349,19 euros.

### **1.5 Avec la société Schneider Lucibel Managed Services S.A.S**

*Mandataire concerné* : Mr. Frédéric Granotier, Directeur Général et Président du conseil d'administration de LUCIBEL S.A et membre du conseil d'administration de la société Schneider Managed Services S.A.S

*Nature et objet* : Convention d'avance en compte courant

*Modalités* : Votre conseil d'administration, réuni en date du 15 décembre 2016 a autorisé la mise en place d'une convention d'avance en compte courant avec la société Schneider Managed Services S.A.S, filiale à 47% de votre Société, dont l'objet est l'avance par votre Société au profit de la société Schneider Managed Services S.A.S d'un montant de 100.000€, le versement devant intervenir au premier trimestre 2017. Cette convention a été conclue pour une durée de douze mois. L'avance consentie est productive d'un intérêt annuel calculé suivant le taux moyen mensuel de l'EURIBOR trois mois, tel qu'il est publié par la Fédération Bancaire Européenne, augmenté d'une marge de 2%.

Le motif retenu par votre Conseil d'administration, justifiant de l'intérêt de cette convention pour votre Société est de permettre à la société Schneider Managed Services S.A.S de financer de nouveaux développements techniques sur le premier semestre 2017 afin de favoriser le développement de son activité au titre de l'exercice 2017 et de participer ainsi à sa croissance.

## **2 Conventions intervenues au cours de l'exercice non autorisées préalablement**

En application des articles L.225-42 et L. 823-12 du code de commerce, nous vous signalons que la convention suivante n'a pas fait l'objet d'une autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Il nous appartient de vous communiquer les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie.

### **2.1 Avec la société Schneider Lucibel Managed Services S.A.S**

*Mandataire concerné :* Mr. Frédéric Granotier, Directeur Général et Président du conseil d'administration de LUCIBEL S.A et membre du conseil d'administration de la société Schneider Managed Services S.A.S

*Nature et objet :* Convention de services de la société Schneider Managed Services S.A.S à votre Société

*Modalités :* Votre conseil d'administration, réuni en date du 15 décembre 2016 a autorisé la mise en place d'une convention de services avec la société Schneider Managed Services S.A.S, filiale à 47% de votre Société, dont l'objet est la fourniture par la société Schneider Managed Services S.A.S de prestations intellectuelles de support en matière de développement LiFi et d'intégration réseau, rémunérées sur une base forfaitaire mensuelle. Cette convention de services a été conclue à compter du 1er septembre 2016 jusqu'au 31 décembre 2017.

*Motifs justifiant de son intérêt pour votre Société :* Le motif retenu par votre conseil d'administration, justifiant de l'intérêt de cette convention pour votre Société est le partage des compétences et en conséquence l'optimisation de ses coûts.

Dans le cadre de cette convention, le montant total hors taxes de ces prestations facturé par la société Schneider Managed Services S.A.S à votre Société sur l'exercice clos le 31 décembre 2016 s'est élevé à 26.000 euros.

L'absence d'autorisation préalable est due à une simple omission, votre conseil d'administration du 15 décembre 2016, ainsi que rappelé ci-dessus, ayant pris connaissance des modalités de cette convention et l'ayant autorisée.

## **CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE**

### **3 Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice**

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

### **3.1 Avec la société CITECLAIRE S.A.S**

*Mandataire concerné* : Mr. Frédéric GRANOTIER, Directeur Général et Président du conseil d'administration de votre Société et représentant cette dernière, elle-même présidente de la société CITECLAIRE S.A.S jusqu'au 9 juin 2016

*Nature et objet* : Convention de sous location de locaux sis à Aix-en-Provence

*Modalités* : Cette convention a été conclue en date du 30 septembre 2015 pour la durée du bail principal à savoir jusqu'au 31 mars 2023 et cessera automatiquement à la résiliation ou à l'expiration de ce bail. Le loyer a été fixé à 12.250 € hors taxes annuel et suivra les évolutions du loyer afférent au bail principal. Les charges seront remboursées par la société CITECLAIRE S.A.S à votre Société au prorata des surfaces louées.

*Réexamen et intérêt s'attachant à cette convention* : Votre conseil d'administration de la Société, réuni en date du 6 avril 2016, a réexaminé la poursuite de cette convention de sous-location établie dans le cadre du transfert du siège social de la société CITECLAIRE S.A.S à Aix-en-Provence. Votre société ayant des surfaces disponibles dans les locaux qu'elle loue à Aix-en-Provence, a été jugé opportun d'optimiser leur usage, en consentant à la société CITECLAIRE S.A.S une convention de sous-location de ces locaux lui permettant d'y localiser son siège social.

Aucun montant n'a été réglé dans le cadre de cette convention eu égard à la convention de mise à disposition gratuite signée le 1er septembre 2016.

### **3.2 Avec la société Schneider Lucibel Managed Services S.A.S**

*Mandataire concerné* : Mr. Frédéric Granotier, Directeur Général et Président du conseil d'administration de LUCIBEL S.A et membre du conseil d'administration de la société Schneider Managed Services S.A.S

*Nature et objet* : Convention de services

*Modalités* : Votre Société a conclu, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 et pour une durée de douze mois, avec la société Schneider Managed Services S.A.S, détenue à 47% par votre Société une convention dont l'objet est la fourniture par votre Société de prestations de services « corporate » récurrentes (comptabilité, droit des sociétés), rémunérées sur une base forfaitaire annuelle, de prestations ponctuelles, en matière de propriété intellectuelle notamment, évaluées au cas par cas sur la base d'un taux horaire forfaitaire ainsi que de services de domiciliation évalués de façon forfaitaire selon le nombre de mètres carrés utilisés par la société Schneider Managed Services S.A.S.

*Réexamen et intérêt s'attachant à cette convention* : Votre conseil d'administration, réuni en date du 6 avril 2016, a réexaminé la poursuite de cette convention de services. Le motif retenu par le conseil d'administration, justifiant de l'intérêt de cette convention pour votre Société, est le partage des compétences et par conséquent l'optimisation de ses coûts.

Dans le cadre de cette convention, le montant total des prestations de services facturées par la Société à SLMS sur l'exercice clos le 31 décembre 2016 s'est élevé à 35.625 € hors taxes.

### **3.3 Avec la société Schneider Lucibel Managed Services (« SLMS »)**

*Mandataire concerné :* Mr. Frédéric Granotier, Directeur Général et Président du conseil d'administration de LUCIBEL S.A et membre du conseil d'administration de la société Schneider Managed Services S.A.S

*Nature et objet :* Convention de mise à disposition de personnel

*Modalités :* Votre société a conclu, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 et pour une durée de douze mois, avec la société Schneider Managed Services S.A.S, détenue à 47% par votre Société une convention dont l'objet est la mise à disposition de personnel. La contrepartie financière de cette prestation correspond à 70% de la rémunération fixe et variable chargée du personnel mis à disposition à temps partiel, à laquelle se rajoutent tous frais relatifs à l'exécution des missions réalisées pour le compte de la société Schneider Managed Services S.A.S, avec application d'une majoration de 5 %.

*Réexamen et intérêt s'attachant à cette convention :* Votre conseil d'administration, réuni en date du 6 avril 2016, a réexaminé la poursuite de cette convention de mise à disposition de personnel. Le motif retenu par votre conseil d'administration, justifiant de l'intérêt de cette convention pour votre Société est que le Directeur Général de la société Schneider Managed Services S.A.S étant salarié de votre Société, il a été jugé opportun pour votre Société de facturer à la société Schneider Managed Services S.A.S le temps de travail que son salarié exécutait à son profit, aux conditions de rémunération de ce dernier chez votre Société.

Dans le cadre de cette convention aucun montant n'a été facturé compte tenu de l'avenant signé le 19 décembre 2016 à effet rétroactif au 1er janvier 2016.

Fait à Boulogne Billancourt et à Paris-La Défense, le 26 avril 2017

Les commissaires aux comptes

**01 AUDIT ASSISTANCE**

**ERNST & YOUNG Audit**

**Brigitte GUILLEBERT**

**Pierre-Henri PAGNON**

Commissaire aux comptes associée

Commissaire aux comptes associé